



# **DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

**Émis le : 23 Avril 2020**

**Agence MCA-Morocco  
Pour le compte du :  
Gouvernement du Maroc  
Programme**

**Financé par  
LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**

**Par le biais de la  
MILLENNIUM CHALLENGE CORPORATION**

**pour  
la Passation de marchés relative aux travaux de  
revitalisation des zones industrielles de Had Soualem  
et de Bouznika**

**Lot1 : Travaux de réhabilitation des réseaux existants  
de la zone industrielle de Had Soualem**

**Lot2 : Travaux de réhabilitation des réseaux existants  
de la zone industrielle de Bouznika**



## N° AO: DAO/CB/MCA-M/LI-36/Compact

### Appel d'offres sans pré-qualification

Rabat, Maroc  
23 Avril 2020

Objet : Travaux de revitalisation des zones industrielles de Had Soualem et de Bouznika

- Lot1 : Travaux de réhabilitation des réseaux existants de la zone industrielle de Had Soualem ;
- Lot2 : Travaux de réhabilitation des réseaux existants de la zone industrielle de Bouznika.

Madame, Monsieur,

Les États-Unis d'Amérique, agissant par l'intermédiaire de la Millennium Challenge Corporation (« MCC ») et le le Gouvernement du Royaume du Maroc (le « Gouvernement ») ont signé, le 30 novembre 2015, un deuxième programme de coopération (Compact II) en vue d'une assistance au titre du Millennium Challenge Account pour un montant qui s'élève à **450 millions de dollars** (le « Financement MCC ») auquel s'ajoute une contribution du gouvernement marocain d'une valeur équivalente à 15% au moins de l'apport américain. L'objectif de ce Compact II est de rehausser la qualité du capital humain et d'améliorer la productivité du foncier.

Le Gouvernement, agissant par l'intermédiaire de l'Agence Millennium Challenge Account-Morocco (MCA-Morocco) (le « Maître d'ouvrage »), entend utiliser une partie du Financement MCC pour les paiements autorisés en vertu du contrat pour lequel cet avis d'Appel d'offres a été émis.

Tous paiements versés par le Maître d'ouvrage conformément au contrat proposé seront soumis, à tous égards, aux modalités du Compact et des documents s'y rapportant, notamment aux restrictions sur l'utilisation du Financement de la MCC et aux conditions de décaissement du Financement de la MCC. Aucune partie autre que le Gouvernement et l'Entité MCA ne peut se prévaloir du Compact ni prétendre au produit du Financement MCC.

Le Compact et les documents s'y rapportant sont disponibles sur le site web de MCC ([www.mcc.gov](http://www.mcc.gov)) et sur le site web du Maître d'ouvrage.

Le Programme du Compact, d'une durée de cinq ans, comprend deux projets, à savoir « Education et formation pour l'employabilité » et « Productivité du foncier ».

**Le projet « Productivité du foncier » :**



Le projet « Productivité du foncier », dont le budget est de l'ordre de 170 millions de dollars, vise l'amélioration de la gouvernance et de la productivité du foncier pour mieux répondre aux besoins des investisseurs et attirer davantage d'investissements grâce à la mise en œuvre de trois activités : « Gouvernance du foncier », « Foncier industriel » et « Foncier rural ».

L'activité « Gouvernance du foncier » (10,5 millions \$) permettra d'appuyer le Gouvernement dans (i) l'élaboration d'une stratégie foncière nationale et d'un plan d'action pour sa mise en œuvre, selon une approche participative favorisant la recherche du consensus et l'appropriation de cette stratégie par tous les acteurs ; et (ii) la mise en œuvre des actions prioritaires dudit plan d'action.

L'activité « Foncier industriel » (127 millions \$) porte sur la mise en œuvre de trois composantes : (i) l'assistance technique en matière de développement et de gestion des zones industrielles ; (ii) la conception d'un nouveau modèle de développement de parcs industriels durables et de revitalisation de zones industrielles existantes, tiré par la demande du marché et privilégiant le partenariat public-privé et la durabilité environnementale et sociale. Ce modèle sera mis en œuvre, à titre pilote, dans trois zones industrielles ; et (iii) la mise en place d'un fonds pour les zones industrielles durables (FONZID) visant à soutenir des projets améliorant la gouvernance et la durabilité de zones industrielles existantes ou nouvelles.

L'activité « Foncier rural » (33 millions \$) a pour objectif de développer une nouvelle procédure optimisée et simplifiée pour la transformation de la propriété dans l'indivision des terres collectives situées dans les périmètres d'irrigation et régies par le dahir n° 1-69-30 du 25 juillet 1969 en propriétés individuelles au profit des ayants droit (opération connue sous le nom « melkisation »). Cette procédure optimisée sera mise œuvre, à titre pilote, sur une superficie de 51.000 hectares de terres collectives situées dans le périmètre d'irrigation du Gharb et de 15.000 ha de terres collectives dans le périmètre du Haouz.

### **Informations sur l'Agence MCA-Morocco :**

L'Agence Millennium Challenge Account-Morocco (MCA-Morocco) est un établissement public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Créée en septembre 2016, l'Agence est chargée de la mise en œuvre du Compact II.

L'Agence MCA-Morocco est administrée par un Conseil d'orientation stratégique, présidé par le Chef du gouvernement et assisté d'un Comité de gestion dans la supervision de l'exécution du Compact II.

Le Maître d'ouvrage demande aux Soumissionnaires intéressés de soumettre des Offres scellées pour l'exécution et l'accomplissement des Travaux de revitalisation des zones industrielles de Had Soualem et de Bouznika :

- Lot1 : Travaux de réhabilitation des réseaux existants de la zone industrielle de Had Soualem ;
- Lot2 : Travaux de réhabilitation des réseaux existants de la zone industrielle de Bouznika.



qui est proposé en tant que marché à prix unitaire basé sur le Bordereau des Prix et détail quantitatif et estimatif.

Le présent Appel d'Offres vient compléter l'Avis général de passation des marchés qui a été publié le 06/03/2020 sur dgMarket, sur le site Internet de l'Agence MCA-Morocco et dans la presse locale. L'avis spécifique d'appel d'offres a été publié sur dgMarket, sur l'UNDB Online, sur le site du Portail marocain des marchés publics (PMMP) et le site Internet <http://www.mcamorocco.ma/> le 24/04/2020.

Tous les Soumissionnaires admissibles sont encouragés à soumettre une offre. Veuillez noter qu'aucune pré-qualification n'a eu lieu pour le présent appel d'offres. Le processus de sélection, tel qu'il est décrit, comprend une étape de qualification, qui comprend un examen des performances passées et une vérification des références et qui est soumis à vérification avant l'attribution du contrat.

Un Entrepreneur sera sélectionné par le biais de la procédure d'Appel d'Offres, tel que décrit dans le Dossier d'Appel d'Offres accompagnant la présente Invitation à soumissionner. Les Soumissionnaires doivent savoir que ces procédures sont régies par les Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC qui peuvent être consultées sur le site web de la MCC (<https://www.mcc.gov/resources/doc/program-procurement-guidelines>). Bien que ces procédures soient semblables à celles indiquées dans les Directives de la Banque Mondiale relatives à la Passation des Marchés de travaux<sup>1</sup>, elles présentent plusieurs différences significatives ; aussi, il est conseillé aux entreprises de les lire attentivement.

Veuillez noter qu'une réunion préalable à la Soumission d'offres **sera** organisée, tel que cela est décrit dans les Fiches de données de l'Appel d'Offres (« **FDAO** »), à la Section II du présent Dossier d'Appel d'Offres.

Toutes les Offres doivent être accompagnées d'une Garantie de soumission sous la forme et pour le montant indiqués sur les FDAO dans la clause 20.1 des IS.

Les Offres doivent être fournies à l'adresse et de la manière indiquées dans les FDAO à la clause 23.1 des IS, au plus tard le **10 juin 2020 à 15H00** (Heure de Rabat, Maroc). Les Offres seront ouvertes immédiatement dans le cadre d'une réunion publique d'ouverture des Offres qui se tiendra à l'adresse, la date et via les liens indiqués sur les FDAO dans la clause 26.1 des IS.

Les cautions ORIGINALES uniquement doivent être déposées à l'adresse ci-dessous au plus tard le **10 juin 2020 à 15H00** (Heure de Rabat, Maroc) :

---

<sup>1</sup> Droits d'auteur de la BM : <http://www.worldbank.org>



**Bureau de Agent de passation de marchés**  
**Pour le compte de l'Agence MCA-Morocco**  
**Complexe administratif et culturel de la Fondation Mohammed VI des œuvres sociales de**  
**l'Education - Formation, Avenue Allal EL FASSI- Madinat AL IRFANE, Hay Riad, Rez-**  
**de-chaussée,**

Les Offres feront l'objet d'une évaluation par un panel d'experts dûment qualifiés pour évaluer des offres. L'évaluation inclura la vérification des capacités des Soumissionnaires à réaliser les Travaux selon le budget proposé par chaque Soumissionnaire conformément aux dispositions de la Section III, Examen des Offres, Critères d'évaluation et Critères de qualification des Soumissionnaires.

Toute offre soumise par voie électronique doit être reçue à l'adresse indiquée à l'Annexe 1 de la Section II (Fiche de données de l'Appel d'Offres) avant la date limite de soumission des offres indiquée à la sous-clause 23.1 des IS.

Les Soumissionnaires sont avisés que le MCA-Morocco n'est pas responsable de tout retard ou défaut dans la réception ou le téléchargement de toute Soumission soumise par voie électronique.

Il convient de noter que les soumissions sont exclusivement électroniques mises à part les cautions.

Veuillez agréer, Madame/Monsieur l'assurance de ma considération distinguée.

**Bureau de Agent de passation de marchés**  
**Pour le compte de l'Agence MCA-Morocco**  
**Complexe administratif et culturel de la Fondation Mohammed VI des œuvres sociales de**  
**l'Education - Formation, Avenue Allal EL FASSI- Madinat AL IRFANE, Hay Riad, Rez-**  
**de-chaussée,**  
**procurement@mcamorocco.ma**



## Table des matières

<b>PREMIÈRE PARTIE : PROCÉDURES D'APPEL D'OFFRES.....</b>	<b>7</b>
SECTION I. INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES .....	1
<i>A. Généralités.....</i>	<i>1</i>
<i>B. Dossier d'Appel d'Offres .....</i>	<i>15</i>
<i>C. Préparation des Offres.....</i>	<i>18</i>
<i>D. Soumission et ouverture des plis .....</i>	<i>23</i>
<i>E. Évaluation et comparaison des Offres .....</i>	<i>26</i>
<i>F. Attribution du marché.....</i>	<i>32</i>
SECTION II. FICHE DE DONNEES DE L'APPEL D'OFFRES .....	35
SECTION III. EXAMEN DES OFFRES, CRITERES D'EVALUATION ET CRITERES DE QUALIFICATION DES SOUMISSIONNAIRES .....	39
SECTION IV. FORMULAIRES D'OFFRE.....	57
 <b>DEUXIÈME PARTIE : ÉNONCÉ DES TRAVAUX .....</b>	 <b>1</b>
SECTION V. ÉNONCE DES TRAVAUX.....	2
 <b>TROISIÈME PARTIE : CONDITIONS DU CONTRAT ET FORMULAIRES     CONTRACTUELS .....</b>	 <b>3</b>
SECTION VI. CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES .....	4
SECTION VII. CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES .....	5
SECTION VIII. FORMULAIRE DE NOTIFICATION D'INTENTION D'ADJUDICATION.....	45
SECTION IX. ANNEXE AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES – FORMULAIRES CONTRACTUELS .....	46

# **PREMIÈRE PARTIE : PROCÉDURES D'APPEL D'OFFRES**

## Section I. Instructions aux Soumissionnaires

### A. Généralités

*Dans la Première partie (Procédures d'Appel d'Offres) et la Deuxième partie (Énoncé des Travaux) du présent Dossier d'Appel d'Offres, les mots et expressions qui suivent ont les significations indiquées. Ces définitions ne s'appliquent pas aux termes et expressions figurant dans les sections qui constituent la Troisième partie (Conditions du Contrat et Formulaires contractuels) du présent Dossier d'Appel d'Offres, dans laquelle lesdits termes et expressions ont la signification qui leur est donnée dans les sous-clauses 1.1 et 1.2 du CCAG, sauf indication contraire.*

- (a) « Addendum » ou « Addenda » désigne un amendement au présent Dossier d'Appel d'Offres porté par le Maître d'ouvrage.
- (b) « Appendice de l'Offre » désigne les pages complétées du formulaire intitulé « Appendice de l'Offre » incluses dans la Section IV (Formulaires d'Offre) faisant partie intégrante de l'Offre du Soumissionnaire.
- (c) « Association » ou « association » désigne une association d'entités constituant le Soumissionnaire.
- (d) « FDAO » ou « Fiches de données de l'Appel d'Offres » désigne les Fiches de données de l'Appel d'Offres visées à la Section II (Fiches de données de l'Appel d'Offres) du présent Dossier d'Appel d'Offres utilisées pour refléter les exigences et/ou conditions spécifiques.
- (e) « Offre » désigne une offre pour la fourniture des Travaux, soumise par un Soumissionnaire en réponse au présent Dossier d'Appel d'Offres.
- (f) « Garantie de soumission » désigne la garantie qu'un Soumissionnaire peut devoir fournir dans le cadre de son Offre, conformément à la clause 20 des IS.
- (g) « Soumissionnaire » désigne toute entité ou personne admissible, y compris tout associé d'une entité ou personne admissible, soumettant une Offre.
- (h) « Dossier d'Appel d'Offres » désigne le présent document, y compris tout Addendum pouvant être rédigé par le Maître d'ouvrage.
- (i) « Bordereau des Prix et détail quantitatif et estimatif » désigne le Bordereau des Prix et détail quantitatif et



	<p>estimatif dûment tarifé et complété, faisant partie intégrante de l'Offre.</p> <p>(j) « PGES » désigne le Plan de gestion environnementale et sociale de l'Entrepreneur préparé par l'Entrepreneur et approuvé par l'Ingénieur en vertu du Contrat.</p> <p>(k) « Date de commencement » désigne la date à laquelle les Travaux commencent, conformément à la notification en vertu de la sous-clause 8.1 du CCAG.</p> <p>(l) « Compact » désigne le Millennium Challenge Compact conclu le 30 novembre 2015 entre les États-Unis d'Amérique, agissant par l'intermédiaire de la Millennium Challenge Corporation, et le Gouvernement du Royaume du Maroc, tel que modifié périodiquement.</p> <p>(m) « Appel d'Offres » ou « AO » désigne les procédures d'appel d'offres définies dans les Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC.</p> <p>(n) « Contrat » désigne le contrat proposé qui sera conclu entre le Maître d'ouvrage et l'Entrepreneur, y compris tous les documents spécifiés dans la sous-clause 1.1.1.1 du CCAG, ainsi que dans toutes pièces jointes, tous appendices et tous documents inclus par référence aux présentes.</p> <p>(o) « Accord contractuel » désigne le formulaire dûment rempli intitulé « Formulaire d'Accord contractuel » inclus dans la Section IX (Annexe au Cahier des Clauses Administratives Particulières – Formulaires contractuels) qui sera émis par le Maître d'ouvrage avec la Lettre d'acceptation.</p> <p>(p) « Prix d'adjudication » désigne le prix indiqué dans la sous-clause 14.1 du CCAG et inclut tous les ajustements éventuels conformément aux stipulations du Contrat.</p> <p>(q) « Entrepreneur » désigne l'entité (ou les entités) ou la personne (ou les personnes) fournissant des Travaux au Maître d'ouvrage, conformément au Contrat.</p> <p>(r) « SEPPE (CPPRS) » ou « Système d'évaluation des performances passées de l'entreprise (Contractor Past Performance Report System) » désigne le Système d'évaluation des performances passées de l'entreprise établi par la MCC, maintenu et utilisé conformément à la Deuxième partie des Directives relatives à la Passation des</p>
--	---

	<p>marchés du Programme de la MCC.</p> <p>(s) « Maître d’ouvrage » désigne l’entité à laquelle il est fait référence dans la clause 1.1 des IS, la partie avec laquelle l’Entrepreneur signe le Contrat de fourniture des Travaux.</p> <p>(t) « Ingénieur » désigne la personne nommée par le Maître d’ouvrage pour agir en tant qu’Ingénieur aux fins du Contrat.</p> <p>(u) « Travaux en régie » a la définition qui lui est donnée dans les Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC.</p> <p>(v) « Cahier des Clauses Administratives Générales » ou « CCAG » désigne les Conditions contractuelles FIDIC, première édition, 1999, préparées et protégées par les droits d’auteur de la Fédération Internationale des Ingénieurs-Conseils (« FIDIC »), et couvertes par une licence accordée à la MCC.</p> <p>(w) « Gouvernement » désigne le Gouvernement du Royaume du Maroc</p> <p>(x) « Entreprise publique » (ou « GOE » en anglais) a la définition qui lui est donnée dans les Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC.</p> <p>(y) « PSST » désigne le Plan de Santé Sécurité au Travail préparé par l’Entrepreneur et approuvé par l’Ingénieur en vertu du Contrat.</p> <p>(z) « Normes de Performance d’IFC » désigne les Normes de performance de la Société financière internationale en matière de durabilité environnementale et sociale.</p> <p>(aa) « Instructions aux Soumissionnaires » ou « IS » fait référence à la Section I (Instructions aux Soumissionnaires) du présent Dossier d’Appel d’Offres, y compris tout Addendum, qui fournit aux Soumissionnaires les informations nécessaires pour préparer leur Offre.</p> <p>(bb) « Lettre d’acceptation » désigne le formulaire dûment rempli intitulé « Formulaire de Lettre d’acceptation » inclus à la Section IX (Annexe du Cahier des Clauses Administratives Particulières – Formulaires contractuels) qui sera émis par le Maître d’ouvrage avec l’Accord contractuel.</p> <p>(cc) « Lettre de soumission » désigne le formulaire dûment</p>
--	---

	<p>rempli intitulé « Formulaire de Lettre de soumission » inclus dans la Section IV (Formulaires d’Offre) qui fait partie intégrante de l’Offre du Soumissionnaire.</p> <p>(dd) « Entité du Millennium Challenge Account » désigne une entité redevable désignée par un gouvernement pour la mise en œuvre d’un compact.</p> <p>(ee) « Millennium Challenge Corporation » ou « MCC » désigne la Millennium Challenge Corporation, une entité du Gouvernement des États-Unis agissant pour le compte dudit Gouvernement.</p> <p>(ff) « Financement MCC » désigne le Financement de la MCC mis à la disposition du Gouvernement en vertu du Compact.</p> <p>(gg) « Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC » ou « Directives de la MCC » désigne les Directives de la MCC applicables à la passation des marchés, ainsi que les modifications éventuelles y afférentes apportées périodiquement et pouvant être consultées sur le site web de la MCC à l’adresse : <a href="http://www.mcc.gov">www.mcc.gov</a> .</p> <p>(hh) « Notification d’intention d’adjudication » désigne le formulaire dûment rempli intitulé « Notification d’intention d’adjudication » inclus dans la Section VIII, Formulaire de Notification d’intention d’adjudication, qui sera émis par le Maître d’ouvrage conformément à la clause 39.1 des IS.</p> <p>(ii) « Garantie d’Exécution » désigne la garantie que l’Entrepreneur doit fournir conformément à la sous-clause 4.2 du CCAG.</p> <p>(jj) « Sommes provisionnelles » désigne le montant (s’il y a lieu) spécifié dans l’Offre comme constituant une estimation provisoire dans les cas où la portée ou la nature des travaux n’est pas encore connue pour l’exécution proposée de l’une quelconque des parties des Travaux ou pour la fourniture d’installations industrielles, de matériaux ou de services, selon les instructions de l’Ingénieur en vertu de la sous-clause 13.5 du CCAG.</p> <p>(kk) « Chantier » désigne le lieu d’exécution des Travaux identifié dans les Spécifications techniques.</p> <p>(ll) « Plan d’intégration sociale et de promotion de l’égalité</p>
--	--

	<p>des genres » désigne le plan du Maître d’ouvrage ayant pour but de maximiser l’impact social positif des projets du Compact et s’inscrivant dans une démarche pluridisciplinaire visant à résoudre les problèmes d’inégalité sociale et entre les genres, tels que le commerce d’êtres humains, le travail des enfants et le travail forcé, ainsi que le VIH/sida.</p> <p>(mm) « Taxes » a la signification qui lui est donnée dans le Compact.</p> <p>(nn) « Offre technique » désigne les informations techniques communiquées dans l’Offre du Soumissionnaire conformément à la clause 17.1 des IS.</p> <p>(oo) « Traite des Personnes » ou « TDP » : a la définition qui lui est attribuée dans les Directives relatives à la passation des marchés du Programme de la MCC.</p> <p>(pp) « Travaux » désigne ce que l’Entrepreneur doit construire, installer et remettre au Maître d’ouvrage en vertu du Contrat.</p>
1. Objet du Marché	<p>1.1 Le Maître d’ouvrage, tel qu’<b>identifié dans les FDAO</b>, a diffusé une Invitation à soumissionner en plus du présent Dossier d’Appel d’Offres pour la passation de marchés de Travaux tels qu’indiqués dans la Deuxième partie, Énoncé des Travaux. L’Entrepreneur sera sélectionné conformément aux procédures d’appel d’offres énoncées dans les Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC conformément à la Section III, Examen des Offres, Critères d’évaluation et Critères de qualification des Soumissionnaires. Le nom, l’identification et le nombre de lots de ce marché sont <b>indiqués dans les FDAO</b>.</p>
2. Origine des Financements	<p>2.1 Les États-Unis d’Amérique, agissant par l’intermédiaire de la Millenium Challenge Corporation, et le Gouvernement ont conclu un Compact. Le Gouvernement, agissant par l’intermédiaire du Maître d’ouvrage, entend affecter une partie du Financement MCC aux paiements admissibles en vertu du Contrat. Tous paiements effectués au titre du Financement MCC seront soumis, à tous égards, aux termes et conditions du Compact et des documents connexes, et notamment aux restrictions sur l’utilisation et le décaissement du Financement MCC. Aucune partie autre</p>

	<p>que le Gouvernement et le Maître d’ouvrage ne peut se prévaloir du Compact ni prétendre au produit du Financement MCC. Le Compact et les documents s’y rapportant sont disponibles sur le site web de la MCC (<a href="http://www.mcc.gov">www.mcc.gov</a>) ou sur le site web du Maître d’ouvrage.</p>
3. Fraude et Corruption	<p>3.1 La MCC exige que tous les bénéficiaires du Financement MCC, y compris l’Entité MCA et tous les candidats, Soumissionnaires, Fournisseurs, entrepreneurs, Sous-traitants, consultants et sous-consultants au titre de tous contrats financés par la MCC, observent les normes d’éthique les plus strictes lors de la passation et de l’exécution desdits contrats. La Politique en matière de prévention et de détection de la fraude et de la corruption, et de lutte contre ces pratiques dans les opérations de la MCC (Politique « Anti-fraude et Anti-corruption (AFC) de la MCC ») s’applique à toutes les passations de marchés et à tous les contrats impliquant un Financement MCC. Ladite Politique est disponible sur le site web de la MCC. La Politique AFC de la MCC exige que les sociétés et organismes bénéficiant de fonds de la MCC reconnaissent avoir connaissance de la Politique AFC de la MCC et certifient à l’Entité du Millennium Challenge Account avoir des engagements et procédures acceptables en place pour faire face aux risques de fraude et corruption.</p> <p>(a) Aux fins des présentes, les termes ci-après sont définis de la façon suivante :</p> <p>(i) « <b>coercition</b> » signifie porter atteinte ou nuire, ou menacer de porter atteinte ou de nuire, directement ou indirectement, à une partie ou à la propriété d’une partie, influencer indûment les actions d’une partie dans le cadre de la mise en œuvre de tout contrat financé, en totalité ou en partie, au moyen de financements de la MCC, y compris les mesures prises dans le cadre d’une procédure de passation de marchés ou de l’exécution d’un contrat ;</p> <p>(ii) « <b>collusion</b> » désigne un accord tacite ou explicite entre au moins deux parties visant à se livrer à une pratique coercitive, de corruption, de fraude, d’obstruction à l’égard d’enquêtes menées sur des accusations de fraude ou de corruption ou à une pratique prohibée, y compris tout accord visant à fixer, stabiliser, augmenter, diminuer ou manipuler des prix, ou à priver par ailleurs l’Entité Millennium Challenge Account (MCA) des avantages d’une concurrence libre et ouverte ;</p>

	<p>(iii) « <b>corruption</b> » désigne la proposition, le don, la réception ou la sollicitation, directement ou indirectement, de toute chose de valeur pour influencer indûment les actions d'un fonctionnaire, du personnel de l'Entité Millennium Challenge Account, du personnel de la MCC, des consultants, ou des employés d'autres organismes participant à des activités financées, en totalité ou en partie, au moyen de ressources de la MCC, y compris lorsque lesdites activités ont trait à la prise de décisions ou à l'examen de décisions, ainsi qu'à la poursuite du processus de sélection, ou encore au versement de tout paiement à un tiers dans le cadre d'un contrat ou en vue de l'exécution d'un contrat ;</p> <p>(iv) « <b>fraude</b> » désigne tout acte ou omission, y compris toute déclaration inexacte qui, sciemment ou par négligence, induit ou tente d'induire en erreur une partie afin d'obtenir un avantage financier ou autre dans le cadre de la mise en œuvre d'un contrat financé, en totalité ou en partie, au moyen de ressources de la MCC, y compris tout acte ou omission visant à influencer (ou tenter d'influencer) indûment un processus de sélection ou l'exécution d'un contrat, ou à éviter (ou tenter d'éviter) une obligation ;</p> <p>(v) « <b>obstruction d'enquête sur des allégations de fraude ou de corruption</b> » désigne tout acte posé dans le cadre de la mise en œuvre de tout contrat financé, en totalité ou en partie, au moyen de ressources de la MCC qui : a) cause la destruction, la falsification, la modification ou la dissimulation délibérées de preuves, ou qui consiste en une fausse (de fausses) déclaration(s) à des enquêteurs ou à tout fonctionnaire dans le but d'entraver une enquête sur des allégations de coercition, de collusion, de corruption, de fraude, ou de pratiques interdites ; ou qui b) menace, harcèle ou intimide une partie pour l'empêcher soit de divulguer sa connaissance d'informations pertinentes en rapport avec une enquête soit de poursuivre l'enquête ; ou qui c) vise à empêcher la réalisation d'une inspection et/ou l'exercice des droits de vérification de la MCC et/ou du Bureau de l'inspecteur général (OIG) responsable pour le compte de la MCC, tels que prévus en vertu d'un compact, d'un accord de programme de seuil ou d'accords connexes ;</p> <p>(vi) « <b>pratiques interdites</b> » désigne toute action en</p>
--	---

	<p>violation de la Section E (respect de la loi sur la lutte contre la corruption), de la Section F (respect de la loi sur la lutte contre le blanchiment de capitaux) et de la Section G (respect de la loi sur le financement du terrorisme et d'autres restrictions) de l'Annexe des Dispositions générales qui fera partie des contrats financés par la MCC.</p> <p>(a) Le Maître d'Ouvrage rejettera une Offre (et la MCC refusera l'approbation d'une adjudication proposée) s'il décide que le Soumissionnaire qui a été retenu s'est livré, directement ou par l'intermédiaire d'un agent, à des pratiques de coercition, de collusion, de corruption, de fraude, d'obstruction d'enquête sur des allégations de fraude ou de corruption, ou à des pratiques interdites en soumissionnant au Contrat.</p> <p>(b) La MCC et le Maître d'ouvrage ont le droit de soumettre à des sanctions un Soumissionnaire ou un Entrepreneur, notamment en déclarant l'inéligibilité dudit Soumissionnaire ou dudit Entrepreneur, soit indéfiniment, soit pour une période de temps indiquée, pour l'attribution de tout marché financé par la MCC, si à un moment quelconque, la MCC ou le Maître d'ouvrage détermine que le Soumissionnaire ou l'Entrepreneur s'est livré, directement ou par l'intermédiaire d'un agent, à des pratiques de coercition, de collusion, de corruption, de fraude, d'obstruction d'enquête sur des allégations de fraude ou de corruption, ou à des pratiques interdites en soumissionnant ou en exécutant le Contrat.</p> <p>(c) La MCC et le Maître d'ouvrage ont le droit d'exiger qu'une stipulation soit incluse dans le Contrat, exigeant que le Soumissionnaire retenu ou l'Entrepreneur permette au Maître d'ouvrage, à la MCC ou à toute personne désignée par la MCC, de procéder à l'inspection des comptes, dossiers et autres documents du Soumissionnaire, de l'Entrepreneur ou de ceux de l'un quelconque de ses fournisseurs ou sous-traitants en vertu du Contrat se rapportant à la soumission de son Offre ou à l'exécution du Contrat, et que ces comptes, dossiers et autres documents soient contrôlés par des vérificateurs de comptes nommés par la MCC ou par le Maître d'ouvrage, avec l'accord de la MCC.</p> <p>(d) En outre, la MCC a le droit d'annuler toute ou partie du Financement MCC alloué au Contrat si elle vient à constater qu'un représentant d'un bénéficiaire du</p>
--	--

	<p>Financement MCC s'est livré à des pratiques de coercition, de collusion, de corruption, de fraude, d'obstruction d'enquête sur des allégations de fraude, de corruption ou à des pratiques interdites pendant le processus de sélection ou l'exécution d'un contrat financé par la MCC, sans que le Maître d'ouvrage ait pris à temps et à la satisfaction de la MCC les mesures appropriées pour remédier à la situation.</p>
<p><b>4. Exigences environnementales et sociales</b></p> <p>Traite Des Personnes</p>	<p>4.1. La MCC a une politique de tolérance zéro en ce qui concerne la Traite des Personnes. La Traite des Personnes (« TDP ») est un crime qui consiste à agir par la force, la fraude et/ou la coercition pour exploiter une autre personne. La TDP peut prendre la forme de la servitude domestique, du péonage, du travail forcé, de la servitude sexuelle, de l'asservissement pour dette et de l'utilisation des enfants soldats. Cette pratique prive l'être humain de ses droits et de sa liberté, augmente les risques sanitaires mondiaux, alimente les réseaux du crime organisé en pleine croissance et peut accroître le niveau de pauvreté et ralentir le développement. La MCC s'engage à œuvrer avec les pays partenaires pour que des mesures appropriées soient prises pour prévenir, atténuer et contrôler les risques de TDP dans lesdits pays et dans les projets qu'elle finance.</p> <p>4.2. La Section V du présent Dossier d'Appel d'Offres intitulée Énoncé des Travaux peut énumérer certaines interdictions, des obligations à la charge de l'Entrepreneur, des mesures correctives et d'autres dispositions qui formeront une partie contraignante de tout Contrat pouvant être conclu dans le cadre de la présente passation de marchés. À ce titre, il faudra examiner attentivement ces dispositions si elles sont prises en compte.</p> <p>4.3. Des renseignements supplémentaires sur les exigences de la MCC en matière de lutte contre la TDP sont énoncés dans sa Politique de lutte contre la Traite des Personnes disponible sur le site web de la MCC (<a href="https://www.mcc.gov/resources/doc/policy-counter-trafficking-in-persons-policy">https://www.mcc.gov/resources/doc/policy-counter-trafficking-in-persons-policy</a>). Tous les contrats financés par la MCC doivent se conformer aux exigences minimales de conformité pour la lutte contre la TDP établies par ladite Politique. Les Contrats classés à haut risque de TDP par la</p>



	MCC doivent mettre en œuvre un Plan de gestion des risques en matière de TDP (qui doit être élaboré par l'Entité MCA et être mis en œuvre par l'entrepreneur correspondant).
Normes de performance d'IFC	4.4 Les projets financés par la MCC dans le cadre d'un compact seront élaborés et mis en œuvre conformément aux Directives environnementales de la MCC, y compris les normes de performance environnementale et sociale énoncées dans les Normes de performance de la Société financière internationale en matière de durabilité environnementale et sociale, telles que modifiées de temps à autre. L'Entrepreneur doit donc se conformer aux Normes de performance d'IFC pour l'application du présent Contrat. Des renseignements supplémentaires sur les Normes de performance d'IFC sont disponibles à l'adresse : <a href="http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/topics_ext_content/ifc_external_corporate_site/sustainability-at-ifc/policies-standards/performance-standards">http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/topics_ext_content/ifc_external_corporate_site/sustainability-at-ifc/policies-standards/performance-standards</a> .
<b>5. Éligibilité</b>	
Soumissionnaires éligibles	<p>5.1 Les critères d'éligibilité énoncés dans la présente section s'appliqueront au Soumissionnaire et à toutes les entités constituant le Soumissionnaire, pour toute partie du Contrat, y compris les services connexes.</p> <p>5.2 Un Soumissionnaire peut être une entité privée, certaines entités du secteur public (conformément aux Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC tel que décrit à la clause 5.4 des IS) ou toute combinaison de telles entités soutenues par une lettre d'intention pour la conclusion d'un accord contractuel ou en vertu d'un contrat existant en association sous forme de coentreprise ou de toute autre association.</p> <p>5.3 Un Soumissionnaire, toutes les parties constituant le Soumissionnaire et tous sous-traitants et fournisseurs pour toute partie du Contrat, y compris pour des services connexes, peuvent être des ressortissants de tout pays, sous réserve des restrictions de nationalité indiquées dans la présente Section 5. Une entité sera réputée avoir la nationalité du pays dans lequel elle est constituée, inscrite au registre du commerce ou enregistrée, et dans lequel elle poursuit des activités en vertu de la législation nationale.</p>
Entreprises publiques	5.4 Les entreprises publiques (« GOE » en anglais) n'ont pas le droit de soumettre des offres pour des marchés de biens ou travaux financés par la MCC. Une entreprise publique a) ne peut être partie à aucun contrat de fourniture de biens ou de travaux financé par la MCC adjudgé selon un appel d'offres

	<p>concurrentiel ouvert ou restreint, l'attribution de marché de gré à gré ou la sélection d'un seul fournisseur ; et b) ne peut être pré-qualifiée ou présélectionnée en vue de tout contrat de biens ou travaux financé par la MCC et devant être adjugé par ces méthodes. Cette interdiction ne s'applique pas aux Travaux en régie effectués par des entités appartenant au gouvernement du pays du Maître d'ouvrage ou aux établissements d'enseignement et centres de recherche du secteur public ainsi qu'aux entités statistiques ou cartographiques, ou aux autres entités techniques, du secteur public qui n'ont pas été constituées principalement à des fins commerciales, ou pour lesquels une exception est accordée par la MCC conformément à la Septième partie des Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC. Tous les Soumissionnaires doivent certifier leur statut dans le cadre de leur soumission.</p>
Coentreprise ou Association	<p>5.5 Dans le cas où un Soumissionnaire est ou se propose de se constituer en coentreprise ou en une autre association a) tous les membres de l'association ou de la coentreprise doivent satisfaire aux exigences juridiques, financières ou en matière de litige, et autres exigences énoncées dans le Dossier d'Appel d'Offres ; b) tous les membres de l'association ou de la coentreprise seront conjointement et solidairement responsables de l'exécution du Contrat ; et c) la coentreprise ou association devra désigner un représentant qui sera habilité à mener toutes les activités au nom de chaque membre et pour le compte de tous les membres de la coentreprise ou de l'association pendant le processus de soumission et, au cas où la coentreprise ou l'association est attributaire dudit Contrat, pendant l'exécution du Contrat.</p>
Conflits d'intérêts	<p>5.6 Un Soumissionnaire ne doit pas avoir de conflit d'intérêts. Tout Soumissionnaire en situation de conflit d'intérêts doit être disqualifié, sauf si le conflit d'intérêts a été atténué et si l'atténuation a été approuvée par la MCC. Le Maître d'ouvrage exige des Soumissionnaires et des Entrepreneurs qu'ils défendent avant tout et en permanence les intérêts du Maître d'ouvrage, qu'ils évitent scrupuleusement tout conflit d'intérêts, y compris des conflits d'intérêts avec d'autres missions ou avec les intérêts de leurs propres entreprises, et qu'ils agissent sans faire entrer en ligne de compte l'éventualité d'une mission ultérieure. Sans limitation de la portée générale de ce qui précède, un Soumissionnaire ou un Entrepreneur, notamment toutes les parties constituant ledit Soumissionnaire ou ledit Entrepreneur et tous ses sous-traitants et fournisseurs d'une partie du Contrat, y compris les services connexes, ainsi que leurs personnels et affiliés</p>

	<p>respectifs, peut être considéré comme ayant un conflit d'intérêts et, i) dans le cas d'un Soumissionnaire, peut être disqualifié ou, ii) dans le cas d'un Entrepreneur, être assujéti à une résiliation de Contrat si :</p> <p>(a) il compte au moins un partenaire dominant commun avec une ou plusieurs autres parties dans la procédure envisagée dans le présent Dossier d'Appel d'Offres ; ou</p> <p>(b) il a le même représentant légal qu'un autre Soumissionnaire aux fins du présent Appel d'Offres ; ou</p> <p>(c) il a une relation, directement ou par l'intermédiaire de tiers communs, lui permettant d'avoir accès à des informations sur l'Offre d'un autre Soumissionnaire ou d'influencer celle-ci ou d'influencer les décisions du Maître d'ouvrage au sujet de la procédure de sélection concernant le présent marché ; ou</p> <p>d) il participe à plus d'une Offre dans le cadre de la présente procédure ; la participation d'un Soumissionnaire à plus d'une Offre entraîne la disqualification dudit Soumissionnaire de toutes les procédures d'Appel d'Offres auxquelles il participe ; cependant, cette disposition n'interdit pas l'inclusion d'un même sous-traitant dans plus d'un Appel d'Offres ; ou</p> <p>(d) il est associé ou a été associé par le passé à une personne physique ou morale, ou avec l'un de leurs affiliés, qui a été engagé pour fournir des services de conseil en vue de la préparation du cahier des charges, des spécifications ou d'autres documents à utiliser pour la passation de marchés et la réalisation des Travaux en vertu du Contrat ; ou</p> <p>(e) l'un quelconque de ses affiliés a été engagé (ou fait l'objet d'une offre d'engagement) par le Maître d'ouvrage afin d'exercer les fonctions d'Ingénieur dans le cadre du Contrat ; ou</p> <p>(f) il est lui-même, ou a une relation d'affaires ou un lien de parenté avec, i) un membre du Conseil d'administration ou du personnel du Maître d'ouvrage, ii) un membre du personnel de l'entité responsable de la mise en œuvre du projet, ou iii) l'Agent de passation de marchés ou l'Agent financier (tel que défini dans le Compact ou les accords connexes) engagé par le Maître d'ouvrage dans le cadre du Compact, directement ou indirectement impliqué</p>
--	--

	<p>dans une partie A) de la préparation du présent Dossier d'Appel d'Offres, B) du processus de sélection concernant le présent marché ou C) de la supervision du Contrat, sauf si le conflit découlant de cette relation a été résolu d'une manière jugée acceptable par la MCC ; ou</p> <p>(g) l'un quelconque de ses affiliés a été ou est engagé par le Maître d'ouvrage en tant qu'Agent de passation de marchés ou Agent financier en vertu du Compact.</p> <p>Les Soumissionnaires et l'Entrepreneur ont l'obligation de divulguer toute situation de conflit réel ou potentiel qui les met dans l'impossibilité de servir au mieux l'intérêt du Maître d'ouvrage, ou qui peut être raisonnablement perçue comme ayant cet effet. La non-divulgaration d'une telle situation peut entraîner la disqualification du Soumissionnaire ou de l'Entrepreneur, ou la résiliation du Contrat.</p>
Inéligibilité	<p>5.7 Aucun Soumissionnaire, aucune partie constituant le Soumissionnaire, ni aucun sous-traitant ou fournisseur pour une partie quelconque du Contrat, y compris des services connexes, ou leurs affiliés et employés respectifs, ne pourra être une personne physique ou morale a) faisant l'objet d'une déclaration d'inéligibilité pour cause d'engagement dans une pratique de coercition, de collusion, de corruption, de fraude, d'obstruction d'enquête sur des allégations de fraude ou de corruption, ou dans une pratique interdite selon les dispositions de la clause 3.1 des IS ci-dessus, ou b) ayant été déclarée inadmissible à participer à une passation de marché conformément aux procédures définies dans la Dixième partie des Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC (Procédures de vérification de l'admissibilité) qui peuvent être consultées sur le site web de la MCC. Le non-respect de cette disposition rend également inadmissible à la participation au marché toute entité établie ou ayant son siège social ou une part importante de ses activités dans un pays soumis aux sanctions ou restrictions imposées par la législation ou la politique des États-Unis.</p> <p>5.8 Un Soumissionnaire ou Entrepreneur, toutes les parties constituant le Soumissionnaire ou l'Entrepreneur, et tous sous-traitants ou fournisseurs pour une partie quelconque du Contrat, y compris des services connexes, et leurs affiliés et employés respectifs n'ayant pas été rendus inadmissibles par ailleurs pour une raison décrite dans la présente Section 5 seront néanmoins exclus de la procédure si :</p>

	<p>(a) conformément à la loi et aux règlements officiels du pays, le Gouvernement interdit les relations commerciales avec le pays du Soumissionnaire ou de l'Entrepreneur (y compris ses associés, sous-traitants et fournisseurs, ainsi que leurs affiliés respectifs) ; ou</p> <p>(b) en application d'une décision du Conseil de sécurité des Nations Unies adoptée en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations Unies, le Gouvernement interdit toute importation de biens en provenance du pays du Soumissionnaire ou de l'Entrepreneur (y compris ses associés, sous-traitants et fournisseurs, ainsi que leurs affiliés respectifs) ou tout paiement aux entités présentes dans ledit pays ; ou</p> <p>(c) ce Soumissionnaire ou Entrepreneur, toutes les parties constituant le Soumissionnaire ou l'Entrepreneur, tout sous-traitant ou fournisseur, ou leurs personnels ou affiliés respectifs sont autrement jugés inéligibles par la MCC en vertu d'une politique ou d'une directive susceptible d'entrer en vigueur périodiquement, telle que publiée sur le site web de la MCC.</p> <p>5.9 Les Soumissionnaires ou Entrepreneurs doivent également satisfaire à tous les autres critères d'éligibilité contenus dans les Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC. Si un Soumissionnaire ou Entrepreneur a l'intention de s'adjoindre un associé, ledit associé sera également soumis à l'application des critères d'éligibilité énoncés dans le présent Dossier d'Appel d'Offres et dans les Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC.</p>
Justification de la continuation de l'éligibilité	5.10 Les Soumissionnaires doivent justifier de la continuation de leur éligibilité d'une manière jugée satisfaisante par le Maître d'ouvrage en réponse aux demandes raisonnables du Maître d'ouvrage à cet effet.
Commissions et gratifications	5.11 Le cas échéant, le Soumissionnaire communiquera des informations sur les commissions et les gratifications ayant été payées ou devant être payées au titre de la présente passation de marché ou de son Offre et, pendant la période d'exécution du Contrat, si le marché a été adjugé à ce Soumissionnaire, conformément aux dispositions du présent Dossier d'Appel d'Offres.
<b>6. Matériaux, Équipements et Services répondant</b>	6.1 Les matériaux, équipements et services à fournir selon les modalités du Contrat peuvent provenir de tout pays sous réserve du respect des mêmes restrictions que celles

aux critères d'origine	<p>spécifiées pour les Soumissionnaires et leurs associés et le personnel de ceux-ci, conformément à la clause 5.3 des IS ci-dessus. Sur requête du Maître d'ouvrage, les Soumissionnaires devront fournir une preuve de l'origine des matériaux, équipements et services.</p> <p>6.2 Aux fins de la clause 6.1 des IS ci-dessus, « provenance » désigne tout endroit où les matériels et les équipements ont été extraits, implantés, cultivés, produits, fabriqués ou traités, et à partir duquel les services sont fournis. Les matériels et les équipements sont produits lors de la création, grâce à un processus de fabrication, traitement ou assemblage important ou substantiel, d'un produit fini ayant une valeur commerciale dont les caractéristiques de base, la finalité ou l'utilité sont très différentes de ses composants d'origine.</p> <p>6.3 La provenance des matériaux, des équipements et des services diffère de la nationalité du Soumissionnaire.</p> <p>6.4 Le pays d'origine des composants importants parmi les installations industrielles, matériaux, biens et services à fournir selon le Contrat doit être indiqué dans l'Appendice de l'Offre incluse à la Section IV, Formulaire d'Offres. Pendant l'exécution du Contrat, les sources utilisées seront vérifiées par l'Ingénieur du Maître d'ouvrage.</p>
	<b>B. Dossier d'Appel d'Offres</b>
7. Sections du Dossier d'Appel d'Offres	<p>7.1 Le présent Dossier d'Appel d'Offres est composé de la Première partie, de la Deuxième partie et de la Troisième partie comprenant toutes les sections énoncées ci-dessous et doit être lu conjointement avec tous les addenda émis conformément à la clause 9 des IS.</p> <p><b>PREMIÈRE PARTIE Procédures d'Appel d'Offres</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Section I. Instructions aux Soumissionnaires</li> <li>• Section II. <b>Fiches de données de l'Appel d'Offres</b></li> <li>• Section III. Examen des Offres, Critères d'évaluation et Critères de qualification des Soumissionnaires</li> <li>• Section IV. Formulaire d'Offre</li> </ul> <p><b>DEUXIÈME PARTIE Énoncé des Travaux</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Section V. Énoncé des travaux</li> </ul> <p><b>TROISIÈME PARTIE Conditions du Contrat et Formulaire contractuels</b></p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Section VI. Cahier des Clauses Administratives Générales</li> <li>• Section VII. Cahier des Clauses Administratives Particulières du Contrat</li> <li>• Section VIII. Formulaire de Notification d'intention d'adjudication</li> <li>• Section IX. Annexe aux Conditions Particulières – Formulaires contractuels</li> </ul>
	<p>7.2 L'Invitation à soumissionner émise par le Maître d'ouvrage ne fait pas partie du présent Dossier d'Appel d'Offres.</p> <p>7.3 Le Maître d'ouvrage n'est pas responsable de l'exhaustivité du présent Dossier d'Appel d'Offres et de ses Addenda, si ceux-ci n'ont pas été obtenus directement auprès de la source indiquée par le Maître d'ouvrage dans le cadre de l'Invitation à soumissionner.</p> <p>7.4 Il est attendu du Soumissionnaire qu'il examine toutes les instructions, les formulaires, conditions et spécifications techniques du présent Dossier d'Appel d'Offres. Le fait de pas fournir tous les renseignements ou documents exigés par le présent Dossier d'Appel d'Offres peut entraîner le rejet de l'Offre.</p>
<p><b>8. Clarification du Dossier d'Appel d'Offres, visite du Chantier, réunion préalable à la Soumission d'offres</b></p>	<p>8.1 Un Soumissionnaire potentiel requérant une clarification quelconque relative au Dossier d'appel d'offres doit en avertir le Maître d'ouvrage par écrit à l'adresse du Maître d'ouvrage <b>indiquée dans les FDAO</b> ou faire valoir sa requête au cours de la réunion préalable à la Soumission d'offres si les FDAO le prévoient. Le Maître d'ouvrage répondra par écrit à toute requête de clarification reçue avant le nombre de jours <b>indiqué dans les FDAO</b> précédant le délai fixé pour la soumission des Offres. Le Maître d'ouvrage affiche les réponses sur son site web, y compris la description de la question posée, sans en identifier l'auteur, au plus tard le dernier jour du nombre de jours <b>indiqué dans les FDAO</b> précédant le délai fixé pour la soumission des Offres. Si la clarification entraîne la modification d'éléments essentiels au présent Dossier d'appel d'offres, le Maître d'ouvrage doit modifier le présent Dossier d'appel d'offres conformément à la procédure prévue aux clauses 9 et 23.2 des IS.</p> <p>8.2 Il est recommandé au Soumissionnaire de visiter et d'examiner le Chantier d'exécution des Travaux et ses environs, et d'obtenir par lui-même, sous sa propre responsabilité, toutes les informations pouvant être nécessaires pour préparer l'Offre et conclure un Contrat en vue de la réalisation des Travaux. Les coûts de la visite du</p>

	<p>Chantier sont à la charge du Soumissionnaire. Si une visite du Chantier est organisée par le Maître d’ouvrage, elle doit être <b>indiquée dans les FDAO</b>.</p> <p>8.3 Le Maître d’ouvrage donnera au Soumissionnaire, et à tous ses employés ou agents, la permission de se rendre sur le Chantier et dans ses locaux aux fins de ladite visite à la condition expresse que le Soumissionnaire, ainsi que ses employés et ses agents, déchargent et exonèrent le Maître d’ouvrage, ses employés et ses agents, de toute responsabilité à ce sujet, et qu’ils acceptent d’assumer toute responsabilité en cas de décès ou de dommage corporel, de perte ou de dommage matériel, et de tous autres dommages, pertes, coûts et dépenses pouvant résulter de l’inspection.</p> <p>8.4 Le représentant nommé par le Soumissionnaire est invité à assister à une réunion préalable à la Soumission d’offres, <b>si une telle réunion est prévue dans les FDAO</b>. L’objet de la réunion sera de clarifier les problèmes possibles et de répondre aux questions sur tout sujet pouvant être évoqué à ce stade.</p> <p>8.5 Il est demandé au Soumissionnaire, dans la mesure du possible, de soumettre toutes questions par écrit, afin d’aviser le Maître d’ouvrage au plus tard dans le nombre de jours avant la réunion préalable à la Soumission d’offres <b>indiqué dans les FDAO</b>.</p> <p>8.6 Le procès-verbal de ladite réunion, y compris le texte des questions posées, sans identifier la source, et celui des réponses données, ainsi que toutes les réponses préparées après la réunion, sera affiché sur le site web du Maître d’ouvrage comme <b>indiqué dans les FDAO</b>. Toute modification du présent Dossier d’appel d’offres se révélant nécessaire en conséquence de ladite réunion sera apportée par le Maître d’ouvrage exclusivement par le biais d’un Addendum, et non par le biais du procès-verbal de la réunion susmentionnée.</p> <p>8.7 L’absence à ladite réunion préalable à la Soumission d’offres ou lors de la visite du Chantier ne disqualifiera pas un Soumissionnaire et ne sera pas prise en compte pendant l’examen de son Offre.</p>
<p><b>9. Modification du Dossier d’appel d’offres</b></p>	<p>9.1 À tout moment avant l’expiration du délai de soumission des Offres, le Maître d’ouvrage peut modifier le Dossier d’appel d’offres par le biais d’Addenda.</p> <p>9.2 Tout Addendum publié doit faire partie intégrante du Dossier d’Appel d’Offres et être mis en ligne sur le site web du Maître d’ouvrage. Il revient aux Soumissionnaires potentiels de consulter fréquemment ce site web.</p> <p>9.3 Si le Maître d’ouvrage a suivi une procédure de pré-</p>



	<p>enregistrement, tous les addendas doivent être également communiqués par écrit à tous les Soumissionnaires pré-enregistrés, et être mis en ligne sur le site web du Maître d'ouvrage.</p> <p>9.4 Afin d'accorder aux Soumissionnaires potentiels un délai raisonnable qui tient compte d'un Addendum lors de la préparation de leur Offre, le Maître d'ouvrage peut, à sa seule discrétion, prolonger le délai de soumission des Offres.</p>
	<b>C. Préparation des Offres</b>
<b>10.</b> Coût de l'appel d'offres	10.1 Sauf disposition contraire <b>contenue dans les FDAO</b> , le Soumissionnaire assume tous les coûts associés à la préparation et à la soumission de son Offre. Le Maître d'ouvrage n'est pas responsable de ces coûts, quel que soit le déroulement ou le résultat du processus concernant la soumission d'Offres.
<b>11.</b> Langue de l'Offre	11.1 L'Offre, et toutes correspondances et documents se rapportant à l'Offre, qui auront été échangés entre le Soumissionnaire et le Maître d'ouvrage, doivent être rédigés en anglais. Les pièces justificatives et les brochures imprimées faisant partie intégrante de l'Offre peuvent être dans une autre langue, à condition d'être accompagnés d'une traduction précise en anglais des passages importants, auquel cas la version anglaise fait foi.
<b>12.</b> Documents constituant l'Offre	<p>12.1 L'Offre soumise doit contenir les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) la Lettre de soumission et l'Appendice de l'Offre ;</li> <li>(b) Tous les Formulaires d'offre conformément à la Section IV, Formulaires d'Offre, y compris le Bordereau des Prix et détail quantitatif et estimatif conformément aux clauses 13 et 15 des IS ;</li> <li>(c) la Garantie de soumission, conformément à la clause 20 des IS ;</li> <li>(d) la confirmation écrite autorisant le signataire de l'Offre à engager le Soumissionnaire, conformément à la clause 21.2 des IS ;</li> <li>(e) Preuve documentaire des qualifications du Soumissionnaire pour exécuter le Marché si sa Soumission est acceptée ;</li> <li>(f) l'Offre technique, conformément à la clause 17 des IS ; et</li> <li>(g) tous autres documents <b>requis en vertu des FDAO</b> ;</li> </ul>

	<p>qui seront signés conformément à la clause 21.2 des IS.</p> <p>12.2 En plus des stipulations ci-dessus, les Offres soumises par une coentreprise ou une autre association doivent inclure une copie de l'accord de coentreprise/d'Association conclu par tous les membres. Sinon, une lettre d'intention de conclusion d'un accord de coentreprise/d'Association doit être signée par tous les membres et soumise avec l'Offre, accompagnée d'une copie de l'accord proposé.</p> <p>12.3 En cas de changement de la structure juridique du Soumissionnaire après la soumission de l'Offre, le Soumissionnaire doit en informer immédiatement le Maître d'ouvrage. Cependant, aucun changement de structure juridique ne doit être utilisé pour répondre à un critère requis à des fins de qualification qui n'aurait pas été satisfait à la date limite de soumission des Offres.</p>
<b>13.</b> Lettre de soumission et calendriers	<p>13.1 La Lettre de soumission et les Calendriers, y compris le Bordereau des Prix et détail quantitatif et estimatif, doivent être préparés en utilisant les formulaires appropriés fournis à la Section IV, Formulaires d'Offre. Les formulaires doivent être remplis sans en modifier le texte, et aucune substitution ne doit être acceptée. Tous les espaces vierges doivent être remplis en fournissant les informations demandées.</p>
<b>14.</b> Pas d'Offres de substitution	<p>14.1 Il ne sera tenu compte d'aucune Offre de substitution.</p>
<b>15.</b> Prix de soumission et remises	<p>15.1 Les prix et remises indiqués par le Soumissionnaire dans la Lettre de soumission et dans le Bordereau des Prix et détail quantitatif et estimatif doivent se conformer aux stipulations ci-dessous. Les remises, le cas échéant, doivent être celles <b>spécifiées dans les FDAO.</b></p> <p>15.2 Le Soumissionnaire doit indiquer les tarifs et les prix pour tous les éléments des Travaux décrits dans le Bordereau des Prix et détail quantitatif et estimatif. Les éléments pour lesquels aucun tarif ou prix n'aura été indiqué par le Soumissionnaire ne seront pas payés par le Maître d'ouvrage, et ils seront considérés comme étant couverts par les tarifs indiqués pour les autres éléments et par les prix du Bordereau des Prix et détail quantitatif et estimatif.</p> <p>15.3 Le prix à indiquer dans la Lettre de soumission conformément à la clause 13.1 des IS doit être le prix total de la Soumission, à l'exclusion de toutes remises accordées.</p> <p>15.4 Le Soumissionnaire doit indiquer toutes remises inconditionnelles et la méthodologie pour leur application dans la Lettre de soumission conformément à la clause 13.1 des IS.</p>

	<p>15.5 Sauf indication contraire <b>dans les FDAO</b> et dans le Contrat, les tarifs et les prix indiqués par le Soumissionnaire pourront être ajustés pendant l'exécution du Contrat conformément aux Conditions du Contrat. Dans un tel cas, le Soumissionnaire doit fournir les indices et indiquer la pondération pour les formules d'ajustement des prix dans le Tableau de données d'ajustement, et le Maître d'ouvrage peut demander au Soumissionnaire de justifier les indices et pondérations qu'il propose.</p> <p>15.6 Si cela est <b>spécifié au paragraphe 1.1 des FDAO</b>, des Offres sont sollicitées pour des lots individuels ou pour toute combinaison de lots (ensembles). Les Soumissionnaires souhaitant offrir une réduction de prix pour l'adjudication de plus d'un lot doivent indiquer dans leur Offre les réductions de prix applicables à chaque ensemble ou, sinon, à des lots individuels au sein d'un ensemble. Les réductions de prix ou remises doivent être soumises conformément à la clause 15.4 des IS, à condition que les Offres pour tous les lots soient soumises et ouvertes au même moment.</p> <p>15.7 La clause 21 de la Troisième partie, Section VII, du Cahier des Clauses Administratives Particulières, énonce les dispositions fiscales du Contrat. Les Soumissionnaires doivent examiner cette clause avec soin dans la préparation de leur Offre.</p>
<b>16.</b> Devises de l'Offre et paiement	16.1 La devise ou les devises utilisée(s) dans le cadre de l'Offre et pour les paiements doit (doivent) être celle(s) <b>spécifiée(s) dans la FDAO</b> .
<b>17.</b> Documents constituant l'Offre technique	17.1 Le Soumissionnaire doit fournir une Offre technique incluant un énoncé des méthodes de travail, les matériels, le personnel, le calendrier et toutes les autres informations stipulées à la Section IV, Formulaire d'Offre, de façon suffisamment détaillée pour démontrer la pertinence de l'Offre technique du Soumissionnaire en réponse à l'énoncé des travaux et leur délai de réalisation.
<b>18.</b> Documents Établissant les Qualifications du Soumissionnaire	18.1 Conformément aux dispositions de la Section III, Examen des Offres, Critères d'évaluation et Critères de qualification des Soumissionnaires, afin d'établir que les qualifications du Soumissionnaire répondent aux exigences définies dans la présente section, le Soumissionnaire doit communiquer toutes les informations demandées dans les fiches d'information et formulaires correspondants inclus dans la Section IV, Formulaire d'Offre.
<b>19.</b> Durée de validité des Offres	19.1 Les Offres restent valides pendant la période <b>spécifiée dans les FDAO</b> après la date limite de soumission des Offres prescrite par le Maître d'ouvrage. Une Offre dont la période

		<p>de validité est plus courte peut être rejetée par le Maître d'ouvrage au motif qu'elle est irrecevable.</p> <p>19.2 Dans des circonstances exceptionnelles, avant l'expiration de la Période de validité de l'Offre, le Maître d'ouvrage peut demander aux Soumissionnaires de prolonger la période de validité de leur Offre. La requête ainsi que les réponses doivent être par écrit. Si une Garantie de soumission est demandée, elle doit être prolongée jusqu'à vingt-huit (28) jours après le délai d'extension de la période de validité de l'Offre. Un Soumissionnaire peut refuser la requête sans devoir renoncer à la Garantie de soumission. Un Soumissionnaire qui accepte la requête ne doit avoir ni l'obligation, ni l'autorisation de modifier son Offre, sauf tel que prévu par la clause 19.3 des IS.</p> <p>19.3 Si l'attribution du marché est retardée de plus de quatre-vingt-quatre (84) jours après l'expiration de la période de validité initiale de l'Offre, les conditions suivantes s'appliquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) les prix unitaires indiqués par les Soumissionnaires dans leur Bordereau des Prix et détail quantitatif et estimatif tarifé doivent être corrigés du facteur <b>spécifié dans les FDAO</b> ; et</li> <li>(b) l'évaluation des Offres doit être basée sur le prix de l'Offre sans tenir compte de tout ajustement appliqué en vertu du point (a) ci-dessus.</li> </ul>
<b>20. Garantie de soumission</b>	de	<p>20.1 Le Soumissionnaire fournit, dans le cadre de son Offre, une Garantie de soumission sous sa forme originale, du montant et dans les devises précisées <b>dans les FDAO</b>. Si un Soumissionnaire soumet une offre pour plusieurs lots, la Garantie de soumission requise doit être <b>spécifiée dans les FDAO</b>.</p>
		<p>20.2 Sauf indication contraire <b>précisée dans les FDAO</b>, la Garantie de soumission doit être une garantie à la demande consistant en l'un des deux documents suivants, au choix du Soumissionnaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) une garantie bancaire inconditionnelle ; ou</li> <li>(b) une lettre de crédit irrévocable d'une organisation renommée dans un pays admissible.</li> </ul> <p>Si la Garantie de soumission est émise par une institution financière située en dehors du pays du Maître d'ouvrage, elle doit être confirmée par une institution financière correspondante située dans le pays du Maître d'ouvrage et être jugée acceptable par le Maître d'ouvrage, de façon à</p>

	<p>assurer que ladite Garantie de soumission est applicable. Dans le cas d'une garantie bancaire, la Garantie de soumission doit être soumise en utilisant le Formulaire de garantie de soumission fourni à la Section IV, Formulaires d'Offre, ou un autre formulaire d'un format substantiellement similaire approuvé par le Maître d'ouvrage avant la soumission des Offres. Dans un cas comme dans l'autre, le formulaire doit inclure le nom complet du Soumissionnaire et identifier l'institution financière correspondante si celle-ci est située à l'extérieur du pays du Maître d'ouvrage. La Garantie de soumission doit être valide pendant une période de vingt-huit (28) jours après la fin de la période de validité initiale de l'Offre, ou après l'expiration de tout délai de prolongation s'il est demandé une telle prolongation en vertu de la clause 19.2 des IS.</p>
	<p>20.3 Toute Offre non accompagnée d'une Garantie de soumission applicable et non conforme sera rejetée par le Maître d'ouvrage au motif qu'elle est irrecevable. Les Soumissionnaires doivent savoir qu'une Déclaration de garantie de soumission ou une Caution de soumission n'est pas une forme acceptable de Garantie de soumission, et que si une Déclaration de garantie de soumission ou une Caution de soumission est fournie en lieu et place d'une Garantie de soumission, l'Offre sera considérée comme étant irrecevable et sera donc rejetée.</p> <p>20.4 La Garantie de soumission des Soumissionnaires dont l'Offre n'aura pas été acceptée leur sera restituée dès que possible après la signature du Contrat par le Soumissionnaire retenu et la fourniture par celui-ci de la Garantie d'Exécution requise.</p> <p>20.5 La Garantie de soumission du Soumissionnaire retenu lui sera restituée dès que possible après la signature du Contrat par ledit Soumissionnaire et la fourniture par celui-ci de la Garantie d'Exécution requise.</p> <p>20.6 La Garantie de soumission d'une coentreprise ou autre association doit être au nom de l'association soumettant l'Offre. Si l'association n'a pas été constituée en personne morale au moment de la soumission des offres, la Garantie de soumission doit être au nom de tous les futurs associés mentionnés dans la lettre d'intention à laquelle il est fait référence à la clause 12.2 des IS.</p>
	<p>20.7 La Garantie de soumission peut être confisquée, à la seule discrétion du Maître d'ouvrage :</p> <p>(a) si un Soumissionnaire retire son Offre au cours de la période de validité de l'Offre spécifiée dans la Lettre de soumission de l'Offre, sauf tel que prévu à la clause 19.2 des IS dans le cas d'une prolongation de la période de</p>

	<p>validité de l'Offre ; ou</p> <p>(b) si le Soumissionnaire retenu ne signe pas le Contrat conformément aux dispositions de la clause 41 des IS, ou ne fournit pas la Garantie d'Exécution requise conformément à la sous-clause 4.2 du CCAG, comme décrit dans la clause 42 des IS.</p>
<p><b>21. Présentation et signature de l'Offre</b></p>	<p>21.1 Le Soumissionnaire prépare une série d'originaux des documents de l'Offre, comme décrit dans la clause 12 des IS, et y inscrit clairement la mention <b>ORIGINAUX</b>. En outre, le Soumissionnaire remet des copies de l'Offre, selon le nombre <b>spécifié dans les FDAO</b> et inscrit clairement la mention <b>COPIE</b> sur chaque copie. En cas de différence entre l'original et les copies, l'original prévaut.</p> <p>21.2 L'original et toutes les copies de l'Offre doivent être dactylographiés et signés par une personne dûment autorisée à signer au nom du Soumissionnaire. Une lettre d'autorisation sous forme de confirmation écrite, telle que <b>spécifiée dans les FDAO</b>, doit être jointe à l'Offre. Le nom et la fonction de chaque personne signant l'autorisation doivent être dactylographiés ou écrits en caractères d'imprimerie sous la signature. Toutes les pages de l'Offre où des inscriptions ou modifications ont été introduites doivent être signées ou parafées par la ou les personnes signant l'Offre.</p> <p>21.3 Toute Offre soumise par une coentreprise ou une autre association doit se conformer aux conditions suivantes :</p> <p>(a) être signée de manière à engager légalement la responsabilité de tous les associés ; et</p> <p>(b) inclure l'autorisation des représentants de l'Entrepreneur et être signée par les personnes légalement habilitées à signer pour le compte de la coentreprise ou de l'association.</p> <p>21.4 Tous les ajouts entre les lignes, tous les effacements et toutes les ratures, le cas échéant, ne seront valides que s'ils sont signés ou parafés par la personne signant l'Offre.</p>

#### **D. Soumission et ouverture des plis**

<p><b>22. Fermeture et identification des Offres</b></p>	<p>22.1 S'il soumet son offre en copie papier, le Soumissionnaire envoie l'original de l'Offre et toutes les copies y afférentes dans des enveloppes scellées distinctes, sur lesquelles figureront les mentions « ORIGINAL » et « COPIES ». Les enveloppes contenant l'original et les copies sont ensuite envoyées dans une seule enveloppe.</p>
--	--

	<p>22.2 Les enveloppes intérieures et extérieures doivent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) porter le nom et l'adresse du Soumissionnaire ;</li> <li>(b) être adressées au Maître d'ouvrage ;</li> <li>(c) porter le nom et le numéro d'identification de la procédure d'appel d'offres faisant l'objet des présentes, tel que <b>précisé à la section 1.1 des FDAO</b> ; et</li> <li>(d) comporter un avertissement visant à informer le destinataire de ne pas ouvrir l'enveloppe avant l'heure et la date d'ouverture des Offres.</li> </ul> <p>22.3 Si les enveloppes ne sont pas scellées et marquées comme indiqué ci-dessus, le Maître d'ouvrage ne sera pas tenu responsable du mauvais classement ou de l'ouverture prématurée de la Soumission. Les offres électroniques sont acceptées <b>si les FDAO le spécifient</b>.</p>
23. Délai pour la soumission des Offres	<p>23.1 Les Offres doivent être envoyées au Maître d'ouvrage à son adresse au plus tard à l'heure et la date <b>précisées dans les FDAO</b>.</p> <p>23.2 Le Maître d'ouvrage peut, à sa seule discrétion, prolonger le délai de soumission des Offres en modifiant le présent Dossier d'appel d'offres conformément à la clause 9 des IS, auquel cas tous les droits et obligations du Maître d'ouvrage et des Soumissionnaires soumis auparavant au délai initial sont soumis au nouveau délai.</p>
24. Offres tardives	<p>24.1 Le Maître d'ouvrage ne tient pas compte des Soumissions arrivant après la date limite pour la soumission des Offres, conformément à la clause 23 des IS. Toute Soumission reçue par le Maître d'ouvrage après la date limite pour la soumission des Offres est déclarée en retard, rejetée et renvoyée sans être ouverte au Soumissionnaire, aux frais de ce dernier, s'il en fait la demande.</p>
25. Retrait, substitution et modification des Offres	<p>25.1 Un Soumissionnaire peut retirer, substituer ou modifier son Offre après l'avoir soumise, mais avant la fin de la période de soumission des Offres, en envoyant un avis par écrit dûment signé par un représentant autorisé et en incluant une copie de l'autorisation conformément à la clause 21.2 des IS (sauf dans le cas de retraits). La substitution ou la modification correspondante de l'Offre doit accompagner la notification écrite respective. Toutes les notifications doivent être :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) préparées et soumises conformément aux clauses 21 et 22 des IS (étant entendu que les avis de retrait ne nécessitent pas de copies), et, de plus, les enveloppes respectives doivent comporter une mention claire du terme « RETRAIT », « SUBSTITUTION » ou « MODIFICATION » ; et</li> <li>(b) reçues par le Maître d'ouvrage avant la date limite</li> </ul>

	<p>prescrite pour la soumission des Offres conformément à la clause 23 des IS.</p> <p>25.2 Les Offres faisant l'objet d'une demande de retrait conformément à la clause 25.1 des IS sont renvoyées aux Soumissionnaires à leurs frais sans avoir été ouvertes, si telle est la demande desdits Soumissionnaires.</p> <p>25.3 Aucune Offre ne peut être retirée, remplacée ou modifiée après le délai de soumission des Offres pendant l'intervalle compris entre la date limite pour la soumission des Offres et l'expiration de la période de validité de l'Offre indiquée par le Soumissionnaire sur la Lettre de soumission ou toute extension de celle-ci.</p>
26. Ouverture des Offres	<p>26.1 Le Maître d'ouvrage ouvre les Offres en public à l'adresse, à la date et à l'endroit <b>indiqué dans les FDAO</b>. Toute personne peut assister à l'ouverture des Offres, y compris des représentants des Soumissionnaires et toute autre personne intéressée, sans restriction.</p> <p>26.2 Les enveloppes portant la mention RETRAIT sont ouvertes et lues en premier ; l'enveloppe contenant l'Offre correspondante n'est pas ouverte et est renvoyée au Soumissionnaire. Aucun retrait d'Offre n'est permis à moins que l'avis de retrait correspondant ne contienne une autorisation valable visant à demander le retrait et que celui-ci soit lu à haute voix au moment de l'ouverture des Offres. Ensuite, les enveloppes sur lesquelles figure la mention SUBSTITUTION sont ouvertes, lues à haute voix et échangées avec l'Offre correspondante faisant l'objet de la substitution ; l'Offre ainsi remplacée n'est pas ouverte et est rendue au Soumissionnaire. Aucune substitution d'Offre n'est permise à moins que l'avis de substitution correspondant ne contienne une autorisation valable visant à demander la substitution et que celle-ci soit lue à haute voix au moment de l'ouverture des Offres. Les enveloppes sur lesquelles figure la mention MODIFICATION sont ouvertes et lues à haute voix avec l'Offre correspondante. Aucune modification d'Offre n'est permise à moins que l'avis de modification correspondant ne contienne une autorisation valable visant à demander la modification et que celui-ci soit lu à haute voix lors de l'ouverture des Offres. Seules les Offres qui sont ouvertes et lues à haute voix lors de l'ouverture des Offres seront prises en considération pour les étapes ultérieures de la procédure d'attribution des marchés.</p> <p>26.3 Toutes les autres enveloppes doivent être ouvertes une par une, et l'agent en charge de la procédure doit lire le nom du Soumissionnaire à voix haute et précise s'il y a eu modification ou non ; il doit également lire à voix haute le(s) prix de l'Offre, y compris toute réduction éventuelle, la présence d'une Garantie de soumission, le cas échéant, ainsi que tous autres détails jugés appropriés par le Maître d'ouvrage. Seuls les rabais lus à haute voix lors de l'ouverture des Offres sont pris en compte lors de l'évaluation. Aucune Offre n'est rejetée lors de l'ouverture des Offres, à l'exception des Offres tardives, conformément</p>



	<p>à la clause 24.1 des IS.</p> <p>26.4 Le Maître d'ouvrage prépare un procès-verbal de l'ouverture des Offres indiquant, au minimum, le nom du Soumissionnaire et la mention éventuelle d'un retrait, d'une substitution ou d'une modification ; le prix de l'Offre, par lot le cas échéant, y compris toutes remises éventuelles ; et la présence ou l'absence d'une Garantie de soumission. Les représentants du Soumissionnaire qui sont présents signent le procès-verbal. L'omission de toute signature sur le procès-verbal n'invalide pas le contenu et l'effet du procès-verbal. Une copie du procès-verbal est affichée sur le site web du Maître d'ouvrage.</p>
27. Confidentialité	<p style="text-align: center;"><b>E. Évaluation et comparaison des Offres</b></p> <p>27.1 Les informations portant sur l'évaluation des Offres et des recommandations d'adjudication ne sont pas divulguées aux Soumissionnaires ou à toute autre personne n'étant pas officiellement concernée par cette procédure avant la publication de l'adjudication conformément à la clause 43.1 des IS. Toute utilisation inappropriée par un Soumissionnaire ou par toute autre personne d'informations confidentielles portant sur la procédure peut entraîner le rejet de sa Soumission ou invalider l'intégralité de la procédure de passation de marchés.</p> <p>27.2 Toute tentative ou initiative d'un Soumissionnaire visant à influencer l'évaluation des Offres et la prise de décisions d'adjudication par le Maître d'ouvrage peut causer le rejet de sa Soumission et soumettre le Soumissionnaire à l'application des dispositions des politiques anti-fraude et anti-corruption du Gouvernement, du Maître d'ouvrage et de la MCC, ainsi qu'à la mise en œuvre d'autres sanctions et mesures correctives dans la mesure où de telles dispositions le prévoient.</p> <p>27.3 Nonobstant ce qui précède, entre la date d'ouverture des Offres et la date d'attribution du marché, si un Soumissionnaire souhaite contacter le Maître d'ouvrage sur tout sujet en rapport avec la procédure d'appel d'offres, il peut le faire par écrit à l'adresse <b>indiquée dans les FDAO</b>.</p>
28. Clarification concernant les Offres	<p>28.1 En vue de faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des Offres et la qualification des Soumissionnaires, le Maître d'ouvrage peut, à sa discrétion, demander à un Soumissionnaire de clarifier son Offre. Toute clarification soumise par un Soumissionnaire qui n'est pas une réponse à une demande adressée audit Soumissionnaire par le Maître d'ouvrage doit être rejetée. Les demandes de clarification du Maître d'ouvrage et les réponses du Soumissionnaire doivent être sous forme écrite. Aucune modification du prix ou du contenu de l'Offre ne peut être sollicitée, proposée ou permise, sauf pour confirmer la correction d'erreurs de calcul découvertes par le Maître d'ouvrage lors</p>

	<p>de l'évaluation des Offres, conformément à la clause 32 des IS.</p> <p>28.2 Si un Soumissionnaire ne communique pas de clarification concernant son Offre à la date et à l'heure fixées par le Maître d'ouvrage dans sa demande de clarification, son Offre peut être rejetée.</p>
29. Écarts, réserves et omissions	<p>29.1 Les définitions suivantes s'appliquent à l'évaluation des Offres :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) « <i>écart</i> » désigne une différence par rapport aux exigences indiquées dans le Dossier d'appel d'offres ;</li> <li>(b) « <i>réserve</i> » désigne la fixation de conditions limitatives ou une retenue empêchant d'accepter totalement les exigences indiquées dans le présent Dossier d'appel d'offres ; et</li> <li>(c) « <i>omission</i> » désigne le fait de ne pas soumettre tout ou partie des informations ou documents requis dans le présent Dossier d'appel d'offres.</li> </ul>
30. Examen des Offres, évaluation des Offres et Critères de qualification des Soumissionnaires	<p>30.1 L'examen de l'Offre par le Maître d'ouvrage doit être basé sur le contenu de l'Offre stricto sensu, tel que défini dans la clause 12 des IS, et fera appel aux procédures suivantes telles que précisées dans la Section III, Examen des offres, Critères d'évaluation et Critères de qualification des Soumissionnaires.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) <b>Un examen administratif</b> est réalisé afin de déterminer si l'Offre est complète et contient notamment tous les documents et formulaires requis. Il sera peut-être demandé au Soumissionnaire des informations ou documents complémentaires et/ou de corriger des erreurs mineures constatées dans l'Offre portant sur la documentation requise. Si le Soumissionnaire ne se conforme pas à la demande de réponse avant la date limite indiquée dans la demande, son Offre peut être rejetée.</li> <li>(b) <b>Une vérification de la conformité aux critères requis</b> est conduite afin de déterminer si l'Offre répond bien à ces critères, tel que précisé dans la clause 31 des IS. Cette procédure comprendra un examen technique détaillé. Le Maître d'ouvrage peut demander à tout Soumissionnaire de clarifier son Offre conformément aux procédures indiquées dans la clause 28 des IS. Le Maître d'ouvrage se réserve le droit, à sa seule discrétion, de conduire cette vérification de la conformité aux critères requis dans un ordre précis, en commençant par l'Offre la moins chère. Si une Offre ne répond pas pleinement aux principaux critères requis dans le cadre du présent Dossier d'appel d'offres, elle est rejetée et ne peut pas être corrigée ultérieurement pour remédier à une omission, une réserve ou un écart substantiel en vue de tenter à nouveau de répondre auxdits critères.</li> </ul>

	<p>(c) Un <b>examen de qualification</b> est conduit afin de déterminer si le Soumissionnaire satisfait aux conditions de qualification telles que décrites dans les clauses 5, 6 et 18.1 des IS, ainsi que dans la Section III, Examen des Offres, Critères d'évaluation et Critères de qualification des Soumissionnaires. Cette décision doit être fondée sur un examen des preuves documentaires des qualifications du Soumissionnaire soumises par celui-ci, conformément à la clause 18.1 des IS, des antécédents du Soumissionnaire, de ses références et de toute autre source, à la discrétion du Maître d'ouvrage. Une décision positive à l'issue de l'examen de qualification est exigée avant l'attribution du Marché à tout Soumissionnaire.</p> <p>(d) Un <b>examen des prix</b> est effectué pour analyser les formulaires de prix afin d'identifier les éventuelles erreurs de calcul, omissions ou clarifications nécessaires et pour classer les Offres en allant de la moins chère à la plus chère. Les procédures de correction des erreurs de calcul sont énoncées à la clause 32.1 des IS. Les prix des Offres seront également passés en revue afin de déterminer si les prix sont raisonnables ainsi que le prévoient les Directives de passation des marchés du Programme MCC.</p> <p><b>Ordre d'examen des Offres :</b> Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de réaliser la procédure d'examen des Offres dans l'ordre de son choix ainsi que le droit de ne pas examiner les Offres les plus chères, sauf si les Offres les moins chères ont été rejetées.</p>
<p>31. Détermination de conformité et d'erreurs mineures</p>	<p>31.1 La détermination de la conformité d'une Offre par le Maître d'ouvrage doit être fondée sur le contenu de l'Offre conformément à la définition de la clause 12 des IS.</p> <p>31.2 Une Offre substantiellement conforme est une Offre qui répond aux critères du présent Dossier d'appel d'offres sans réserve, omission ou écart substantiel. Une réserve, une omission ou un écart substantiel est tel que :</p> <p>(a) en cas d'acceptation, cela :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) affecterait d'une façon substantielle l'étendue, la qualité ou l'exécution des Travaux définis dans le Contrat ; ou</li> <li>(ii) limiterait de façon substantielle, de façon non conforme aux dispositions du présent Dossier d'appel d'offres, les droits du Maître d'ouvrage ou les obligations du Soumissionnaire en vertu du Contrat</li> </ul>

	<p>proposé ; ou</p> <p>(b) en cas de rectification, cela affecterait de façon inéquitable la position concurrentielle des autres Soumissionnaires présentant des Offres substantiellement conformes.</p> <p>31.3 Le Maître d'ouvrage examine les aspects techniques de l'Offre soumise conformément à la clause 17 des IS, Offre technique, en particulier, afin de confirmer que toutes les stipulations de la Deuxième Partie, Énoncé des Travaux, ont été satisfaites sans réserve, omission ou écart substantiels.</p> <p>31.4 Si une Offre n'est pas substantiellement conforme aux stipulations du Dossier d'appel d'offres, elle est rejetée par le Maître d'ouvrage et ne peut pas être corrigée ultérieurement pour remédier à une omission, une réserve ou un écart substantiel en vue de tenter à nouveau de répondre auxdits critères.</p> <p>31.5 Si une Offre est substantiellement conforme, le Maître d'ouvrage peut renoncer à son droit d'exiger la correction des erreurs mineures dans l'Offre ne constituant pas une réserve, une omission ou un écart substantiel.</p> <p>31.6 Si une Offre est substantiellement conforme, le Maître d'ouvrage peut demander au Soumissionnaire de soumettre des informations ou documents nécessaires dans un délai raisonnable pour corriger les erreurs mineures dans l'Offre ne constituant pas une réserve, une omission ou un écart substantiel. La demande d'informations ou de documents sur lesdites erreurs ne doit être associée en aucune manière au prix de l'Offre. Si le Soumissionnaire ne respecte pas cette demande, son Offre peut être rejetée.</p> <p>31.7 Si une Offre est substantiellement conforme, le Maître d'ouvrage corrige les erreurs mineures quantifiables portant sur le prix de l'Offre. À cet effet, le prix de l'Offre est ajusté, à des fins de comparaison exclusivement, de façon à refléter le prix d'un élément ou d'un aspect erroné ou manquant. Cet ajustement est effectué en suivant la méthode indiquée à la Section III, Examen des Offres, Critères d'évaluation et Critères de qualification des Soumissionnaires.</p>
32. Correction des erreurs de calcul	<p>32.1 Dans le cadre de l'examen des prix conformément à l'alinéa 30.1 (d) des IS, le Maître d'ouvrage corrige les erreurs de calcul de la façon suivante :</p> <p>(a) en cas d'écart entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par la quantité, le prix unitaire prévaut et le prix total est corrigé, à moins que, selon l'avis</p>

	<p>du Maître d'ouvrage, il existe une erreur évidente de placement de la virgule indiquant les unités dans le prix unitaire, auquel cas, le prix total indiqué prévaut et le prix unitaire est corrigé ;</p> <p>(b) en cas d'erreur dans un total correspondant à l'addition ou à la soustraction des sous-totaux, les sous-totaux prévalent et le total est corrigé ; et</p> <p>(c) en cas de divergence entre les montants en lettres et les montants en chiffres, le montant exprimé en toutes lettres prévaut, à moins que le montant exprimé en toutes lettres ne traduise une erreur de calcul, auquel cas, le montant exprimé en chiffres prévaut, sous réserve du respect des clauses (a) et (b) ci-dessus.</p> <p>32.2 Si le Soumissionnaire n'accepte pas la correction des erreurs, son Offre est rejetée.</p>
33. Devise unique	<p>33.1 À des fins d'évaluation et de comparaison, la ou les devises dans lesquelles est libellée l'Offre est (sont) convertie(s) en une devise unique, <b>telle que précisée dans les FDAO.</b></p>
34. Caractère raisonnable d'un prix	<p>34.1 Si l'analyse du caractère raisonnable d'un prix suggère qu'une Offre est substantiellement déséquilibrée, notamment en conséquence d'une demande de paiement de coûts excessivement élevés pendant la période initiale, le Maître d'ouvrage peut demander au Soumissionnaire de produire une analyse de prix détaillée pour tout ou partie des éléments du Devis quantitatif démontrant la cohérence interne des prix au regard des méthodes de construction choisies et du calendrier proposé.</p> <p>34.2 Une décision négative concernant le caractère raisonnable d'un prix (soit trop élevé, soit trop bas) peut être un motif de rejet d'une Offre à la discrétion du Maître d'ouvrage. Le Soumissionnaire n'est pas autorisé à réviser son Offre après une telle décision.</p>
35. Absence de marge de préférence	<p>35.1 Conformément aux Directives de passation des marchés du Programme MCC, aucune marge de préférence n'est appliquée aux Soumissionnaires du pays faisant l'objet de l'Appel d'offres.</p>
36. Vérification des antécédents et des références du Soumissionnaire	<p>36.1 Conformément aux Directives de passation des marchés du Programme MCC, il sera tenu compte de la capacité démontrée par le Soumissionnaire dans l'exécution des contrats antérieurs dans la procédure de qualification du Soumissionnaire par le Maître d'ouvrage. Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de vérifier les références concernant tout contrat antérieur fournies par le Soumissionnaire ou d'utiliser toute autre source à la discrétion du Maître d'ouvrage. Si le Consultant (y compris l'un quelconque de ses</p>

	<p>Associés ou membres de coentreprise / association) fait partie ou a fait partie d'un contrat financé par la MCC (soit directement avec la MCC ou avec toute Entité MCA, quel que soit le lieu dans le monde), en qualité de contractant principal, de société affiliée, d'associé ou de filiale, de sous-traitant ou à tout autre titre, le Soumissionnaire doit inscrire ce contrat dans la liste de références jointe à son Offre, en utilisant le Formulaire de soumission REF 1 : Références des Contrats financés par la MCC. L'absence de tels contrats dans la liste peut amener le Maître d'ouvrage à émettre une appréciation négative concernant les performances passées du Soumissionnaire. Cependant, le fait de ne pas indiquer de tels contrats parce que le Soumissionnaire (y compris tout associé ou membres de sa coentreprise/de son association) n'a pas été partie à de tels contrats ne sera pas un motif d'appréciation négative par le Maître d'ouvrage des performances passées du Soumissionnaire. Dans ce cas précis, le Soumissionnaire ne sera pas tenu de fournir des informations sur ses antécédents en rapport avec un contrat financé par la MCC. Le Maître d'ouvrage vérifiera les références, notamment les rapports d'exécution de contrats antérieurs du Soumissionnaire saisis dans le Système d'évaluation des performances passées de l'entreprise (en anglais « CPPRS ») de la MCC. Une appréciation négative du Maître d'ouvrage sur les performances passées du Soumissionnaire peut être un motif de disqualification du Soumissionnaire à la discrétion du Maître d'ouvrage.</p>
<p>37. Droit du Maître d'ouvrage d'accepter une Offre quelconque, ou de rejeter une Offre ou toutes les Offres</p>	<p>37.1 Le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute Offre, et d'annuler la procédure d'appel d'offres et rejeter toutes les Offres à tout moment avant l'attribution du marché, sans encourir en conséquence une quelconque responsabilité vis-à-vis des Soumissionnaires. En cas d'annulation, toutes les Offres soumises et, plus particulièrement, les Garanties de soumission, sont restituées dans les meilleurs délais aux Soumissionnaires aux frais du Maître d'ouvrage. Si toutes les Offres sont rejetées, le Maître d'ouvrage examine les motifs des rejets et envisage de réviser les modalités du Contrat, les Spécifications techniques et de conception, l'étendue du Contrat ou une combinaison de ceux-ci, avant de diffuser un nouvel Appel d'offres. Le Maître d'ouvrage se réserve également le droit d'annuler la passation de marchés si elle n'est plus dans l'intérêt du Maître d'ouvrage. Le rejet de toutes les Offres et l'annulation de la procédure d'Appel d'offres nécessitent l'approbation préalable de la MCC.</p>

## F. Attribution du marché

38. Critères d'attribution du marché	38.1 Sous réserve de la clause 37.1 des IS, le Maître d'ouvrage adjuge le Marché au Soumissionnaire dont l'Offre aura été jugée la moins chère tout en étant substantiellement conforme aux dispositions du présent Dossier d'appel d'offres, à condition que le Soumissionnaire ait été jugé qualifié pour exécuter le Contrat de façon satisfaisante.
39. Notification d'intention d'adjudication	<p>39.1 Préalablement à l'expiration du délai de validité de l'Offre concernée, le Maître d'ouvrage envoie la Notification d'intention d'adjudication au Soumissionnaire retenu. La Notification d'intention d'adjudication inclut une déclaration selon laquelle le Maître d'ouvrage délivrera une Lettre d'acceptation officielle et un projet d'Accord contractuel après l'expiration du délai de dépôt des contestations des soumissionnaires et du délai de résolution d'une telle contestation. La transmission de la Notification d'intention d'adjudication <b>n'empporte pas la formation d'un contrat</b> entre le Maître d'ouvrage et le Soumissionnaire retenu, et aucun droit ne sera créé par la réception de la Notification d'intention d'adjudication.</p> <p>39.2 Parallèlement à la Notification d'intention d'adjudication, le Maître d'ouvrage avise également par écrit tous les autres Soumissionnaires des résultats de la procédure d'appel d'offres. Le Maître d'ouvrage répond dans les meilleurs délais par écrit à tout Soumissionnaire non sélectionné qui, après avoir reçu la notification des résultats de la procédure d'appel d'offres, aura soumis une demande écrite d'informations telle qu'indiquée dans les Directives de passation des marchés du Programme MCC ou une contestation formelle des soumissionnaires.</p>
40. Contestation de l'attribution du marché	40.1 Les Soumissionnaires ne peuvent contester les résultats d'une procédure d'appels d'offres qu'en respectant les règles fixées dans le Système de Contestation de l'attribution du marché élaboré par le Maître d'ouvrage et approuvé par la MCC. Les règles et dispositions du Système de Contestation de l'attribution des marchés sont affichées sur le site web du Maître d'ouvrage ( <b>voir les FDAO</b> ).
41. Signature du Contrat	41.1 À l'expiration du délai de dépôt de Contestation de l'attribution du marché et de résolution d'une telle contestation, le Maître d'ouvrage envoie la Lettre d'acceptation au Soumissionnaire retenu. La Lettre d'acceptation indique la somme que le Maître d'ouvrage règlera à l'Entrepreneur en contrepartie de l'exécution et de l'achèvement des Travaux et de l'obligation de l'Entrepreneur de remédier à tous défauts liés aux Travaux, tel que prescrit par le Contrat. En attendant qu'un Contrat formel soit préparé et signé, la Lettre d'acceptation constitue un Contrat ayant force obligatoire entre le Maître d'ouvrage et l'Entrepreneur.

	<p>41.2 La Lettre d'acceptation inclut l'Accord contractuel en vue d'examen et de signature par le Soumissionnaire retenu.</p> <p>41.3 Dans les vingt-huit (28) jours suivant la transmission de l'Accord contractuel par le Maître d'ouvrage au Soumissionnaire retenu, ce dernier le signe, le date et le renvoie au Maître d'ouvrage, ainsi qu'une Garantie d'Exécution conformément à la clause 42 des IS, le Formulaire de certification du respect des sanctions et le Formulaire d'auto-certification des Entrepreneurs figurant à la Section IX, Cahier des Clauses Administratives Particulières du Contrat.</p> <p>41.4 Si des négociations ou des clarifications sont exigées par le Maître d'ouvrage ou le Soumissionnaire retenu, il doit y être donné suite pendant la même période de vingt-huit (28) jours suivant la réception de la Lettre d'acceptation par le Soumissionnaire retenu, sauf accord contraire par écrit entre les deux parties. Si de telles négociations ou demandes de clarification n'aboutissent pas, le Soumissionnaire retenu est néanmoins tenu de soumettre la Garantie d'Exécution dans les délais prescrits conformément à la clause 42.1 des IS ainsi que le Formulaire de certification du respect des sanctions et le Formulaire d'auto-certification des Entrepreneurs figurant à la Section IX, Cahier des Clauses Administratives Particulières du Contrat.</p>
42. Garantie d'Exécution	<p>42.1 Dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de la Lettre d'acceptation, le Soumissionnaire ayant remporté le marché remet au Maître d'ouvrage une Garantie d'Exécution, conformément aux conditions de la sous-clause 4.2 du Contrat, en utilisant à ces fins le Modèle de Garantie d'Exécution figurant à la Section IX, Annexe au Cahier des Clauses Administratives Particulières – Formulaires contractuels, ou tout autre formulaire jugé acceptable par le Maître d'ouvrage. Une institution étrangère fournissant une Garantie d'Exécution doit disposer d'une institution financière correspondante dans le pays du Maître d'ouvrage.</p> <p>42.2 Si le Soumissionnaire retenu ne soumet pas la Garantie d'Exécution susmentionnée ou ne signe pas le Contrat dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de la Lettre d'acceptation, l'adjudication peut être annulée et la Garantie de soumission du Soumissionnaire peut être confisquée par le Maître d'ouvrage. Dans ce cas, le Maître d'ouvrage peut attribuer le Marché à l'Offre substantiellement conforme dont le prix est le plus proche du prix le moins cher et dont le Soumissionnaire a été jugé par le Maître d'ouvrage comme étant qualifié pour exécuter le Contrat de façon satisfaisante.</p>
43. Mise en ligne de la Notification d'attribution du	<p>43.1 Dès réception de l'Accord contractuel signé et d'une Garantie d'Exécution valide, le Maître d'ouvrage restitue les Garanties de soumission aux Soumissionnaires non sélectionnés et publie sur</p>



marché	<p><i>UNDBOnline</i>, sur <i>dgMarket</i> et sur le site web du Maître d’ouvrage et sur d’autres sites que la MCC pourra préciser et conformément aux Directives de passation des marchés du Programme MCC, les résultats en identifiant l’Offre et les numéros de lot, le cas échéant, et les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) le nom du Soumissionnaire retenu ;</li> <li>(b) le prix de l’Offre retenue et le prix du Contrat attribué si son montant est différent ; et</li> <li>(c) la durée et un résumé des prestations objet du Marché attribué.</li> </ul>
44. Date de commencement	<p>44.1 La Date de commencement est convenue entre le Soumissionnaire retenu et le Maître d’ouvrage dans les quarante-deux (42) jours suivant la réception par l’Entrepreneur de la Lettre d’acceptation de la part du Maître d’ouvrage.</p>
45. Contradictions avec les Directives de passation des marchés du Programme MCC	<p>45.1 La passation de marchés faisant l’objet de ce Dossier d’appel d’offres est conduite conformément aux Directives de passation des marchés du Programme MCC et est soumise à toutes ses dispositions. En cas de contradiction entre toute section ou disposition du présent Dossier d’appel d’offres (y compris tous Addenda pouvant être ajoutés audit dossier) et les Directives de passation des marchés du Programme MCC, les conditions et modalités des Directives de passation des marchés du Programme MCC prévalent, à moins que la MCC n’ait accordé une dérogation à l’application de ces directives.</p>
46. Conditionnalités du Compact	<p>46.1 Il est recommandé que les Soumissionnaires examinent attentivement les dispositions énoncées à l’Annexe A (Dispositions complémentaires) jointes et intégrées au Cahier des Clauses Administratives Particulières du Contrat, étant donné qu’elles font partie des obligations du Gouvernement et du Maître d’ouvrage en vertu des dispositions du Compact et des documents s’y rapportant qui, conformément auxdites dispositions, doivent être transférées à tout Soumissionnaire, Entrepreneur ou sous-traitant impliqué dans la passation de marchés financés par les ressources de la MCC.</p>
47. Système d’évaluation des performances passées de l’Entrepreneur	<p>47.1 Pendant toute la durée du Contrat, le Maître d’ouvrage tient à jour un dossier concernant l’Entrepreneur conformément au Système d’évaluation des performances passées de l’Entrepreneur de la MCC, tel que décrit sur le site web de la MCC.</p>

## Section II. Fiche de données de l'Appel d'Offres

A. Introduction	
IS 1.1	Nom du Maître d'ouvrage : <b>Agence MCA-Morocco</b>
IS 1.1	<p>Référence du présent AO : <b>Travaux de revitalisation des zones industrielles de Had Soualem et de Bouznika</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Lot1 : Travaux de réhabilitation des réseaux existants de la zone industrielle de Had Soualem ;</b></li> <li>• <b>Lot2 : Travaux de réhabilitation des réseaux existants de la zone industrielle de Bouznika.</b></li> </ul> <p>Numéro d'identification du présent AO : <b>DAO/CB/MCA-M/LI-36/Compact</b>            Nombre de lots comprenant le présent AO : <b>2 Lots</b></p>
B. Dossier d'appel d'offres	
IS 8.1	<p>Vous trouverez ci-dessous l'adresse du Maître d'ouvrage uniquement à des fins de demande de clarification concernant le présent Dossier d'appel d'offres :</p> <p>Adresse électronique : <a href="mailto:procurement@mcamorocco.ma">procurement@mcamorocco.ma</a></p>
IS 8.1	<p>Des précisions peuvent être demandées par courriel à l'adresse : <a href="mailto:procurement@mcamorocco.ma">procurement@mcamorocco.ma</a> au plus tard le <b>27 Mai 2020</b>, afin que des réponses puissent être communiquées à tous les Soumissionnaires au plus tard le <b>02 Juin 2020</b>.</p>
IS 8.2	<p>Une visite du Chantier pour les deux Lots est <b>fortement recommandée</b>. Elle sera organisée par le Maître d'ouvrage et <b>aura</b> lieu à la date, à l'heure et à l'adresse suivante :</p> <p><b>Lieu :</b> Bouznika Maroc  <b>Date :</b> 26 Mai 2020  <b>Heure :</b> 10H00  <b>Adresse :</b> Devant le Pachalik de Bouznika</p>
IS 8.4	<p>Une réunion préparatoire <b>sera</b> organisée à la date et à l'heure suivantes :</p> <p>Date : <b>13 Mai 2020</b>            Heure : <b>11 H 00</b>            La Réunion préparatoire sera exclusivement suivie en ligne sur le lien suivant :  <b>Webinaire :</b> <a href="https://zoom.us/j/97484217106">https://zoom.us/j/97484217106</a></p>
IS 8.5	<p>Toutes les questions peuvent être formulées par écrit et adressées au Maître d'ouvrage sur l'adresse <a href="mailto:procurement@mcamorocco.ma">procurement@mcamorocco.ma</a> ou lors de la conférence de pré-soumission conformément à la clause IS 8.4.</p>
IS 8.6	<p>Le procès-verbal de la réunion préparatoire est mis en ligne sur le site web du Maître d'ouvrage <a href="http://www.mcamorocco.ma/fr/appels-d-offres">http://www.mcamorocco.ma/fr/appels-d-offres</a> et communiqué à tous les Soumissionnaires enregistrés pour cet appel d'offres.</p>
C. Préparation des Offres	
IS 10.1	<p>Le Soumissionnaire supportera tous les frais afférents à la préparation et à la soumission de son Offre.</p>
IS 12.1(g)	<p>Le Soumissionnaire joint les documents additionnels suivants à son Offre</p>

	<p>financière :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Cadre de Détail Quantitatif et estimatif</li> <li>✓ Bordereau de Prix Unitaires</li> <li>✓ Agrément : pour l'entreprise ou son sous-traitant <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ LOT 1: Agrément REDAL: BT, MT, Poste MT/BT;</li> <li>➤ LOT 2: Agrément ONEE MT-BT 3.</li> </ul> </li> </ul>
<b>IS 15.1</b>	<p>Des remises <b>sont</b> envisagées.</p> <p>Les exigences relatives aux remises autorisées, le cas échéant, sont définies dans la Deuxième partie, Énoncé des Travaux. Si des remises sont autorisées, la méthode d'évaluation est indiquée dans la Section III, Examen des Offres, Critères d'évaluation et Critères de qualification des Soumissionnaires.</p>
<b>IS 15.5</b>	<p>Les prix communiqués par le Soumissionnaire <b>ne sont pas</b> soumis à ajustement.</p>
<b>IS 16.1</b>	<p><u>La ou les monnaies de l'Offre seront</u> : Le <b>Dirham marocain</b> (MAD) et/ou le <b>Dollar Américain</b> (USD).</p> <p><u>La monnaie de paiement</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour les entreprises marocaines : Le <b>Dirham marocain</b> (MAD).</li> <li>- Pour les entreprises étrangères: <ul style="list-style-type: none"> <li>• Si l'entreprise dispose d'un registre de commerce au Maroc** : le Dirham marocain (MAD) ;</li> <li>• Si l'entreprise ne dispose pas de registre de commerce au Maroc : le Dollar américain (USD).</li> <li>• La seule monnaie pour les conversions des prix est le Dirham Marocain pour les besoins d'évaluation. Le taux de change est le cours de référence moyen de Bank Al Maghrib du 1<sup>er</sup> jour ouvrable précédant les 28 jours avant la date de dépôt des offres.</li> </ul> </li> </ul> <p><a href="http://www.bkam.ma/Marches/Principaux-indicateurs/Marche-des-changes/Cours-de-change/Cours-de-reference">http://www.bkam.ma/Marches/Principaux-indicateurs/Marche-des-changes/Cours-de-change/Cours-de-reference</a></p> <p>**Une copie de l'extrait du registre de commerce (Modèle 9) doit être fournie.</p> <p><b>Aucune autre monnaie n'est autorisée.</b></p> <p><i>Il est fortement conseillé aux Soumissionnaires non-résidents désirant ouvrir un compte au Maroc en cas d'attribution de ce contrat, de se renseigner au préalable auprès d'un conseiller financier ou agent fiduciaire sur les conditions et modalités d'ouverture d'un tel compte et sur les éventuelles implications fiscales.</i></p>
<b>IS 19.1</b>	<p>Le délai de validité de l'Offre est de <b>cent-vingt (120)</b> jours par lot.</p>
<b>IS 19.3 ((a))</b>	<p>Le prix de l'Offre peut être ajusté par le coefficient suivant : <b>[Non Applicable]</b>.</p>
<b>IS 20.1</b>	<p>Le montant et la devise de la Garantie de soumission est fixé à : <b>Non Applicable</b></p> <p><b>Du fait de la situation pandémique de l'heure, il n'est pas prévu de Garantie de soumission</b></p>
<b>IS 20.2</b>	<p>Le document suivant pour la Garantie de soumission est acceptable : <b>Non</b></p>

	<b>Applicable</b>
<b>IS 21.1</b>	<b>Non Applicable (soumission électronique).</b>
<b>IS 21.2</b>	La confirmation écrite de l'autorisation de signer au nom du Soumissionnaire consiste en <b>une procuration écrite</b> .
<b>D. Soumission et ouverture des Offres</b>	
<b>IS 22.3</b>	<p>La soumission des Offres par voie électronique <b>est autorisée</b>.</p> <p><b>Les Soumissionnaires devront soumettre leurs Offres exclusivement par voie électronique.</b></p> <p><u>L'Annexe 1 de la présente Section II (Données particulières de l'Appels d'Offres)</u> décrit en détail la procédure de soumission électronique des Offres.</p> <p>Toute offre soumise par voie électronique doit être reçue à l'adresse indiquée à l'Annexe 1 de la présente Section II (Fiche de données de l'Appel d'Offres) avant la date limite de soumission des offres indiquée à la sous-clause 23.1 des IS.</p> <p>Les Soumissionnaires sont avisés que le MCA-Morocco n'est pas responsable de tout retard ou défaut dans la réception ou le téléchargement de toute Soumission soumise par voie électronique.</p>
<b>IS 23.1</b>	<p><b>La date limite pour la soumission des Offres est :</b></p> <p>Date : <b>10 Juin 2020</b></p> <p>Heure : <b>15 H 00 Heure de Rabat, Maroc</b></p>
<b>IS 26.1</b>	<p>L'ouverture des Offres se tiendra en séance publique uniquement en ligne (webinaire) sur la plateforme zoom.us via le lien : <a href="https://zoom.us/j/94337751071">https://zoom.us/j/94337751071</a> le <b>10 Juin 2020 à 15h15 min</b>, heure de Rabat, Maroc.</p> <p>Le Procès-verbal de la séance d'ouverture des offres sera envoyé aux consultants ayant soumissionné à la date limite indiquée à la clause IS 23.1.</p>
<b>E. Évaluation et comparaison des Soumissions</b>	
<b>IS 27.3</b>	Toute correspondance doit être adressée au Maître d'ouvrage à : <a href="mailto:procurement@mcamorocco.ma">procurement@mcamorocco.ma</a> .
<b>IS 33.1</b>	<p>La monnaie qui sera utilisée pour l'évaluation et la comparaison des Offres sera le Dirham Marocain</p> <p>Le taux de conversion sera : le cours de référence moyen de Bank Al Maghrib du 1<sup>er</sup> jour ouvrable précédant les 28 jours avant la date limite de dépôt des offres.</p> <p><a href="http://www.bkam.ma/Marches/Principaux-indicateurs/Marche-des-changes/Cours-de-change/Cours-de-reference">http://www.bkam.ma/Marches/Principaux-indicateurs/Marche-des-changes/Cours-de-change/Cours-de-reference</a></p>
<b>F. Attribution du marché</b>	
<b>IS 40.1</b>	<p>Pour plus d'informations sur le Système de Contestation de l'attribution du marché du Maître d'ouvrage, consultez le site web du Maître d'ouvrage l'Agence MCA-Morocco <a href="http://www.mcamorocco.ma/fr/systeme-de-contestation-bid-challenge-system-bcs">http://www.mcamorocco.ma/fr/systeme-de-contestation-bid-challenge-system-bcs</a>.</p>

## **Annexe 1 de la Section II – Fiche de données de l'Appel d'Offres**

### **Procédure de soumission électronique des Offres**

1 Le lien de demande de fichier à utiliser pour soumettre son offre complète est :

- Lot 1: ZI Had Soualem : <https://www.dropbox.com/request/3sYVomedRduyrLENq3lQ>
- Lot 2: ZI Bouznika : <https://www.dropbox.com/request/SixbM4Exq9q7eDo5UY1l>

Le lien de demande de fichier expire à la date limite de soumission des offres, spécifiée à la clause ITC 23.1.

2 Tous les documents soumis (fichiers autonomes ou fichiers dans des dossiers) doivent être en format pdf et les feuilles de calcul des offres financières (au format Excel) doivent être protégées par un mot de passe. Les offres soumises par courrier électronique ne seront pas acceptées. De même, une entreprise qui soumet son offre en papier se verra refusé l'ensemble de son offre.

3 Les offres doivent être protégées par un mot de passe, c'est-à-dire que le ou les fichiers pdf ne peuvent pas être ouverts sans le mot de passe.

Le mot de passe est à envoyer par email le **10 Juin 2020 avant midi 12h00 heure de Rabat, Maroc** en indiquant la référence de l'appel d'offre « DAO/CB/MCA-M/LI-36/Compact » suivi du nom du soumissionnaire à l'adresse suivante : [procurement@mcamorocco.ma](mailto:procurement@mcamorocco.ma). Il reste de la seule responsabilité du Soumissionnaire pour la fourniture par courrier électronique à l'adresse indiquée ci-dessus du mot de passe correct avant l'ouverture de son offre. S'ils ne parviennent pas à fournir le mot de passe correct ouvrant les fichiers permettant que leur contenu pertinent soit annoncé avant la fin de l'ouverture officielle des propositions techniques, leur offre sera rejetée.

4 Des instructions sur la façon de protéger les fichiers PDF par mot de passe dans Adobe Acrobat sont disponibles à l'adresse suivante : <https://helpx.adobe.com/acrobat/using/securing-pdfs-passwords.html>. Si vous ne disposez que d'Adobe Reader, il est conseillé de télécharger et d'installer un programme gratuit tel que PDFMate. Des instructions sur la manière de protéger les fichiers PDF par mot de passe dans PDFMate sont accessibles sur le site web suivant : <http://www.pdfmate.com/feature-encrypt.html>

Chaque document téléchargé (que ce soit en tout ou en partie dans l'offre technique et financière), **doit être compressé** et ne doit pas dépasser **10 Go chacun**.

5 Les Soumissionnaires sont informés que la capacité de leur bande passante Internet déterminera la vitesse à laquelle leurs offres seront téléchargées via le lien de demande de fichier. Les Soumissionnaires sont donc invités à lancer le processus de téléchargement de leurs offres via le lien de demande de fichier en temps utile avant la date limite de soumission des offres.

6 Les Soumissionnaires doivent utiliser le nom de fichier pour les offres comme suit :

Nom de fichier de l'offre : Offre technique et financière-DAO-LI-36-Lot X - MCA- Morocco.

## **Section III. Examen des Offres, Critères d'évaluation et Critères de qualification des Soumissionnaires**

### **1. Procédure**

Cette Section contient tous les critères que le Maître d'ouvrage doit utiliser pour l'examen des Offres, la conduite du processus de qualification des Soumissionnaires et la sélection du soumissionnaire qui remportera le marché. Conformément à la clause 30 des IS, aucun autre facteur, méthode ou critère ne devra être utilisé. Le Soumissionnaire doit fournir toutes les informations demandées sur les formulaires inclus dans la Section IV, Formulaires d'Offre. Cet examen sera fondé sur les informations fournies par le Soumissionnaire sur ces formulaires de même que sur les antécédents du Soumissionnaire, d'autres références et toutes autres sources à la discrétion du Maître d'ouvrage pour confirmer et vérifier les qualifications du Soumissionnaire et ses déclarations dans son Offre.

Le Maître d'ouvrage peut effectuer l'examen dans un ordre quelconque, et selon ce qu'il jugera approprié.

#### **A. Examen des Offres.**

*A1. Examen administratif.* Cet examen est effectué pour déterminer que l'Offre est complète, que tous les documents requis sont joints et que tous les formulaires y figurent et sont dûment remplis. Il peut être demandé au Soumissionnaire de soumettre d'autres informations ou documents dans un délai raisonnable et/ou de corriger des erreurs mineures dans l'Offre portant sur la documentation requise. Les décisions issues de cet examen sont :

- la détermination de la conformité aux clauses 21 et 22 des IS exigeant que l'Offre soit scellée et signée ;
- la détermination de l'inclusion de la Garantie de soumission dans le format correct ;
- la détermination de l'admissibilité du Soumissionnaire ;
- la détermination de l'inclusion et du remplissage de la certification d'entreprise publique ; et
- la détermination de l'inclusion et du remplissage de tous les formulaires requis.

**(Voir Annexe 1 de la Section II - FDAO qui décrit en détail les exigences de la soumission électronique)**

*A2. Détermination de la conformité de l'Offre.* Cet examen sera conduit pour déterminer si l'Offre est substantiellement conforme conformément à la clause 31 des IS. Une Offre substantiellement conforme est une offre répondant aux critères du Dossier d'appel d'offres sans réserve, omission ou écart substantiels conformément à la clause 31.2 des IS. Si une Offre n'est pas substantiellement conforme aux exigences du Dossier d'appel d'offres, elle est rejetée par le Maître d'ouvrage et ne peut pas être rendue conforme ultérieurement par la correction des

réserve, omissions ou écarts substantiels. Toutefois, le Maître d'ouvrage peut demander à un Soumissionnaire de clarifier son Offre conformément aux procédures énoncées dans la clause 28 des IS. Le Maître d'ouvrage peut déterminer la conformité des Offres, en commençant par l'Offre ayant été déterminée comme étant la moins chère après l'examen des prix. À sa seule discrétion, le Maître d'ouvrage peut décider de ne pas examiner la conformité des Offres plus chères après qu'une Offre de prix inférieur aura été déterminée comme étant substantiellement conforme. La détermination de la conformité se fonde sur un examen technique détaillé effectué comme cela est décrit ci-dessous.

Examen technique en vue de la détermination de la conformité :

Documents composant l'Offre technique. Le Soumissionnaire fournit une Offre technique comprenant une déclaration sur les méthodes de travail, les matériels, le personnel, le calendrier et d'autres informations comme stipulé dans la Section IV, Formulaire d'Offre (Formulaires Tech 1-7), de façon suffisamment détaillée pour démontrer le caractère adéquat de l'Offre du Soumissionnaire au regard de l'énoncé des travaux et du délai de réalisation.

Évaluation du caractère adéquat de l'Offre technique. L'examen de l'Offre technique du Soumissionnaire comprendra une évaluation de l'approche et de la méthode technique du Soumissionnaire visant à mobiliser les principaux matériels et le personnel clé nécessaires pour l'exécution du Contrat conformément aux exigences stipulées dans la Deuxième partie, Énoncé des Travaux. L'examen de l'Offre technique comprendra également une évaluation du personnel, des méthodes et de l'approche du Soumissionnaire pour satisfaire aux stipulations relatives à la méthodologie et au personnel dédiés aux questions environnementales, sociales, d'inégalités entre les genres, de santé et de sécurité, conformément aux dispositions de la Deuxième partie.

**B. Critères d'évaluation.**

B1. Examen du prix. Cet examen est effectué pour déterminer le Prix de chaque Offre évaluée. Seuls le prix et les critères relatifs au prix formeront la base de l'adjudication. Le critère d'évaluation pour déterminer l'Offre retenue sera le Prix de l'Offre évaluée la moins chère des Offres conformes soumises par des Soumissionnaires admissibles.

Le « Prix de l'Offre évaluée » est le Prix de l'Offre ajusté de la façon suivante :

- le « Prix de l'Offre évaluée » exclut les Montants provisionnels mais inclut le travail à la journée, à condition qu'il soit à un tarif concurrentiel ;
- le « Prix de l'Offre évaluée » n'inclut pas l'effet estimé des dispositions d'ajustement des prix des Conditions du Contrat appliquées pendant le délai d'exécution du Contrat ;
- le « Prix de l'Offre évaluée » n'inclut pas l'effet estimé de l'ajustement du prix aux tarifs dus des prolongations du délai de validité des Offres conformément à la clause 19.3 des IS ;

- le « Prix de l'Offre évaluée » inclut l'ajustement en vue de la correction des erreurs de calcul, des omissions, des clarifications, etc., conformément à la clause 32.1 des IS ; et
- le « Prix de l'Offre évaluée » inclut tout ajustement dû à des remises accordées conformément à la clause 15 des IS. Si le présent Dossier d'appel d'offres permet aux Soumissionnaires de proposer des prix distincts pour des lots différents (contrats) et d'attribuer de multiples lots (contrats) à un seul Soumissionnaire, le Maître d'ouvrage attribuera les lots (contrats) sur la base de la combinaison conforme la moins chère de tous les lots (contrats).

Après la réalisation des ajustements ci-dessus et des corrections appropriées, le Maître d'ouvrage convertira le Prix de l'Offre évaluée en une devise unique conformément à la clause 33 des IS.

*B2. Détermination du caractère raisonnable du Prix.* L'examen du Prix comprend également une détermination du caractère raisonnable du prix conformément aux Directives de passation des marchés du Programme MCC. Si l'analyse du caractère raisonnable d'un prix suggère qu'une Offre est substantiellement déséquilibrée, notamment en conséquence d'une demande de paiement de coûts excessivement élevés pendant la période initiale, le Maître d'ouvrage peut demander au Soumissionnaire de produire une analyse de prix détaillée pour tout ou partie des éléments du Devis quantitatif démontrant la cohérence interne des prix en fonction des méthodes de construction choisies et du calendrier proposé. Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de solliciter une clarification ; cependant, la clarification ne sera pas utilisée pour changer le prix de l'Offre. Une appréciation négative du caractère raisonnable du prix (déraisonnablement élevé ou bas) peut être un motif de rejet d'une Offre à la discrétion du Maître d'ouvrage. Le Soumissionnaire n'est pas autorisé à réviser l'Offre après cette détermination.

Après avoir déterminé le Prix de l'Offre évaluée pour chaque Offre, le Maître d'ouvrage classera les Offres de la moins chère à la plus chère.

### **C. Examen de qualification.**

*C1. Examen de qualification.* Ce processus sera effectué pour déterminer si le Soumissionnaire satisfait aux critères de qualification énoncés à l'alinéa 30.1(c) des IS et à la Section 2.0 ci-dessous. La décision est basée sur un examen des preuves documentaires des qualifications du Soumissionnaire soumises par le Soumissionnaire tel que demandé dans la Section IV, Formulaire d'Offre, ainsi que sur les performances passées du Soumissionnaire et un examen de ses références et de toutes autres sources à la discrétion du Maître d'ouvrage. Tous les critères de qualification seront jugés comme étant soit satisfaites, soit non satisfaites. Une appréciation positive de la qualification est requise avant l'attribution d'un marché à un Soumissionnaire.

*Lots multiples (contrats).* Si un Soumissionnaire soumet des Offres sélectionnées (offres évaluées conformes les moins chères) pour de multiples lots (contrats), l'examen des qualifications comprendra également une évaluation de la capacité du Soumissionnaire à satisfaire aux critères de qualification combinés.



*C2. Examen des références et des performances passées.* Conformément à la clause 36 des IS, il sera tenu compte de la qualité des prestations du Soumissionnaire dans le cadre de contrats antérieurs pour déterminer si le Soumissionnaire peut être retenu comme attributaire du marché. Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de vérifier les références sur les performances passées soumises par le Soumissionnaire ou d'utiliser toute autre source à la discrétion du Maître d'ouvrage. Si le Soumissionnaire (y compris tout associé ou membre de sa coentreprise/de association) est ou a été une partie à un contrat financé par la MCC (soit directement par la MCC, soit par le biais d'une Entité du Millennium Challenge Account, où que ce soit dans le monde), que ce soit en qualité de contractant principal, affilié, associé ou filiale, de sous-traitant ou à tout autre titre, le Soumissionnaire doit identifier le contrat dans sa liste de références soumise avec son Offre sur le Formulaire de soumission REF1 : Références des Contrats financés par la MCC. L'absence de tels contrats dans la liste peut amener le Maître d'ouvrage à émettre une appréciation négative concernant les performances passées du Soumissionnaire. Cependant, le fait de ne pas indiquer de tels contrats parce que le Soumissionnaire (y compris tout associé ou membres de sa coentreprise/de son association) n'a pas été partie à de tels contrats ne sera pas un motif valable d'appréciation négative par le Maître d'ouvrage des performances passées du Soumissionnaire. Dans ce cas précis, le Soumissionnaire ne sera pas tenu de fournir des informations sur ses antécédents en rapport avec un contrat financé par la MCC. Le Maître d'ouvrage vérifiera les références, y compris les rapports sur les performances passées du Soumissionnaire saisis dans le Système d'évaluation des performances passées des Entrepreneurs de la MCC.

## 2.0 Qualification

### Documents établissant les qualifications du Soumissionnaire

Le Soumissionnaire devra fournir les informations requises dans les fiches de renseignements correspondantes figurant à la Section IV, Formulaires d’Offre, afin de confirmer que le Soumissionnaire répond aux critères requis tels qu’établis ci-dessous.

Facteur	2.1 Critères d'éligibilité					
	Condition requise	Soumissionnaire				Documentation requise
		Entité unique	Coentreprise/Association			
			Tous les membres combinés	Chaque Membre	Au moins un membre	
2.1.1 Nationalité	Nationalité conformément à la clause 5.3 des IS.	Doit répondre aux exigences	La coentreprise existante ou projetée, ou autre association doit répondre aux exigences	Doit répondre aux exigences	S.O.	Formulaires ELI-1 et ELI-2, avec pièces jointes
2.1.2 Conflit d'intérêts	Aucun conflit d'intérêt, tel que décrit dans la clause 5.6 des IS.	Doit répondre aux exigences	La coentreprise existante ou projetée, ou autre association doit répondre aux exigences	Doit répondre aux exigences	S.O.	Lettre de soumission
2.1.3 Inéligibilité	Ne pas avoir été jugé inéligible sur la base de n'importe quel critère présenté dans la clause 5 des IS	Doit répondre aux exigences	La coentreprise existante ou projetée, ou autre association doit répondre aux exigences	Doit répondre aux exigences	S.O.	Lettre de soumission
2.1.4 Entreprise publique	Respect des conditions de la clause 5.4 des IS.	Doit répondre aux exigences	La coentreprise existante ou projetée, ou autre	Doit répondre aux exigences	S.O.	Formulaire ELI-3

			association doit répondre aux exigences			
--	--	--	---	--	--	--

Facteur	2.2 Antécédents de défauts d'exécution de marché					
	Exigence	Soumissionnaire				Documentation requise
		Entité unique	Coentreprise/Association			
			Tous les membres combinés	Chaque membre	Au moins un membre	
2.2.1 Antécédents de défauts d'exécution de marché	Aucune inexécution de contrat (y compris pour cause de résiliation motivée) ne s'est produite au cours des dernières 5 années précédant le délai de soumission des Offres, sur la base de toutes les informations fournies sur les procédures, litiges, arbitrages, actions, plaintes, enquêtes ou différends totalement réglés ; l'expression « totalement réglés » signifiant résolus conformément au mécanisme de résolution des différends du contrat concerné, étant entendu que, dans de tels cas, le Soumissionnaire aura exercé tous les recours à sa disposition.	Doit répondre aux exigences lui-même ou en tant que membre d'une coentreprise ou association antérieure ou existante (facultatif pour les anciens membres d'une coentreprise ou autre association dont le rôle représente moins de 20 % du montant du contrat).	S.O.	Doit répondre aux exigences lui-même ou en tant que membre d'une coentreprise ou association antérieure ou existante (facultatif pour les anciens membres d'une coentreprise ou autre association ayant un rôle représentant moins de 20 % du montant du contrat).	S.O.	Formulaire CON-1

Facteur	2.2 Antécédents de défauts d'exécution de marché					
	Exigence	Soumissionnaire				Documentation requise
		Entité unique	Coentreprise/Association			
			Tous les membres combinés	Chaque membre	Au moins un membre	
2.2.2 Défaut de signature d'un contrat	Le défaut de signature d'un contrat après la réception d'une Notification d'adjudication du marché ne s'est pas produit au cours des cinq (5) dernières années. Tout écart devra être expliqué dans le formulaire des antécédents d'inexécution de contrat.	Doit répondre aux exigences	Doit répondre aux exigences	Doit répondre aux exigences	S.O.	Formulaire CON-1
2.2.3 Contentieux en cours	L'ensemble des procédures, litiges, arbitrages, actions, plaintes, enquêtes ou différends ne doit pas représenter plus de 10 % de la valeur nette du Soumissionnaire.	Doit répondre aux exigences lui-même ou en tant que membre d'une coentreprise ou association antérieure ou existante (facultatif pour les anciens membres d'une coentreprise ou autre association dont le rôle représente moins de 20 % du	S.O.	Doit répondre aux exigences lui-même ou en tant que membre d'une coentreprise ou association antérieure ou existante (facultatif pour les anciens membres d'une coentreprise ou autre association dont le rôle représente moins de 20 % du	S.O.	Formulaire CON-1

Facteur	2.2 Antécédents de défauts d'exécution de marché					Documentation requis	
	Exigence	Soumissionnaire			Documentation requis		
		Entité unique	Coentreprise/Association				Documentation requis
			Tous les membres combinés	Chaque membre			
		montant du contrat).		montant du contrat).			

Facteur	2.3 Situation financière <sup>2/3</sup>					
	Exigences indicatives	Soumissionnaire				Documentation requise
		Entité unique	Coentreprise/Association			
			Tous les membres combinés	Chaque membre	Au moins un membre	
2.3.1 Antécédents financiers	Soumission des documents financiers vérifiés, y compris bilans, états financiers et états des flux de trésorerie, ou, si cela n'est pas exigé par la législation du pays du Soumissionnaire, d'autres états financiers qui soient jugés acceptables par le Maître d'ouvrage, pour les cinq (5) dernières années, afin de démontrer la solidité actuelle de la situation	Doit répondre aux exigences	S.O.	Doit répondre aux exigences	S.O.	Formulaire FIN-1 avec pièces jointes

<sup>2</sup> Les informations financières communiquées par les Soumissionnaires devront être examinées dans leur intégralité de sorte qu'un jugement bien-fondé puisse être rendu sur la capacité des Soumissionnaires concernés à s'engager dans le contrat, et elles ne se limiteront pas à la justification des ratios financiers indiqués ici.

<sup>3</sup> Pour les Offres portant sur plusieurs lots, les Soumissionnaires devront fournir des informations pour montrer qu'ils possèdent la capacité financière nécessaire pour exécuter plusieurs lots.

Facteur	2.3 Situation financière <sup>2/3</sup>					Documentation requise
	Exigences indicatives	Soumissionnaire				
		Entité unique	Coentreprise/Association			
	Tous les membres combinés		Chaque membre	Au moins un membre		
	financière du Soumissionnaire et sa rentabilité à long terme, et pour prouver ce qui suit : 1. Ratio d'endettement à court terme moyen (Actif à court terme/Passif à court terme) ≥ <b>1,2</b> 2. Ratio d’endettement moyen (Endettement total/Actif total) ≤ <b>0,80</b>					
2.3.2 Chiffre d'affaires moyen annuel	Chiffre d'affaires moyen minimum pour les travaux de : <b>65 millions de dirhams Marocain (ou équivalent en USD) pour le Lot 1 ;</b> <b>35 millions de dirhams Marocain (ou équivalent en USD) pour le Lot 2 ;</b> <b>90 millions de dirhams Marocain (ou équivalent en USD) pour les deux Lots.</b> Calculé comme le total des versements certifiés reçus pour des contrats en cours ou achevés, au cours des cinq (5) dernières années. Les valeurs	Doit répondre aux exigences	Doit répondre aux exigences	Doit remplir 25 % des exigences	Doit remplir 55 % des exigences	Formulaire FIN-2

Facteur	2.3 Situation financière <sup>2/3</sup>					
	Exigences indicatives	Soumissionnaire				Documentation requis
		Entité unique	Coentreprise/Association			
			Tous les membres combinés	Chaque membre	Au moins un membre	
	déterminant le chiffre d'affaires moyen annuel doivent être démontrées dans les documents financiers vérifiés (états financiers) des cinq (5) dernières années et doivent être considérées comme étant indicatives.					

Facteur	2.3 Situation financière <sup>2/3</sup>					Documentation requis
	Exigences indicatives	Soumissionnaire				
		Entité unique	Coentreprise/Association			
	Tous les membres combinés		Chaque membre	Au moins un membre		
2.3.3 Ressources financières	<p>Le Soumissionnaire doit prouver son accès à des ressources financières ou leur disponibilité, comme des avoirs en liquide, des actifs corporels non grevés, des lignes de crédit et d’autres moyens financiers, autres que des paiements contractuels anticipés quelconques, afin de couvrir :</p> <p>(i) les exigences en liquidités suivantes :</p> <p><b>Seize (16) millions de dirhams Marocains (ou équivalent en USD) pour le Lot 1 ;</b></p> <p><b>Huit (8) millions de dirhams Marocains (ou équivalent en USD) pour le Lot 2 ;</b></p> <p><b>Vingt-quatre (24) millions de dirhams Marocains (ou équivalent en USD) pour les deux Lots ;</b></p> <p>Et</p> <p>(ii) les exigences générales en matière de liquidités pour ce contrat ainsi que ses autres engagements actuels.</p>	Doit répondre aux exigences	Doit répondre aux exigences	Doit remplir 25 % des exigences	Doit remplir 55 % des exigences	Formulaire FIN-3 et FIN-4



Facteur	2.4 EXPERIENCE					
Facteur subsidiaire	Critères					Documentation requise
	Critère indicatif	Soumissionnaire				
		Entité unique	Coentreprise			
			Tous les membres combinés	Chaque membre	Au moins un membre	
2.4.1 Expérience générale	Expérience dans le cadre de contrats exécutés en qualité d’entrepreneur, de sous-traitant ou d’entrepreneur en gestion au moins durant les cinq (5) ans avant la date limite de soumission des Offres, et dont les activités se sont étendues sur au moins neuf (9) mois de chaque année.	Doit remplir l'exigence	s.o.	Doit remplir l'exigence	s.o.	Formulaire EXP-1
2.4.2 Expérience analogue	Participation en tant qu'entrepreneur, entrepreneur en gestion ou sous-traitant, à au moins deux (02) contrats au cours des cinq (05) dernières années, chacun d’une valeur d'au moins <b>65 millions de dirhams Marocains ou l’équivalent en USD pour le Lot 1 ; 35 millions de dirhams</b>	Doit remplir l'exigence	s.o.	Doit remplir l'exigence	s.o.	Formulaire EXP-2

Facteur		2.4 EXPERIENCE				
Facteur subsidiaire	Critères					Documentation requise
	Critère indicatif	Soumissionnaire				
		Entité unique	Coentreprise			
			Tous les membres combinés	Chaque membre	Au moins un membre	
	<b>Marocains ou l'équivalent en USD pour le Lot 2 ;</b> qui ont été exécutés avec succès et en grande partie et qui sont semblables aux travaux proposés. La similitude est fondée sur la taille physique, la complexité, les méthodes/techniques ou d'autres caractéristiques décrites à la section V, Énoncé des travaux.					

Facteur	2.4 EXPERIENCE					
Facteur subsidiaire	Critères					Documentation requise
	Critère indicatif	Soumissionnaire				
		Entité unique	Coentreprise			
			Tous les membres combinés	Chaque membre	Au moins un membre	
2.4.3 Expérience spécifique dans les principales activités	Pour les contrats mentionnés ci-dessus ou d'autres contrats exécutés pendant la période stipulée au paragraphe 2.4.2 ci-dessus, un minimum d'expérience dans les principales activités décrites ci-après <sup>4</sup> : <u>LOT 1 :</u> <ul style="list-style-type: none"><li>• Trois (3) expériences en VRD (Voirie et Réseaux Divers) cumulant un montant d'au moins 60 Millions MAD<sup>5</sup> ;</li><li>• Trois (3) expériences en renouvellement/réhabilitation de réseaux existants cumulant un montant d'au moins 20 Millions MAD<sup>5</sup> ;</li><li>• Deux (2) expériences en construction de galeries.</li></ul> <u>LOT 2 :</u> <ul style="list-style-type: none"><li>• Trois (3) expériences en VRD (Voirie et Réseaux Divers) cumulant un montant d'au moins 30 Millions MAD<sup>5</sup> ;</li><li>• Trois (3) expériences en renouvellement/réhabilitation de réseaux existants cumulant un montant d'au moins 10 Millions MAD<sup>5</sup>.</li></ul>	Doit remplir l'exigence	Doit remplir l'exigence	s.o.	Pour chaque principale activité énumérée, au moins un membre doit justifier d'une expérience à un niveau au moins égal à cinquante-cinq pour cent (55 %) du nombre, du volume ou de la cadence de production spécifiés.	Formulaire EXP-3

Facteur	2.4 EXPERIENCE					
Facteur subsidiaire	Critères					Documentation requise
	Critère indicatif	Soumissionnaire				
		Entité unique	Coentreprise			
			Tous les membres combinés	Chaque membre	Au moins un membre	
2.4.4 Expérience en gestion environnementale et sociale	Au moins une expérience suffisante dans la gestion des impacts environnementaux et sociaux dans le cadre de projets similaires au cours des cinq (5) années avant la date limite de soumission des Offres.	Doit remplir l'exigence	Doit remplir l'exigence	s.o.	Doit remplir l'exigence	EXP-4
2.4.5 Expérience en gestion des questions de santé et de sécurité	Au moins une expérience suffisante dans la gestion des questions de santé et de sécurité dans des projets similaires au cours des cinq (5) ans avant la date limite de soumission des Offres.	Doit remplir l'exigence	Doit remplir l'exigence	s.o.	Doit remplir l'exigence	EXP-5

<sup>4</sup> Document de référence pour les activités appropriées.

<sup>5</sup> Le MAD ou équivalent en USD

## 2.5. Équipements

Le Soumissionnaire doit démontrer qu'il a, au moins, accès aux équipements essentiels (qu'il les possède ou les loue) indiqués ci-dessous ou qu'il propose d'autres équipements satisfaisant de la même manière aux conditions du contrat :

N°	Type d'équipement et caractéristiques	Nombre minimum requis LOT 1 : ZI HAD SOUALEM	Nombre minimum requis LOT 2 : ZI BOUZNKA
1	Pelle mécanique	3	2
2	Camion ( $\geq 10\text{m}^3$ )	3	3
3	Tractopelle	3	2
4	Dame sauteuse	3	2
5	Groupe-motopompe	3	2
6	Compacteur monocylindre ( $\geq 8\text{T}$ )	3	2
7	Centrale à béton ( $p \geq 20\text{m}^3/\text{h}$ )	1	1
8	Camion malaxeur	1	1
9	Pompe à béton	1	1
10	Bétonnière ( $>750\text{L}$ ) ou Auto-bétonnière.	1	1
11	Finisseur	1	1
12	Raboteuse	1	1
13	Répandeuse	1	1
14	mini-chargeur	1	1

Le Soumissionnaire devra fournir de plus amples renseignements concernant les équipements proposés à l'aide du formulaire TECH-6 de la Section IV, Formulaires d'Offre.

Les Soumissionnaires devront fournir des informations dans la section consacrée à la méthodologie et au programme des travaux des Formulaires d'Offre indiquant la manière dont les équipements seront utilisés dans le cas où lesdits Soumissionnaires obtiendraient

plusieurs lots des travaux. Dans un tel cas, le Maître d’ouvrage se réserve le droit de demander le remplacement ou l’ajout d’équipements supplémentaires.

## 2.6. Liste du Personnel clé :

Pour ce marché, le personnel Clé exigé doit obligatoirement comprendre :

N°	Personnel	Nombre minimum requis LOT 1 : ZI HAD SOUALEM	Nombre minimum requis LOT 2 : ZI BOUZNIKA
1	Chef de projet d'une expérience de 8 ans min	1	1
2	Conducteur de travaux avec une expérience de 10 ans min dans la pose des canalisations d'AEP et d'assainissement	1	1
3	Conducteur de travaux avec une expérience de 10 ans min dans la réalisation des réseaux électriques et de télécommunication	1	1
4	Conducteur de travaux avec une expérience de 10 ans min dans les travaux de voirie	1	1
5	Responsable QHSE	1	1

## **2.7 REFERENCES**

Si le Soumissionnaire (y compris l'un quelconque de ses associés ou membres de coentreprise/association) fait partie ou a fait partie d'un contrat financé par la MCC (soit directement avec la MCC ou avec toute Entité MCA, quel que soit le lieu dans le monde), en qualité de contractant principal, de société affiliée, d'associé ou de filiale, de sous-traitant ou à tout autre titre, il doit identifier les contrats (non déjà identifiés dans les formulaires EXP-1, EXP-2, EXP-3, EXP-4 ou EXP-5) en utilisant le formulaire REF-1 à la Section IV des formulaires de soumission des offres. Pour lever toute ambiguïté, le manque d'expérience préalable en matière de contrats financés par la MCC n'aura pas d'incidence négative sur les qualifications d'un Soumissionnaire.

## Section IV. Formulaires d'Offre

### A. FORMULAIRES DE SOUMISSION DES OFFRES

#### Lettre de soumission

Appel d'offres n° : \_\_\_\_\_

Nom du marché : \_\_\_\_\_

Lot n° : \_\_\_\_\_

À : Le Maître d'ouvrage/Agent de passation de marchés  
Adresse :

Madame, Monsieur,

Nous, soussignés, déclarons et certifions que :

1. Nous avons examiné le Dossier d'appel d'offres, y compris ses addenda émis conformément aux Instructions aux Soumissionnaires, et nous ne formulons aucune réserve.
2. Conformément aux Conditions du Contrat, aux Spécifications techniques, aux Plans, au Devis quantitatif et aux Addenda n° **[insérer les numéros d'Addenda]** pour l'exécution des Travaux susmentionnés, nous proposons de construire et d'installer lesdits Travaux et de remédier aux défauts pouvant les affecter conformément aux Conditions du Contrat, aux Spécifications techniques, aux Plans, au Devis quantitatif et aux Addenda pour la somme de **[insérer le montant en chiffres et en lettres] en HORS TAXES (HT) [comme indiqué à l'Appendice de l'Offre ou toutes autres sommes pouvant avoir été établies conformément aux dispositions contractuelles].**
3. Si un autre lot nous est adjudé en plus de ce lot, nous offrirons une remise de **[insérer le montant en chiffres et en lettres]** à appliquer de la façon suivante : **[décrire la méthodologie pour l'application de la remise.]**
4. Nous reconnaissons que l'Appendice de l'Offre fait partie intégrante de celle-ci.
5. Nous nous engageons, si notre Offre est acceptée, à obtenir une Garantie d'Exécution conformément au Dossier d'appel d'offres, à commencer les Travaux dès que cela sera raisonnablement possible après la réception de la notification de commencement de l'Ingénieur et à achever tous les Travaux dans les délais prescrits dans l'Appendice de l'Offre.
6. Notre Offre sera valide pendant une période de \_\_\_\_\_ jours à compter de la date limite fixée pour la soumission des Offres, conformément au



Dossier d'appel d'offres, et elle nous engagera et pourra être acceptée à tout moment avant l'expiration de cette période.

7. Tant qu'un Contrat formel n'aura pas été préparé et signé, cette Offre, combinée avec votre acceptation écrite de celle-ci sous forme d'une Lettre d'acceptation signée nous ayant été remise, constituera un accord contractuel ayant force obligatoire entre nous.
8. Nous comprenons que vous n'êtes pas obligés d'accepter une Offre quelconque, ou même l'Offre la moins chère que vous pourrez recevoir.
9. Nous respectons les stipulations de la clause 5 des IS du Dossier d'appel d'offres, le cas échéant.
10. Tous les sous-traitants et fournisseurs éventuels respecteront les stipulations de la clause 5 des IS du Dossier d'appel d'offres, le cas échéant.
11. Nous ne participons pas en tant que Soumissionnaire ou sous-traitant à plus d'une soumission dans le cadre de cet appel d'offres conformément à l'alinéa 5.6 (d) des IS.
12. Nous avons pris des mesures pour nous assurer qu'aucune personne agissant pour notre compte ou en notre nom ne s'est engagée dans des pratiques de corruption ou de fraude telles que décrites dans la clause 3 des IS.
13. Les commissions ou gratifications, le cas échéant, que nous avons payées ou que nous comptons payer à des représentants en relation avec cette Offre et avec l'exécution du Contrat si le Marché nous est adjugé, sont indiquées ci-dessous :

Nom et adresse du représentant	Montant et devise	Objet de la commission ou gratification
<hr/>	<hr/>	<hr/>
<hr/>	<hr/>	<hr/>
<hr/>	<hr/>	<hr/>

(s'il n'y en a aucune, écrivez « aucune »)

14. Nous avons pris des mesures pour nous assurer qu'aucune personne agissant pour notre compte ou en notre nom ne s'engagera dans des pratiques de corruption.
15. Nous ne sommes pas engagés dans des activités interdites décrites dans la Politique de la MCC de lutte contre la Traite des Personnes, et nous ne les facilitons et ne les permettons pas, et nous ne nous engagerons pas dans de telles activités interdites pendant toute la durée du Contrat, et nous ne les faciliterons et ne les permettons pas. Par ailleurs, nous donnons notre garantie que les activités interdites décrites dans la Politique de la MCC relative à la Traite des Personnes ne seront pas tolérées de la part de nos employés, de nos sous-traitants/fournisseurs et de leurs employés respectifs. Enfin, nous reconnaissons que l'engagement dans de telles activités serait un motif valable de suspension ou de résiliation du Contrat.
16. Nous comprenons et acceptons sans condition que, conformément à la clause 40.1 des IS, toute contestation ou remise en cause de la procédure ou des résultats de cet appel d'offres pourra seulement être portée à l'attention de l'instance de recours du Maître d'ouvrage (Système de Contestation de l'attribution du marché).

Date : \_\_\_\_\_ 20 \_\_\_\_\_

Signature \_\_\_\_\_ En qualité de \_\_\_\_\_  
Dûment autorisé(e) à signer des Offres pour le compte et au nom de \_\_\_\_\_

**[en lettres majuscules ou en caractères d'imprimerie]**

Adresse : \_\_\_\_\_

Témoin : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Profession : \_\_\_\_\_

### Appendice de l'Offre

Le Maître d'ouvrage doit insérer les données pertinentes avant la publication du Dossier d'appel d'offres. Les Soumissionnaires sont tenus de remplir les espaces vides prévus à cet effet et signer chaque page de l'Appendice de l'Offre. L'Appendice de l'Offre du Soumissionnaire retenu devient l'Annexe B du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

#### Sous-clause des Conditions du Contrat

Parties et Personnes	1.1.2.2	Le Maître d'ouvrage est : L'Agence MCA-Morocco
	1.1.2.4	L'Ingénieur est : <b>Cabinet CID</b>
Dates, tests, périodes et achèvement	1.1.3.3	Le délai d'achèvement à partir de la Date de commencement est de <b>16 mois par Lot</b> .
Délai de notification des vices	1.1.3.7	Le Délai de notification des vices sera de <b>12 mois</b> suivant la délivrance du Certificat de réception provisoire des travaux.
Travaux et Biens	1.1.5.6	Les sections des Travaux sont comme suit : <b>Non applicable</b>
Interprétation	1.2	Le bénéfice représente : <b>5%</b> pour cent du Coût <sup>6</sup> .
Communications	1.3(a)	Les systèmes de transmission électronique convenus sont : <b>[insérer les adresses électroniques des personnes désignées comme étant autorisées à représenter les parties, respectivement]</b> .
	1.3(b)	Adresse du Maître d'ouvrage : <b>Complexe administratif et culturel de la Fondation Mohammed VI des œuvres sociales de l'Education - Formation, Avenue Allal EL FASSI- Madinat AL IRFANE, Hay Riad, Rez-de-chaussée</b> e-mail : <a href="mailto:procurement@mcamorocco.ma">procurement@mcamorocco.ma</a>
	1.3(b)	Adresse de l'Ingénieur : <b>Parc Technopolis, Rocade Rabat-Salé, 11100 Sala Al Jadida-Maroc</b>
	1.3(b)	Adresse de l'Entrepreneur : À compléter après l'attribution du marché.

<sup>6</sup> Pour de plus amples renseignements, se reporter au Document de politique générale.

Loi et langue	1.4	Le droit en vigueur régissant le Contrat est celui du <b>Royaume du Maroc</b>
	1.4	Langue régissant le Contrat : le Français.
	1.4	Langue à utiliser pour les correspondances : le Français.
Droit d'accès au Chantier	2.1	Le Maître d'ouvrage donnera accès au Chantier à l'Entrepreneur :  <b>[insérer]</b> jours suivant la Date de commencement, à l'exception des éléments indiqués ci-dessous <b>[insérer la référence qui convient]</b> , dans lesquels l'accès sera accordé par le Maître d'ouvrage à l'Entrepreneur une fois les travaux de réinstallation achevés, au plus tard le <b>[insérer la référence ici]</b> .
Obligations et pouvoir de l'Ingénieur <sup>7</sup>	3.1(i)	Le pouvoir de l'Ingénieur d'ordonner une variation se limite à : <b>un pour cent (1%)</b> du Montant Contractuel Accepté dans le cadre du contrat.
	3.1(ii)	Le pouvoir de l'Ingénieur d'approuver une variation proposée par l'Entrepreneur se limite à <b>un pour cent (1%)</b> du Montant Contractuel Accepté dans le cadre du contrat.
Garantie d'Exécution	4.2	La Garantie d'Exécution devra être sous une forme jugée acceptable par le Maître d'ouvrage à hauteur de : <b>cinq pour cent (5 %)</b> du Montant Contractuel Accepté, payable en Dirhams Marocains (MAD) ou en Dollars US.
Horaires de travail	6.5	Les heures de travail sont : <b>L'entrepreneur se conformera à la législation du travail en vigueur au Maroc.</b> Les jours de repos reconnus localement sont : le samedi, le dimanche et tous les jours fériés du Maroc)
Dommages et intérêts de retard	8.7	Les Dommages et intérêts de retard sont les suivantes : <b>Un millième (1/1000ème) du montant du Prix Contractuel Final par jour de retard.</b>  Le montant maximum des Dommages et intérêts de retard est de : <b>dix pour cent (10%) du Prix Contractuel Final.</b>
Sommes provisionnelles	13.5(b)(ii)	Non Applicable.

<sup>7</sup> Pour de plus amples renseignements, se reporter au Document de politique générale.

Ajustement en fonction des variations des coûts	13.8	Les prix des travaux relatifs aux deux Lots sont réputés fermes et non révisables
Paiement anticipé <sup>8</sup>	14.2	La totalité des paiements anticipés est équivalente à <b>dix pour cent (10%)</b> du Montant Contractuel Accepté. Le paiement anticipé est certifié par l'Ingénieur après ((a) l'exécution de l'Accord contractuel par les parties concernées ; (b) la présentation par l'Entrepreneur d'une Déclaration (en vertu de la sous-clause 14.3 [ <i>Demande de Certificats de paiement provisoire</i> ]) à ce titre ; (c) la transmission d'une Garantie d'Exécution par l'Entrepreneur conformément à la sous-clause 4.2 [ <i>Garantie d'Exécution</i> ] ; et (d) le versement d'une garantie pour paiement anticipé par l'Entrepreneur pour la totalité de le paiement anticipé conformément à la sous-clause 14.2 [Paiement anticipé] et sous la forme décrite à la Section IX du Dossier d'appel d'offres ou sous une autre forme sensiblement similaire approuvée par le Maître d'ouvrage.
Demande de Certificats de paiement provisoire	14.2 ((a))	Le remboursement du paiement anticipé commence après la certification de <b>Vingt pour cent (20%)</b> du Montant Contractuel Accepté.
	14.2 (b)	Le taux d'amortissement s'élève à <b>vingt pour cent (20%)</b> . Le paiement anticipé est recouvré en totalité avant la date à laquelle <b>soixante-dix pour cent (70%)</b> du Montant Contractuel Accepté aurait fait l'objet d'une certification en vue de paiement.
	14.3	L'entrepreneur doit remettre un décompte à la fin de chaque mois.
	14.3(c)	Le Montant à retenir est de : <b>dix pour cent (10%)</b> des Certificats de paiement provisoire.
	14.3(c)	La limite de retenue de garantie est de : <b>dix pour cent (10%)</b> du Montant Contractuel Accepté.
Calendrier de Paiement	14.4	Pour les travaux, les paiements se feront sur la base des certificats de paiements (voir 14.5 FIDIC-Rouge : Délivrance de certificats de paiements provisoire).  Pour les équipements le paiement se fera comme suit : A la livraison des équipements sur site une avance de 80%

<sup>8</sup> Voir les conditions des Directives de la MCC

Installations Industrielles et Matériaux envisagés pour les Travaux	14.5(b)(i) 14.5(c)(i)	du prix des équipements peut être faite au contractant à sa demande. Cette avance viendrait en déduction au moment du paiement effectué sur la base du Certificat de paiement qui concerne le prix considéré du Bordereau des prix. Ces paiements sont assujettis à la retenue de garantie  Dans le tableau des Installations Industrielles et Matériaux ci-dessous, les Soumissionnaires indiquent les Installations Industrielles et Matériaux principaux ainsi que le pays d'origine proposé pour chacun.
---	--------------------------	---

**Tableau des Equipements**

Pour paiement à l'arrivée sur le Chantier :	Pays d'origine
Equipements (indiquer tous les principaux éléments)	

Délivrance de Certificats de paiement provisoire	14.6	Le Montant minimum des Certificats de paiement provisoire est de : <b>Non Applicable</b> , avec une (1) soumission par mois au maximum.
Paiement	14.7	Compte(s) désigné(s) de l'Entrepreneur :  Paiements en Dollars US : [insérer le numéro de compte] Paiements en monnaie locale : [insérer le numéro de compte]
Retards de paiement	14.8	Pour la monnaie en Dirhams Marocains, le taux directeur de la banque nationale Bank Al Maghrib et Pour les paiements en dollars US, le London Inter-bank Lending Rate (LIBOR) plus un pour cent ( 1%)
Devises pour les paiements	14.15	Devises des paiements : devise(s) du Montant Contractuel Accepté dans le cadre du Contrat.
Exigences générales relatives aux assurances	18.1((a)	La Partie souscrivant les assurances fournit une preuve de sa couverture : dans les quatorze (14) Jours à compter de la Date de commencement ou antérieurement. La Partie souscrivant les assurances doit transmettre des copies des polices d'assurances : dans les vingt-huit (28) jours à compter de la Date de commencement ou antérieurement.
Assurance des Travaux et de l'équipement de l'Entrepreneur	18.2	Le montant minimum des assurances et des franchises est : (a) L'Assurance Tous Risque Chantier, prévue par la loi n°

		<p>59- 13modifiant et complétant le code des assurances, avec une couverture de 100% du montant du marché, incluant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La « garantie dommages à l'ouvrage » ; et</li> <li>- La « garantie responsabilité civile chantier ».</li> </ul> <p>(b) Assurance automobile au tiers pour les véhicules utilisés dans le pays du Client par le Consultant ou son Personnel ou Sous-traitants, pour une couverture conforme aux dispositions du droit applicable</p> <p>(c) Assurance « Accidents de travail » conforme aux dispositions du droit marocain.</p>
Assurance contre les atteintes aux personnes et les dommages à la propriété	18.3	Plafond par sinistre, ne pouvant pas être inférieur à : 1.5 millions USD ou son équivalent en Dirhams MAD par sinistre.
Désignation d'un Bureau du Conciliateur	20.2	Désignation d'un Bureau du Conciliateur : dans les vingt-huit (28) jours suivant la Date de commencement. Le Bureau du Conciliateur comprend : Un [1] membre.
Échec de la désignation du Bureau du Conciliateur	20.3	Entité nommée pour la désignation : Le Centre International de Médiation et d'Arbitrage de Casablanca (CIMAC)
Arbitrage	20.6((a)(i)	<p>L'organisme d'arbitrage international est : Celui de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).</p> <p>Le siège de l'instance arbitrale est : New York</p>

### **Modèle de garantie de soumission (Garantie bancaire)**

**Banque :** [Nom de la banque et adresse de la succursale ou du bureau émetteur]

**Bénéficiaire :** [Nom et adresse du Maître d'ouvrage]

**Date :** \_\_\_\_\_

**GARANTIE DE SOUMISSION N° :** \_\_\_\_\_

Nous avons appris que [insérer le nom du Soumissionnaire] (ci-après appelé « le Soumissionnaire ») vous a soumis son Offre datée (ci-après appelée « l'Offre ») pour l'exécution de [insérer le nom du contrat] en réponse à l'Appel d'offres n° [insérer le numéro de l'Appel d'offres].

Par ailleurs, nous comprenons que, selon vos conditions, les Offres doivent être accompagnées par une Garantie de soumission.

À la demande du Soumissionnaire, nous [insérer le nom de la Banque] nous engageons irrévocablement à vous payer une somme ou des sommes ne dépassant pas au total un montant de [insérer le montant en chiffres] ([insérer le montant en lettres]) dès que nous aurons reçu votre première demande écrite accompagnée par une déclaration écrite indiquant que le Soumissionnaire a manqué à son ou ses obligations conformément aux conditions de la soumission, parce que le Soumissionnaire :

- ((a)) a retiré son Offre après la date limite de soumission des Offres, mais pendant la période de validité de l'Offre indiquée par le Soumissionnaire dans sa Lettre de soumission ; ou
- (b) après avoir été avisé de l'acceptation de son Offre par le Maître d'ouvrage pendant la période de validité de l'Offre, (i) ne signe pas ou refuse de signer le Contrat, ou (ii) ne fournit pas ou refuse de fournir la Garantie d'Exécution, conformément aux dispositions de la Lettre d'acceptation ou d'autres dispositions contractuelles.

Cette garantie expirera : ((a) si le Soumissionnaire est le Soumissionnaire retenu, dès réception de copies du Contrat signé par le Soumissionnaire et de la Garantie d'Exécution vous ayant été accordée sur instruction du Soumissionnaire ; ou (b) si le Soumissionnaire n'est pas le Soumissionnaire retenu, à la première des deux dates suivantes : (i) notre réception d'une copie de votre notification du fait que le Soumissionnaire retenu a signé le Contrat et a fourni la Garantie d'Exécution requise ; ou (ii) vingt-huit (28) jours après l'expiration de la période de validité de l'Offre du Soumissionnaire.

Par conséquent, toute demande de paiement au titre de la présente garantie doit être reçue par nos services à cette date au plus tard.



[*La banque émettrice devra supprimer les mentions inutiles*]. Nous confirmons que [nous sommes une institution financière autorisée légalement à fournir cette garantie dans le pays du Maître d'ouvrage] **[OU]** [nous sommes une institution financière située à l'extérieur du pays du Maître d'ouvrage, mais nous avons une institution financière correspondante située dans le pays du Maître d'ouvrage qui assurera l'exécution de cette garantie. Le nom de notre banque correspondante et ses coordonnées sont les suivants : **[indiquer le nom, l'adresse, le numéro de téléphone et l'adresse électronique]**].

La présente Garantie est régie par les Règles uniformes relatives aux garanties sur demande, Révision de 2010, Publication ICC N° 758, sauf indication contraire ci-dessus.

---

---

**[Signature(s)]**

## **B. FORMULAIRES DE QUALIFICATION DU SOUMISSIONNAIRE**

Pour établir ces qualifications afin d'exécuter le Contrat conformément aux critères de qualification énoncés dans la Section III, Examen des Offres, Critères d'évaluation et Critères de qualification des Soumissionnaires, le Soumissionnaire communique les informations demandées sur les formulaires suivants.

## Formulaire ELI -1 : Fiche de renseignements sur le Soumissionnaire

Chaque Soumissionnaire doit remplir ce formulaire.

<b>Dénomination légale du Soumissionnaire</b>	
<b>S'il s'agit d'une coentreprise ou d'une autre association, indiquer la dénomination légale de chaque partenaire</b>	
<b>Pays de constitution du Soumissionnaire</b>	
<b>Année de constitution du Soumissionnaire</b>	
<b>Adresse légale du Soumissionnaire dans le pays de constitution</b>	
<b>Représentant autorisé du Soumissionnaire</b> (nom, adresse, numéros de téléphone, numéros de fax, adresse électronique)	

**Vous trouverez ci-joint des copies des documents originaux suivants.**

- ☐ 1. S'il s'agit d'une entité unique, l'acte constitutif ou les statuts de l'entité juridique mentionnée ci-dessus, conformément à la clause 5 des IS.
- ☐ 2. Pouvoir d'engager l'entreprise ou la coentreprise mentionnée ci-dessus, conformément aux clauses 21.2 et 21.3 des IS.
- ☐ 3. S'il s'agit d'une coentreprise ou d'une autre association, fournir la lettre faisant état de l'intention de constituer une coentreprise ou autre association ou l'accord de coentreprise ou d'association, conformément à la clause 5.2 des IS.
- ☐ 4. Formulaire [ELI-3] de certification d'entreprise publique

## **Formulaire ELI-2 : Fiche d'information sur la coentreprise/l'association/le Sous- traitant**

Chaque membre d'une Coentreprise/d'une association constituant un Soumissionnaire et chaque sous-traitant connu doit remplir ce formulaire.

<b>Informations sur la coentreprise/l'association/le sous-traitant</b>	
<b>Dénomination sociale du Soumissionnaire</b>	
<b>Dénomination sociale de l'associé ou du sous-traitant de la Coentreprise</b>	
<b>Pays de constitution de l'associé ou du sous-traitant de la Coentreprise</b>	
<b>Année de constitution de l'associé ou du sous-traitant de la Coentreprise</b>	
<b>Adresse officielle de l'associé ou du sous-traitant de la Coentreprise dans le pays de constitution</b>	
<b>Informations sur le représentant autorisé de l'associé ou du sous-traitant de la Coentreprise</b>  (nom, adresse, numéros de téléphone, numéros de fax et adresse électronique)	

**Copies des originaux suivants jointes.**

- ☐ 1. Statuts de l'entité juridique susmentionnée, conformément à la clause 5 des IS.
- ☐ 2. Autorisation de représenter la société susmentionnée, conformément aux clauses 21.2 et 21.3 des IS.
- ☐ 3. Formulaire de Certification d'Entreprise Publique [ELI-3]

## **ELI-3 : Formulaire de certification d'entreprise publique**

Les entreprises publiques (en anglais « GOE ») ne sont pas admises à concourir en vue de l'obtention des marchés de biens ou travaux financés par la MCC. Par conséquent, les entreprises publiques (i) ne peuvent pas être parties à un quelconque contrat financé par la MCC pour la fourniture de biens, de travaux ou de services par le biais d'un processus d'appel d'offres ouvert, d'un appel d'offres restreint, d'un contrat de gré à gré ou d'un contrat à fournisseur unique ; et (ii) ne peuvent pas être pré-qualifiées ou présélectionnées pour un quelconque contrat de fourniture de biens ou de travaux financé par la MCC et devant être octroyé par l'une de ces méthodes.

Cette interdiction ne s'applique pas aux Travaux en régie effectués par des entités appartenant au gouvernement du pays du Maître d'ouvrage ou aux établissements d'enseignement et centres de recherches du secteur public ainsi qu'aux entités statistiques ou cartographiques, ou aux autres entités techniques, du secteur public qui n'ont pas été formées principalement dans un but commercial, ou pour lesquels une exception est accordée par la MCC conformément à la Partie 7 des Directives de passation des marchés du Programme MCC. Vous pouvez consulter l'intégralité de cette politique sur la page des Directives de passation de marchés du Compact sur le site web de la MCC ([www.mcc.gov](http://www.mcc.gov)). Dans le cadre de la vérification de l'éligibilité pour ce marché, veuillez remplir le formulaire ci-dessous afin d'indiquer le statut de votre entité.

Aux fins de ce formulaire, le terme « Gouvernement » désigne un ou plusieurs gouvernements, y compris toute agence, administration, subdivision ou autre service de l'État à un niveau quelconque dans un pays ou une région.

### **CERTIFICATION**

Dénomination sociale du Soumissionnaire :

---

Dénomination sociale du Soumissionnaire dans la langue et l'écriture du Pays de constitution (si elle est différente de ce qui est indiqué ci-dessus) :

---

---

Adresse du siège social ou de l'établissement principal ou du Directeur général du Soumissionnaire :

---

---

---

Nom complet de trois (3) dirigeants du Soumissionnaire (pour tout Soumissionnaire qui est une entité) :

---

---

---

Dénomination sociale de l'entité-mère ou des entités-mères du Soumissionnaire (le cas échéant ; indiquez si le Soumissionnaire n'a pas d'entité-mère) :

---

Dénomination sociale de l'entité-mère ou des entités-mères dans la langue et l'écriture du Pays de constitution (si elle est différente de ce qui est indiqué ci-dessus) :

---

---

Adresse(s) du siège social, de l'établissement principal ou du Directeur général de l'entité-mère ou des entités-mères du Soumissionnaire (le cas échéant) :

---

---

1) Un État détient-il une majorité ou une participation majoritaire (que ce soit sur la base de la valeur ou des droits de vote) dans votre capital ou une autre participation lui procurant des droits de propriété (que ce soit directement ou indirectement, et que ce soit par le biais de fiduciaires, d'agents ou d'autres moyens) ?

Oui ☐ Non ☐

2) Si votre réponse à la question 1 était oui, quel type d'entité contrôlée par le gouvernement êtes-vous :

- a. Établissement d'enseignement    Oui ☐ Non ☐
- b. Centre de recherche    Oui ☐ Non ☐
- c. Entité statistique    Oui ☐ Non ☐
- d. Entité cartographique    Oui ☐ Non ☐
- e. Autre entité technique n'étant pas constituée essentiellement à des fins commerciales    Oui ☐ Non ☐

3) Quelle que soit votre réponse à la question 1, veuillez répondre à la question suivante :



- a. Recevez-vous des subventions ou paiements (y compris toute forme de crédit à titre de subvention) ou toute autre forme d'assistance (financière ou autre) d'un gouvernement ?

Oui ☐ Non ☐

Si oui, décrivez :

---

- b. Un gouvernement vous a-t-il accordé des droits ou privilèges juridiques ou économiques spéciaux ou exclusifs pouvant affecter la compétitivité de vos biens, travaux ou services, ou influencer par ailleurs vos décisions commerciales ? Oui ☐ Non ☐

Si oui, décrivez :

---

- c. Un gouvernement peut-il imposer ou ordonner l'une des actions suivantes à votre égard :

- i. toute réorganisation, fusion ou dissolution de votre entité, ou la formation ou l'acquisition de toute filiale ou autre affilié par votre entité ? Oui ☐ Non ☐
- ii. la vente, la location, l'hypothèque, le nantissement ou la cession par ailleurs de vos principaux actifs, corporels ou incorporels, que ce soit ou non dans le cours normal des activités ? Oui ☐ Non ☐
- iii. l'interruption, la réinstallation ou l'altération substantielle de la production, de l'exploitation ou d'autres activités importantes de votre entreprise ? Oui ☐ Non ☐
- iv. la signature, la résiliation ou la non signature par vous de contrats importants ?  
Oui ☐ Non ☐
- v. la nomination ou la révocation de vos cadres de direction, administrateurs, cadres supérieurs ou autres dirigeants, ou la participation par ailleurs à la direction ou au contrôle de vos affaires ? Oui ☐ Non ☐

- 4) Avez-vous jamais appartenu à l'État ou été contrôlé par l'État ? Oui ☐ Non ☐

- 5) Si votre réponse à la question 4 était oui, veuillez répondre aux questions suivantes :

- a. Pendant combien de temps avez-vous appartenu à l'État ?
- 

- b. Quand votre entité a-t-elle été privatisée ?
- 

- c. Recevez-vous des subventions ou paiements (y compris toute forme de crédit à titre de subvention) ou toute autre forme d'assistance (financière ou autre) d'un gouvernement ?

Oui ☐ Non ☐

Si oui, décrivez :

---

---

- d. Même s'il ne détient pas la majorité du capital de votre entité ou ne la contrôle pas, un gouvernement continue-t-il à détenir une participation ou un pouvoir de prise de décisions dans votre entité ou dans vos affaires ?

Oui ☐ Non ☐

Si oui, décrivez :

---

---

- e. Payez-vous de l'argent à un État en dehors d'impôts ou de taxes dans le cadre ordinaire de vos affaires à des niveaux et pourcentages équivalents à d'autres entreprises n'appartenant pas à l'État dans votre pays qui sont engagées dans le même secteur d'activité ? Oui ☐ Non ☐

Si oui, décrivez :

---

---

Les participants doivent noter les points suivants :

1. Avant d'annoncer le nom du consultant ou du soumissionnaire gagnant, ou toute liste de Soumissionnaires pré-qualifiés ou présélectionnés pour ce marché, l'entité MCA vérifiera auprès de la MCC si ce(s) consultant(s) ou de ce(s) Soumissionnaire(s) remplissent les conditions d'admissibilité. La MCC tiendra une base de données (à l'interne, par le biais de services d'abonnement ou des deux façons) des entreprises publiques connues, et chaque soumissionnaire retenu ou pré-qualifié ou consultant retenu ou présélectionné concerné par la présente disposition sera comparé à la base de données et fera l'objet de recherches complémentaires selon ce que la MCC pourra juger nécessaire au vu des circonstances.
2. Toute déclaration inexacte faite par une entité soumettant une Offre pour ce marché pourra être considérée comme une « pratique frauduleuse » aux fins des Directives de passation des marchés du Programme MCC et de toutes autres politiques ou directives applicables de la MCC, y compris la Politique de la MCC sur la prévention, la détection et la répression de la fraude et de la corruption dans le cadre des opérations de la MCC.
3. Toute entité qui aura été jugée par la MCC comme s'étant constituée toute seule, comme ayant sous-traité une partie quelconque de son contrat financé par la MCC ou comme s'étant associée par ailleurs avec une autre entité dans le but, ou en ayant l'effet potentiel ou réel, d'éviter ou de contourner par ailleurs les dispositions des Directives de passation des marchés du Programme MCC pourra être considérée par ailleurs comme une entreprise publique à toutes fins utiles en relation avec ces Directives.

4. Toute accusation digne de foi selon laquelle une entité soumettant une Offre en réponse à cet appel d'offres serait une entreprise publique n'étant pas autorisée à soumettre une offre conformément aux Directives de passation des marchés du Programme MCC fera l'objet d'un examen dans le cadre d'une Contestation de l'attribution du marché conformément à ces Directives et portée à l'attention de l'instance de recours pour la Contestation de l'attribution du marché de l'Entité MCA.

Je certifie par les présentes que les informations fournies ci-dessus sont exactes et correctes à tous égards importants, et je comprends que toute fausse déclaration, déclaration erronée substantielle ou non-communication d'informations demandées dans le présent certificat pourra être considérée comme une « pratique frauduleuse » aux fins des Directives de passation des marchés du Programme MCC et d'autres politiques ou directives applicables de la MCC, y compris la Politique de la MCC sur la prévention, la détection et la répression de la fraude et de la corruption dans le cadre des opérations de la MCC.

Signature autorisée : \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_

Nom du signataire (en caractères d'imprimerie) :

\_\_\_\_\_

# Formulaire CON-1

## Antécédents de défauts d'exécution de marché

Le tableau suivant doit être rempli pour le Soumissionnaire et pour chaque membre d'une coentreprise ou autre association qui est une partie constitutive du Soumissionnaire.

Dénomination sociale du Soumissionnaire : [insérer le nom complet]

Date : [insérer le jour, le mois, l'année]

Dénomination sociale de la Partie constitutive du Soumissionnaire : [insérer la dénomination sociale complète]

Page [insérer le numéro de page] sur [insérer le nombre total] pages

Contrats non exécutés conformément à la Section III, Examen des Offres, Critères d'évaluation et Critères de qualification des Soumissionnaires			
<input type="checkbox"/> Aucune inexécution d'un Contrat n'a eu lieu pendant les cinq années ayant précédé la date limite pour la soumission des Offres conformément à la <b>Section III, Examen des Offres, Critères d'évaluation et Critères de qualification des Soumissionnaires</b> ), Facteur 2.2.1. <b>OU</b> <input type="checkbox"/> Contrat(s) non exécuté(s) pendant les cinq années ayant précédé la date limite pour la soumission des Offres conformément à la <b>Section III, Examen des Offres, Critères d'évaluation et Critères de qualification des Soumissionnaires</b> ), Facteur 2.2.1.			
Année	Partie non exécutée du Contrat	Identification du Contrat	Montant total du Contrat (valeur actualisée, équivalent en \$ US)
[insérer l'année]	[insérer le montant et le pourcentage]	Identification du Contrat : [indiquer le nom complet du contrat, son numéro et tous autres éléments d'identification] Nom de l'institution : [insérer le nom complet] Adresse de l'institution : [insérer la rue/la ville/le pays] Raison(s) de la non-exécution : [indiquer la ou les raisons principales]	[insérer le montant]

<p align="center"><b>Défaut de signature d'un Contrat, conformément à la Section III, Examen des Offres, Critères d'évaluation et Critères de qualification des Soumissionnaires</b></p>	
<input type="checkbox"/> Absence de défaut de signature d'un contrat conformément au Facteur 2.2.2 de la <b>Section III, Examen des Offres, Critères d'évaluation et Critères de qualification des Soumissionnaires</b>	
OU	
<input type="checkbox"/> Défaut de signature d'un contrat conformément au Facteur 2.2.2 de la <b>Section III, Examen des Offres, Critères d'évaluation et Critères de qualification des Soumissionnaires</b>	
<p align="center">Défaut de signature d'un contrat</p> <p>En cas de défaut de signature d'un contrat, clarifiez/expliquez votre situation conformément au Facteur 2.2.2 de la Section III, Examen des Offres, Critères d'évaluation et Critères de qualification des Soumissionnaires</p>	

Année	Montant de la plainte en pourcentage du total de l'actif	Identification du Contrat	Montant total du Contrat (valeur actualisée, équivalent en \$ US)
[insérer l'année]	[insérer le pourcentage]	Identification du Contrat : [indiquer le nom complet du contrat, son numéro et tous autres éléments d'identification] Nom de l'institution : [insérer le nom complet] Adresse de l'institution : [insérer la rue/la ville/le pays] Objet du contentieux : [indiquer les principaux points en litige]	[insérer le montant]

<p align="center"><b><u>Procès actuels et antérieurs, litiges, arbitrage, actions en justice, plaintes, enquêtes et différends conformément à la Section III, Examen des Offres, Critères d'évaluation et Critères de qualification des Soumissionnaires</u></b></p> <p align="center">(chaque membre d'une Coentreprise/d'une association d'un Soumissionnaire doit remplir ce tableau)</p>		
<p><b>Fournissez des informations sur les procès actuels et antérieurs, litiges, arbitrage, actions en justice, plaintes, enquêtes et différends des cinq (5) dernières années comme indiqué sur le formulaire ci-dessous conformément au Facteur 2.2.3 de la Section III, Examen des Offres, Critères d'évaluation et Critères de qualification des Soumissionnaires.</b></p> <p>Le Soumissionnaire, ou une société ou entité apparentée, est actuellement, ou a été, au cours des cinq (5) dernières années, impliqué dans un procès, un litige, un arbitrage, une action en justice, une plainte, une enquête ou un différend dont la procédure ou le résultat pourrait raisonnablement être interprété par le Maître d'ouvrage comme pouvant avoir ou ayant un impact sur la situation financière du Soumissionnaire d'une manière pouvant affecter négativement la capacité du Soumissionnaire à satisfaire à l'une quelconque de ses obligations en vertu du Contrat :</p> <p><input type="checkbox"/> Non <b>OU</b> <input type="checkbox"/> Oui</p> <p><b>Si Oui, décrivez :</b></p>		
<p><b>Année :</b></p>	<p><b>Objet du contentieux :</b></p>	<p><b>Valeur de la sentence (réelle ou potentielle) contre le Consultant en équivalents en \$ US :</b></p>

# Formulaire FIN-1 : Situation financière

Chaque Soumissionnaire ou membre d'une Coentreprise/d'une association agissant en tant que Soumissionnaire doit remplir ce formulaire.

Données financières pour les 5 dernières années [équivalents en \$ US]				
Année 1 :	Année 2 :	Année 3 :	Année 4 :	Année 5 :

## Informations tirées du bilan

Actif total					
Passif total					
Valeur nette					
Actif à court terme					
Passif à court terme					

## Informations tirées du compte de résultat

Recettes totales					
Bénéfices avant impôts					
Bénéfices après impôts					

- ☐ Des copies des états financiers (bilans incluant tous les comptes de résultat et les notes y afférentes) sont jointes pour les cinq dernières années, comme indiqué ci-dessus, conformément aux dispositions suivantes.
- Tous ces documents reflètent la situation financière du Soumissionnaire ou du membre d'une coentreprise ou autre association, et non des sociétés-mères ou sœurs.
  - Les états financiers historiques doivent avoir été audités par un expert-comptable.
  - Les états financiers historiques doivent être complets et inclure toutes les notes accompagnant les états financiers.
  - Les états financiers historiques doivent correspondre à des exercices fiscaux déjà terminés et audités (aucun état correspondant à un exercice partiel ne sera demandé ou accepté).

### Ratios financiers

<b>Ratio d'endettement à court terme</b>					
<b>Ratio d'endettement</b>					

\*Les Soumissionnaires doivent remplir ce tableau. Le Maître d'ouvrage le vérifiera pendant le processus d'examen des Offres.

## Formulaire FIN-2 : Chiffre d'affaires annuel moyen dans le secteur de la construction

Chaque Soumissionnaire ou membre d'une Coentreprise/d'une association agissant en tant que Soumissionnaire doit remplir ce formulaire.

<b>Données sur le chiffre d'affaires annuel pendant les cinq dernières années (Construction seulement)</b>			
<b>Année</b>	<b>Montant Devise</b>	<b>Taux de change</b>	<b>Équivalent en \$ US</b>
<b>Chiffre d'affaires annuel moyen dans le secteur de la construction</b>			

Les informations fournies doivent représenter le chiffre d'affaires annuel dans le secteur de la construction du Soumissionnaire ou de chaque membre d'une Coentreprise/d'une association constituant un Soumissionnaire en termes de montants facturés aux clients pour chaque année pour les travaux en cours ou achevés, convertis en \$ US au taux de change en vigueur à la fin de chaque exercice indiqué.



## Formulaire FIN-3 : Ressources financières

Chaque Soumissionnaire ou membre d'une Coentreprise/association agissant en tant que Soumissionnaire doit remplir ce formulaire, en indiquant les sources de financement proposées, tels que les actifs à court terme, les actifs physiques non grevés, les lignes de crédit et autres moyens financiers, nets d'engagements en cours, disponibles pour répondre entièrement aux besoins de liquidités pour la construction du ou des contrats concernés, tel qu'indiqué dans la **Section III, Examen des Offres, Critères d'évaluation et Critères de qualification des Soumissionnaires**.

N°	Source de financement	Montant (Équivalent \$ US)
1		
2		
3		
4		

## **Formulaire FIN-4 : Engagements contractuels actuels / Travaux en cours**

Chaque Soumissionnaire ou membre d'une Coentreprise/d'une association agissant en tant que Soumissionnaire doit donner des informations sur ses engagements actuels pour tous les marchés adjugés, pour les contrats pour lesquels une lettre d'intention ou d'acceptation a été reçue et pour les contrats proches de leur achèvement, mais pour lesquels une Garantie d'Exécution totalement satisfaisante n'a pas encore été délivrée.

<b>Nom du contrat</b>	<b>Coordonnées, adresse/tél./fax du Maître d'ouvrage,</b>	<b>Valeur des travaux en cours (Équivalente \$ US actuels)</b>	<b>Date d'achèvement estimée</b>	<b>Facturation mensuelle moyenne sur les six derniers mois (\$ US/mois)</b>

# Formulaire EXP-1 : Expérience générale en matière de construction

Chaque Soumissionnaire ou membre d'une coentreprise/Association constituant un Soumissionnaire doit remplir ce formulaire.

Expérience générale en matière de construction				
Début Mois Année	Fin Mois Année	Ans	Nom et identification du Contrat Nom et adresse du Maître d'ouvrage Description succincte des Travaux exécutés par le Soumissionnaire/Membre d'une coentreprise/Association constituant le Soumissionnaire	Rôle du Soumissionnaire/ Membre d'une coentreprise/Ass ociation constituant le Soumissionnaire

## Formulaire EXP-2 : Expérience similaire en matière de construction

Remplissez un (1) formulaire par contrat.

Contrat de taille et de nature similaires		
N° du contrat . . . . de . . . . . .	Identification du contrat	
Date d'attribution		Date d'achèvement
Rôle dans le contrat	<input type="checkbox"/> Entrepreneur <input type="checkbox"/> Entrepreneur en gestion <input type="checkbox"/> Sous-traitant	
Montant total du contrat	Dollar US	
Si le Soumissionnaire est membre d'une coentreprise ou d'une autre association, ou un sous-traitant, préciser le pourcentage du montant total du contrat	Pourcentage du total	Montant
Nom du Maître d'Ouvrage Adresse Numéro de téléphone/fax Adresse électronique		
Description de la similitude avec l'énoncé des Travaux		

## Formulaire EXP-3 : Expérience en construction spécifiquement liée aux principales activités

Remplissez un (1) formulaire par contrat.

Contrat comportant des activités principales spécifiques		
N° du contrat . . . . . de .....	Identification du contrat	
Date d'attribution	Date d'achèvement	
Rôle dans le contrat	<input type="checkbox"/> Entrepreneur <input type="checkbox"/> Entrepreneur en gestion <input type="checkbox"/> Sous-traitant	
Montant total du contrat	Dollar US	
Si le Soumissionnaire est membre d'une coentreprise ou d'une autre association, ou un sous-traitant, préciser le pourcentage du montant total du contrat	Pourcentage du total	Montant
Nom du Maître d'Ouvrage Adresse Numéro de téléphone Numéro de fax Adresse électronique		
Description des principales activités correspondant à l'expérience spécifique		

## **Formulaire EXP-4 : Expérience en gestion environnementale et sociale (E&S)**

Chaque Soumissionnaire ou membre d'une coentreprise/Association constituant un Soumissionnaire doit remplir ce formulaire.

<b>Début Mois Année</b>	<b>Fin Mois Année</b>	<b>Nom et identification du Contrat Nom et adresse du Maître d'ouvrage Description succincte des Travaux exécutés par le Soumissionnaire, des types d'impacts environnementaux et sociaux rencontrés et mesures d'atténuation mises en œuvre</b>	<b>Rôle du Soumissionnaire (en qualité d'entrepreneur principal ou de sous-traitant chargé des questions environnementales et sociales)</b>

## Formulaire EXP-5 : Expérience en gestion des questions de santé et de sécurité

Chaque Soumissionnaire ou membre d'une coentreprise/Association constituant un Soumissionnaire doit remplir ce formulaire.

<b>Début Mois Année</b>	<b>Fin Mois Année</b>	<b>Nom et identification du Contrat Nom et adresse du Maître d'ouvrage Description succincte des Travaux exécutés par le Soumissionnaire et mesures de santé et de sécurité mises en œuvre</b>	<b>Rôle du Soumissionnaire (n qualité d'entrepreneur principal ou de sous-traitant chargé des questions de santé et de sécurité)</b>

## Formulaire REF-1 : Références des contrats financés par la MCC

Chaque Soumissionnaire ou membre d'une Coentreprise/d'une association agissant en tant que Soumissionnaire doit remplir ce formulaire et y inclure des informations sur tous les contrats financés par la MCC (soit directement auprès de la MCC ou auprès d'une Entité du Millennium Challenge Account, où que ce soit dans le monde) auxquels le Soumissionnaire ou un membre d'une Coentreprise/d'une association agissant en tant que Soumissionnaire est ou a été une partie, que ce soit en qualité de contractant principal, de société affiliée, d'associé, de filiale, de sous-traitant ou à tout autre titre.

Contrats avec la MCC			
Nom et numéro du Contrat	Rôle dans le Contrat	Montant total du Contrat	Nom et adresse du Maître d'ouvrage
Contrats avec une Entité MCA			
Nom et numéro du Contrat	Rôle dans le Contrat	Montant total du Contrat	Nom et adresse du Maître d'ouvrage



## C. FORMULAIRES D'OFFRE TECHNIQUE

### FORMULAIRE TECH-1 : DESCRIPTION DE LA METHODE UTILISEE

L'exactitude et la précision de l'Offre technique du Soumissionnaire, qui doit correspondre à l'énoncé des Travaux et à la Date d'achèvement, constituent des critères importants pour déterminer si l'Offre est substantiellement conforme, tel que défini à la **Section III, Examen des Offres, Critères d'évaluation et Critères de qualification des Soumissionnaires**.

Par conséquent, l'Offre technique devra inclure une Description de la méthode utilisée pour l'exécution des Travaux, qui devra prouver le caractère adéquat de l'Offre dans le respect de l'énoncé des Travaux et pour atteindre l'objectif du Maître d'ouvrage en ce qui concerne la qualité des ouvrages dans le cadre des Spécifications techniques, ainsi que pour l'achèvement de l'intégralité des Travaux conformément aux exigences indiquées dans les Conditions du Contrat. Dans ce contexte, il est nécessaire pour les Soumissionnaires de montrer qu'ils comprennent bien la portée des Travaux, leur nature et les ressources essentielles pour leur exécution, ainsi que les étapes nécessaires pour les différents éléments et les activités associées comprenant les Travaux à exécuter, tout cela avant la Date d'achèvement indiquée dans l'Appendice de l'Offre, telle qu'estimée à partir de la Date de commencement (Sous-clause 8.1).

Par conséquent, la Description de la méthode utilisée devra inclure ce qui suit, sans toutefois s'y limiter :

- (a) la description du programme et des étapes proposés par le Soumissionnaire pour les activités principales, identifiant celles pour lesquelles le respect de la Date d'achèvement peut être crucial ;
- b) la description des mesures incluses dans l'Offre qui seront prises pour répondre aux critères de qualité relatifs à l'exécution en vertu du Contrat ;
- c) une déclaration montrant l'appréciation et la reconnaissance par le Soumissionnaire des conditions actuelles dans les limites du Chantier et tous arrangements pouvant être nécessaires et prévus dans l'Offre pour minimiser les perturbations pouvant être occasionnées pendant l'exécution des Travaux ;
- d) la description des risques pour la sécurité dans les limites du Chantier et les environs résultant de l'exécution des Travaux et les mesures incluses dans l'Offre en vue d'atténuer les risques pour tous les membres du personnel impliqués dans les Travaux, et prenant en compte la population ;
- e) la description de l'approche que le Soumissionnaire a l'intention d'adopter et a incluse dans l'Offre pour acquérir et aménager un Chantier devant abriter les locaux de l'Entrepreneur et de l'Ingénieur, compte tenu de la nature des environs ;
- f) la description des arrangements que le Soumissionnaire propose de faire et a inclus dans l'Offre pour gérer les activités organisées par des tiers (le cas échéant) au nom du Maître

d'ouvrage dans le voisinage immédiat et dans les limites du Chantier, tel que décrit dans le Contrat, y compris les sous-traitants désignés par le Maître d'ouvrage aux fins de **[insérer les informations pertinentes]** et, par conséquent, la nécessité de programmer l'exécution des Travaux dans le respect des délais (à la Date d'achèvement) et selon le Montant Contractuel Accepté ;

g) la description des arrangements que le Soumissionnaire propose d'adopter pour gérer la nécessité de délocaliser, par phases, des personnes et des propriétés situées dans les limites du Chantier, ainsi que le droit d'accès au Chantier et la possession des lieux, tel que décrit dans le Contrat et, par conséquent, la nécessité de programmer l'exécution des Travaux dans le respect de la Date d'achèvement. **[À utiliser s'il y a lieu]**

h) la description des arrangements que le Soumissionnaire propose d'adopter et a inclus dans l'Offre pour assurer la conformité aux exigences relatives à l'environnement, aux questions sociales, aux inégalités entre les genres, à la santé et à la sécurité prévues dans les Spécifications techniques ;

i) la description des arrangements que le Soumissionnaire propose d'adopter et a inclus dans l'Offre pour assurer la conformité aux exigences en matière d'inégalité entre les genres prévues dans les Spécifications techniques, y compris les interdictions liées à la Traite des Personnes (« TDP »). Il est entendu que ce type d'expertise et d'expérience peut sortir du cadre de l'activité normale de certains Soumissionnaires ; c'est pourquoi nous attirons votre attention sur l'importance de proposer une offre et un plan de dotation suffisamment interdisciplinaires ;

j) la description des arrangements que le Soumissionnaire propose et a inclus dans l'Offre pour gérer la nature géotechnique et hydrologique du sol et des méthodes existantes pour effectuer les travaux de terrassement, de remblayage et éventuellement d'évacuation de l'eau tel que prévu dans l'Offre ; **[À utiliser s'il y a lieu]**

k) la description des arrangements que le Soumissionnaire propose d'adopter et a inclus dans l'Offre pour effectuer des tests pendant les Travaux et après leur achèvement, selon ce qui est prévu dans les Spécifications techniques ;

l) la description des arrangements que le Soumissionnaire propose d'adopter et a inclus dans l'Offre pour la mise à disposition, y compris l'achèvement des plans « en l'état », ainsi que toutes questions additionnelles.

**Formulaire TECH-2 : Méthodologie et personnel dédiés aux questions environnementales, sociales, d'inégalités entre les genres, de santé et de sécurité**

Le Soumissionnaire doit fournir les informations ci-dessous pour montrer qu'il a mis en place une méthodologie de dotation en personnel adéquate prenant en compte les dimensions environnementales, sociales, d'inégalités entre les genres, de santé et de sécurité pour pouvoir s'acquitter de ses responsabilités en tant qu'Entrepreneur en vertu du Contrat et conformément aux Directives de la MCC relatives à l'environnement, à la Politique de la MCC relative aux inégalités entre les genres, au Plan d'intégration sociale et de promotion de l'égalité des genres du Maître d'ouvrage, aux lois et réglementations environnementales en vigueur dans le pays du Maître d'ouvrage, et d'une manière sûre et dans les règles de l'art.

Note : La MCC a adopté les normes de performance de la Société financière internationale en matière de durabilité environnementale et sociale (« Normes de performance d'IFC ») dans le cadre de son approche de gestion des risques visant à favoriser une bonne performance environnementale et sociale et à améliorer l'application des directives environnementales de la MCC. Le Soumissionnaire retenu doit s'assurer que ses activités dans le cadre du Contrat sont conformes aux normes de performance d'IFC.

Note : Le Soumissionnaire retenu devra réaliser les Travaux conformément au Plan de gestion environnementale et sociale de l'Entrepreneur (« PGES ») et au Plan de santé sécurité au travail (« PSST ») pour le Chantier devant être préparés après l'adjudication et approuvés par l'Ingénieur. Le PGES et le PSST seront préparés en fonction du contenu de la Section V, de l'énoncé des Travaux et du Plan de gestion environnementale et sociale de l'Entrepreneur. Ceci inclut les exigences concernant l'implication de la communauté et l'intégration des valeurs liées à la promotion de l'égalité entre les genres tels qu'incorporées dans le PGES, l'analyse par sexe, le Plan d'intégration sociale et de promotion de l'égalité des genres du Maître d'ouvrage, et les directives relatives à la TDP de la MCC, ainsi que conformément aux lois et réglementations en vigueur dans le pays du Maître d'ouvrage.

Le Soumissionnaire doit démontrer, dans une section narrative de son Offre technique, qu'il possède le niveau d'expertise requis dans les questions environnementales, sociales, de santé, de sécurité et de promotion de l'égalité entre les genres, et qu'il peut gérer les risques y afférents pouvant découler de la réalisation des Travaux proposés (y compris les risques liés aux biens, travaux ou services fournis par des sous-traitants du Soumissionnaire. Il devra notamment :

- ((a) indiquer les personnes responsables des questions environnementales, sociales, de santé, de sécurité et de promotion de l'égalité entre les genres, et décrire leur rôle et leurs responsabilités, ainsi que la structure de management ;
- (b) décrire l'approche proposée pour gérer systématiquement les risques et l'impact associés aux questions environnementales, sociales, de santé, de sécurité et de promotion de l'égalité entre les genres pendant la mise en œuvre de ce projet, et notamment les mesures d'atténuation qui seront utilisées, ainsi que les normes internationales qui seront applicables en la matière. Veuillez indiquer les mécanismes pour le contrôle de la performance, l'établissement de rapports, le traitement des griefs et la prise de toutes actions correctives appropriées, le cas échéant. Le

Soumissionnaire devra également fournir suffisamment de détails pour montrer qu'il comprend bien les questions environnementales, sociales, de santé, de sécurité et de promotion de l'égalité entre les genres qui sont liées au projet.

## Formulaire TECH-3 : Programme

L'exactitude et la précision de l'Offre technique du Soumissionnaire, qui doit correspondre à l'énoncé des Travaux et à la Date d'achèvement, constituent des critères importants pour déterminer si l'Offre est substantiellement conforme, tel que défini à la **Section III, Examen des Offres, Critères d'évaluation et Critères de qualification des Soumissionnaires**.

Par conséquent, les Soumissionnaires doivent inclure, dans le cadre de l'Offre technique, un Programme qui constituera la base du programme chronologique détaillé de l'Entrepreneur devant être soumis en vertu de la sous-clause 8.3 [*Programme*] des Conditions du Contrat, et qui inclura un Calendrier d'Exécution des principales activités à mener dans le cadre de l'exécution des Travaux, notamment une date de début et une date de fin pour les activités individuelles, identifiant celles pour lesquelles le respect de la Date d'achèvement peut être crucial. S'agissant d'autres activités cruciales, les Soumissionnaires doivent également indiquer les calculs des extrants requis et des niveaux de ressources nécessaires anticipés en ce qui concerne les installations et la production de matériaux nécessaires pour respecter la Date d'achèvement.

Par conséquent, le Programme doit inclure ce qui suit, sans toutefois s'y limiter :

- ((a) les détails du calendrier proposé pour l'élaboration du programme de travail, du Plan de gestion environnementale et sociale de l'Entrepreneur, le Plan de santé sécurité au travail, le Plan d'Assurance qualité, tous dessins et plans pouvant être exigés de l'Entrepreneur, y compris l'examen et l'approbation de l'Ingénieur ;
- (b) les détails du calendrier proposé pour effectuer la mobilisation en préparation des Travaux ;
- (c) les détails du calendrier proposé pour exécuter les Travaux avant la Date d'achèvement, sous la forme d'un histogramme montrant notamment le chemin critique ;
- (d) les détails des ressources nécessaires (personnel, installations et matériaux) pour réaliser les Travaux avant la Date d'achèvement ;
- (e) les détails de la chronologie proposée pour tester les Travaux une fois terminés, ainsi que pour leur mise en service et leur mise à disposition.

## **Formulaire TECH-4 : Prévision de trésorerie**

Chaque Soumissionnaire doit préciser les détails de la Prévision de trésorerie en indiquant les dépenses trimestrielles prévues pendant toute la durée du Contrat, ainsi que le pourcentage du Montant Contractuel Accepté et le pourcentage cumulatif du Montant Contractuel Accepté par trimestre. La Prévision de trésorerie doit indiquer les informations suivantes, en prenant en considération le versement de tout paiement anticipé, l'amortissement de tout paiement anticipé, les paiements minimums et la retenue :

- ((a) les paiements périodiques par jalon pour la mobilisation ;
- ((b) les paiements périodiques basés sur les décomptes des Travaux ;

## Formulaire TECH-5 : Organisation de gestion de projet

Le Soumissionnaire doit fournir les informations appropriées pour démontrer clairement qu'il a la capacité de répondre aux exigences relatives au personnel clé tel qu'indiqué dans la Deuxième Partie, Énoncé des Travaux. Au minimum, des CV doivent être transmis pour les membres du personnel clé pour les fonctions suivantes, en utilisant les formulaires prévus à cet effet :

N°	Fonction	Nom	Expérience similaire dans le secteur de la construction (total en années)	Expérience dans le cadre de Travaux similaires (en années)
1	Chef de projet			
2				
3	[insérer d'autres fonctions, le cas échéant]			
4				
5	Responsable des questions environnementales et sociales			
6	Responsable de la santé et de la sécurité			
7	Spécialiste des questions relatives aux inégalités entre les genres, selon le cas, en fonction des Spécifications techniques			

Par ailleurs, le Soumissionnaire doit fournir les informations suivantes :

- ((a) un organigramme indiquant les canaux de communication entre les différents membres, ainsi qu'un plan de communication pour la gestion des correspondances avec les parties prenantes clés ;
- (b) des plans pour la sous-traitance de toutes parties des Travaux et les services devant être effectués par les Sous-traitants spécialisés ;
- (c) des fiches d'information remplies sur les Sous-traitants pour tous les Sous-traitants spécialisés ainsi identifiés ;
- (d) un système de gestion de la qualité décrivant la base et le fonctionnement du système de gestion de la qualité proposé, y compris le test, les examens, les audits de procédure, les vérifications, les procédures de suivi, d'établissement de rapports et de gestion des erreurs, d'actions correctives et de remontée d'informations.

Veillez noter que pendant les négociations liées au Contrat, le Maître d'ouvrage ne tiendra pas compte de la substitution de l'un quelconque des membres du Personnel clé, à moins que les parties ne conviennent qu'un retard indu dans le processus de sélection ne rende une telle substitution inévitable ou pour des raisons telles qu'un décès ou une incapacité médicale de l'un quelconque des membres du Personnel clé. Nonobstant ce qui précède, la substitution d'un membre du Personnel clé pendant les négociations peut être envisagée si elle est due uniquement à des circonstances échappant raisonnable au contrôle de l'Entrepreneur et si elle n'a pas pu être prévue par celui-ci, y compris, sans toutefois s'y limiter, en cas de décès ou d'incapacité médicale, ou si une telle substitution a été demandée par le Maître d'ouvrage en conséquence de la procédure d'Examen des Offres. Dans un tel cas, le Soumissionnaire doit proposer un remplaçant dudit membre du Personnel clé concerné dans les délais spécifiés par le Maître d'ouvrage, et ledit remplaçant doit avoir une expérience et des qualifications supérieures ou égales à celle du membre du Personnel clé d'origine.



## Formulaire TECH-6 : Équipements/matériels pour la construction

Le Soumissionnaire doit fournir les informations nécessaires pour prouver clairement qu'il a la capacité de répondre aux exigences requises pour les équipements/matériels clés telles qu'indiquées dans la Deuxième Partie, Énoncé des Travaux. Un Formulaire séparé doit être préparé pour chaque élément ou pour toutes installations alternatives proposées par le Soumissionnaire.

Équipement/matériels		
Informations relatives aux matériels	Nom du fabricant	Modèle et puissance nominale
	Capacité	Année de fabrication
Statut actuel	Emplacement actuel	
	Détails des engagements actuels	
Source	Indiquer la source des équipements <input type="checkbox"/> Possession <input type="checkbox"/> Location <input type="checkbox"/> Crédit-bail <input type="checkbox"/> Fabrication spéciale	

Ne tenez pas compte des informations suivantes si le Soumissionnaire est le propriétaire des équipements/matériels.

Propriétaire	Nom du propriétaire	
	Adresse du propriétaire	
	Téléphone	Nom du contact et fonction
	Fax	Télex
Accords	Détails de la location / du crédit-bail / des accords de fabrication spécifiques au projet	

## Formulaire TECH-7 : CV des membres du Personnel clé

Nom du Soumissionnaire		
Fonction		
Informations sur le membre du personnel	Nom	Date de naissance
	Qualifications professionnelles	
Emploi actuel	Nom de l'employeur	
	Adresse de l'employeur	
	Téléphone	Contact (supérieur/responsable RH)
	Fax	E-mail
	Fonction	Années de service auprès de l'employeur actuel

Veuillez résumer l'expérience professionnelle acquise par le(s) membre(s) concerné(s) au cours des 10 dernières années, dans l'ordre chronologique inversé. Indiquez notamment l'expérience technique et en management dudit/desdits membre(s) si elle est pertinente pour le projet.

De	À	Société/Projet/Fonction/Expérience pertinente (technique, management)

# **DEUXIÈME PARTIE : ÉNONCÉ DES TRAVAUX**

## Section V. Énoncé des Travaux

**Le Document de Consultation des Entreprises qui définit l'Énoncé des Travaux est  
consigné dans les pièces graphiques et écrites téléchargeables à travers les liens suivants :**

### **Pièces écrites**

**Lien :** <https://www.dropbox.com/s/x61u0uvyarjezof/Li-36%20Pi%C3%A8ces%20%C3%A9crites%20VF%20230420.zip?dl=0>

### **Pièces Graphiques en PDF et DWG**

**Lien :** <https://www.dropbox.com/s/95xupfs3iu46cvk/LI-36%20Pi%C3%A8ces%20dessin%C3%A9es%20240420.zip?dl=0>

**TROISIÈME PARTIE :**  
**CONDITIONS DU CONTRAT ET**  
**FORMULAIRES CONTRACTUELS**

## Section VI. Cahier des Clauses Administratives Générales

Cahier des Clauses Administratives Générales<sup>9</sup>

### MCA-MOROCCO

#### Travaux de revitalisation des zones industrielles de Had Soualem et de Bouznika

- **Lot1 : Travaux de réhabilitation des réseaux existants de la zone industrielle de Had Soualem ;**
- **Lot2 : Travaux de réhabilitation des réseaux existants de la zone industrielle de Bouznika**

### CONDITIONS DU CONTRAT

#### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES

Les Conditions du Contrat, Première partie : Les clauses administratives générales qui seront appliquées sont les Conditions contractuelles FIDIC, première édition, 1999, préparées et protégées par les droits d'auteur de la Fédération Internationale des Ingénieurs-Conseils (« FIDIC »). Lesdites clauses administratives générales sont soumises à des variations et ajouts tels qu'indiqués à la section du présent Contrat intitulée « Cahier des Clauses Administratives Particulières ». Le Cahier des Clauses Administratives Générales peut être transmis par le Maître d'ouvrage par les moyens suivants : ***le Contractant devra se procurer par ses propres moyens les Conditions contractuelles FIDIC, première édition, 1999.***

---

<sup>9</sup>Les clauses administratives générales qui seront appliquées dans le cadre du présent Dossier Type d'Appel d'Offres sont les Conditions contractuelles pour les travaux de construction concernant la conception de bâtiments et d'ouvrages de génie établies par le Maître d'ouvrage, préparées et protégées par les droits d'auteur de la Fédération Internationale des Ingénieurs-Conseils (« FIDIC »), première édition, 1999. La présente publication est exclusivement réservée à la MCC et aux Entités MCA, tel que prévu dans l'Accord de licence entre la Millennium Challenge Corporation (« MCC ») et la FIDIC, et, par conséquent, aucune portion de cette publication ne peut être reproduite, traduite, adaptée, stockée dans un système de récupération de données ou communiquée, sous quelque forme que ce soit et de quelque manière que ce soit, que ce soit par le biais d'une méthode mécanique, électronique ou magnétique, ou par le biais d'une photocopie, d'un enregistrement ou autrement, sans la permission écrite préalable de la FIDIC, à l'exception de la MCC et du Maître d'ouvrage, et uniquement à des fins exclusives de fourniture de conditions contractuelles aux Soumissionnaires sélectionnés dans le cadre de la préparation de leur Offre eu égard au Dossier d'Appel d'Offres. Des copies desdites Conditions contractuelles FIDIC pour la construction sont disponibles auprès du Maître d'ouvrage.

# Section VII. Cahier des Clauses Administratives Particulières

## *Cahier des Clauses Administratives Particulières<sup>10</sup>*

Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (« CCAP ») ci-après, y compris l'Annexe A et l'Annexe B, vient compléter le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG). En cas de divergence, les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Particulières prévalent sur celles du CCAG.

1. Généralités	
<b>Sous-clause 1.1.1</b> Le Contrat	<p>Modification du sous-paragraphe 1.1.1.1 (« Contrat ») en ajoutant ce qui suit à la fin :</p> <p>« Les termes « Accord » et « Contrat » sont utilisés de manière interchangeable. »</p> <p>Modification du sous-paragraphe 1.1.1.8 (« Offre ») en ajoutant ce qui suit à la fin :</p> <p>« Le terme « tender » en anglais est synonyme de « Bid » (« Offre » en français) et les expressions « Letter of Tender » synonyme de « Letter of Bid » (« Lettre de soumission » en français), l'expression « Appendix to Tender » synonyme de « Appendix to Bid » (« Appendice de l'Offre » en français) et l'expression « tender documents » synonyme de « Bidding Documents » (« Dossier d'Appel d'Offres » en français) ».</p>
<b>Sous-clause 1.1.2</b> Parties et Personnes	<p>Ajout d'un terme défini comme suit, sous-paragraphe 1.1.2.11 :</p> <p>« « MCC » désigne la Millennium Challenge Corporation, entité du Gouvernement des États-Unis agissant pour le compte dudit Gouvernement, responsable de la fourniture de fonds en vertu des</p>

<sup>10</sup>Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (« CCAP ») comprend les modifications et ajouts apportés au Cahier des Clauses Administratives Générales. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières a été élaboré par la MCC aux fins d'utilisation par les Entités MCA bénéficiant de financements de la MCC. Ces clauses administratives particulières doivent être intégralement utilisées comme dispositions types de contrats pour la réalisation de grands travaux financés par la MCC et pour lesquels l'Entité MCA joue le rôle de Maître d'ouvrage dans le cadre du Contrat.

	termes du Compact conclu avec le Gouvernement. »
	<p>Ajout d'un terme défini comme suit, sous-paragraphe 1.1.2.12 :</p> <p>« « Compact » désigne le Millennium Challenge Compact conclu le <b>[insérer la date du Compact]</b> entre les États-Unis d'Amérique, agissant par l'intermédiaire de la MCC, et le Gouvernement, stipulant les conditions générales sur la base desquelles la MCC fournira un financement d'une valeur pouvant aller jusqu'à <b>[insérer le montant du Compact en dollars]</b> Dollars US au Gouvernement dans le cadre d'un programme d'assistance par le Millennium Challenge Account pour promouvoir la croissance économique et réduire la pauvreté au/aux/en <b>[insérer le nom du pays MCA]</b>. »</p>
	<p>Ajout d'un terme défini comme suit, sous-paragraphe 1.1.2.13 :</p> <p>« « Financement de la MCC » désigne le financement fourni par la MCC en vertu du Compact. »</p>
	<p>Ajout d'un terme défini comme suit, sous-paragraphe 1.1.2.14 :</p> <p>« « Gouvernement » désigne le Gouvernement du/de/de la/des <b>[insérer le nom officiel du pays]</b>.</p> <p>Ajout d'un terme défini comme suit, sous-paragraphe 1.1.2.15 :</p> <p>« « Entité admissible » désigne une entité répondant aux critères requis pour être admissible en vue de recevoir le Financement de la MCC établi par le Compact, les Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC et à l'Annexe A (Dispositions complémentaires) au Cahier des Clauses Administratives Particulières. »</p>
	<p>Ajout d'un terme défini comme suit, sous-paragraphe 1.1.2.16 :</p> <p>« « Politique sur l'égalité entre les genres de la MCC » désigne la Politique sur l'égalité entre les genres de la MCC et ses amendements, tels que publiés périodiquement sur le site web de la MCC à l'adresse <a href="http://www.mcc.gov">www.mcc.gov</a>. »</p> <p>Ajout d'un terme défini comme suit, sous-paragraphe 1.1.2.17 :</p> <p>« « Principaux fournisseurs » désigne toute personne physique ou morale fournissant des biens ou des matériels essentiels pour l'exécution du Contrat (comme indiqué dans le Bordereau des Prix et détail quantitatif et estimatif) ». »</p>



<b>Sous-clause 1.1.3</b> Dates, tests, périodes et achèvement	Modification du sous-paragraphe Modification du sous-paragraphe 1.1.3.6 (« Tests après l'achèvement ») pour remplacer « dispositions du CCAP » par « Spécifications techniques ».
	<p>Modification du sous-paragraphe Modification du sous-paragraphe 1.1.3.7 (« Délai de notification des vices ») pour insérer ce qui suit après la référence à la sous-clause 11.1 :</p> <p>« qui s'étend sur une période de douze mois, sauf dispositions contraires prévues dans l'Appendice de l'Offre. »</p>
<b>Sous-clause 1.1.6</b> Autres définitions	<p>Ajout d'un terme défini comme suit, sous-paragraphe 1.1.6.10 : « « Plan de gestion environnementale et sociale de l'Entrepreneur » ou « PGES » désigne le plan que l'Entrepreneur doit élaborer, fournir et mettre en œuvre conformément à la sous-clause 4.18 du CCAP. »</p> <p>Ajout d'un terme défini comme suit, sous-paragraphe 1.1.6.11 : « « Plan de santé sécurité au travail » ou « PSST » désigne le plan que l'Entrepreneur doit élaborer, fournir et mettre en œuvre conformément à la sous-clause 4.8 du CCAP. »</p>
<b>Sous-clause 1.2</b> Interprétation	<p>Modification de la sous-clause 1.2 pour ajouter ce qui suit après le point (d) : « (e) les termes anglais « labour » et « labor » (« main-d'œuvre » en français) sont synonymes ».</p> <p>Modification de la sous-clause 1.2 pour ajouter ce qui suit à la fin : « Dans le Contrat, les dispositions comprenant l'expression « Coût plus bénéfices raisonnables » requièrent que lesdits bénéfices correspondent à un vingtième (soit 5 %) dudit Coût, sauf indication contraire prévue dans l'Appendice de l'Offre. »</p>
<b>Sous-clause 1.5</b> Priorité des Documents	<p>Modification de la sous-clause 1.5 pour ajouter ce qui suit à la fin du point (d) du CCAP :</p> <p>« y compris les dispositions de l'Annexe A (Dispositions complémentaires » jointes au Cahier des Clauses Administratives Particulières (ces dispositions s'appliquant aux Sous-traitants comme à l'Entrepreneur) et toutes autres pièces jointes au Cahier des Clauses Administratives Particulières. »</p>
<b>Sous-clause 1.7</b> Cession	Remplacement du texte de la sous-clause 1.7 par ce qui suit :

	<p>« Aucune des Parties ne cèdera tout ou partie du Contrat, ou l'un quelconque des avantages ou intérêts en vertu du Contrat ; étant entendu que le Maître d'ouvrage peut céder tout ou partie du Contrat à une autre personne ou entité du Gouvernement (ou autre entité désignée par le Gouvernement) sans le consentement de l'Entrepreneur à tout moment en même temps que l'expiration du Compact ou après celle-ci. Le Maître d'ouvrage doit informer l'Ingénieur et l'Entrepreneur dans les 10 jours suivant une telle cession.</p> <p>« Dans le cas d'une cession du Contrat par le Maître d'ouvrage conformément au paragraphe ci-dessus :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) l'Entrepreneur doit obtenir une Garantie d'Exécution de remplacement conformément aux dispositions de la sous-clause 4.2 [<i>Garantie d'Exécution</i>] d'un montant égal à celui de la Garantie d'Exécution actuelle désignant le cessionnaire du Maître d'ouvrage comme bénéficiaire, et doit en outre fournir ladite Garantie d'Exécution de remplacement au Maître d'ouvrage à la date de la cession ou avant qu'elle n'entre en vigueur. Le Maître d'ouvrage doit ensuite renvoyer la Garantie d'Exécution initiale à l'Entrepreneur ;</li> <li>(b) Dans le cas où une Retenue de garantie est en cours au moment de la cession, l'Entrepreneur doit obtenir une Retenue de garantie de remplacement conformément aux dispositions de la sous-clause 14.9 [<i>Paiement de la retenue de garantie</i>] d'un montant égal à celui de la Retenue de garantie actuelle désignant le cessionnaire du Maître d'ouvrage comme bénéficiaire, et doit en outre fournir ladite Retenue de garantie de remplacement au Maître d'ouvrage à la date de la cession ou avant qu'elle n'entre en vigueur. Le Maître d'ouvrage doit ensuite renvoyer la Retenue de garantie initiale à l'Entrepreneur.</li> <li>(c) Dans le cas où un paiement anticipé est en cours au moment de la cession, l'Entrepreneur doit obtenir un paiement anticipé de remplacement conformément aux dispositions de la sous-clause 14.2 [<i>Paiement anticipé</i>] d'un montant égal à celui de la garantie de restitution d'un paiement anticipé en vigueur désignant le cessionnaire du Maître d'ouvrage comme bénéficiaire, et doit en outre fournir ladite garantie de restitution de paiement anticipé de remplacement au Maître d'ouvrage à la date de la cession ou avant qu'elle n'entre en vigueur. Le Maître</li> </ul>
--	--

	<p>d'ouvrage doit ensuite renvoyer la garantie de restitution de paiement anticipé initiale à l'Entrepreneur.</p> <p>(d) si une autre garantie, obligation, assurance ou un autre instrument a été obtenu par l'Entrepreneur pour couvrir le Maître d'ouvrage contre les responsabilités ou risques associés à l'exécution du Contrat et qu'il/elle est en cours ou en vigueur au moment de la cession, l'Entrepreneur doit obtenir une autre garantie, obligation, assurance ou un autre instrument de remplacement conformément aux dispositions du Contrat en vertu duquel il/elle a été initialement fourni(e), acheté(e) ou est entré(e) en vigueur d'un montant égal à celui de ladite autre garantie, obligation, assurance ou dudit autre instrument actuel(le) désignant le cessionnaire du Maître d'ouvrage comme bénéficiaire ou preneur, et doit fournir ladite autre garantie, obligation, assurance ou autre instrument de remplacement au Maître d'ouvrage à la date de la cession ou avant qu'elle n'entre en vigueur. Le Maître d'ouvrage doit ensuite renvoyer ladite autre garantie, obligation, assurance ou ledit autre instrument initial à l'Entrepreneur.</p> <p>« En outre, l'une ou l'autre Partie :</p> <p>(a) peut céder tout ou partie du Contrat, ou tout avantage ou intérêt en vertu du Contrat, à tout moment si elle a obtenu au préalable l'accord de l'autre Partie, à la seule discrétion de ladite autre Partie, et</p> <p>(b) peut, à titre de caution en faveur d'une banque ou institution financière, céder ses droits en vertu de toutes sommes dues, ou devant être dues, conformément au Contrat. »</p>
<p><b>Sous-clause 1.9</b> <b>Dessins ou instructions retardées</b></p>	<p>Modification de la sous-clause 1.9 pour remplacer le troisième paragraphe par ce qui suit :</p> <p>« Après réception de cette notification, l'Ingénieur doit se conformer aux dispositions de la sous-clause 3.5 [<i>Déterminations</i>] et de la sous-clause 20.1 [<i>Réclamations de l'Entrepreneur</i>] afin de convenir d'une décision à prendre. »</p>
<p><b>Sous-clause 1.12</b> <b>Informations confidentielles</b></p>	<p>Remplacement du texte de la sous-clause 1.12 par ce qui suit :</p> <p>« Le Personnel de l'Entrepreneur et le Personnel du Maître d'ouvrage doivent divulguer toutes les informations confidentielles</p>

	<p>et autres informations pouvant être raisonnablement requises afin de vérifier la conformité de l'Entrepreneur au Contrat et en permettre une mise en œuvre appropriée ; étant entendu que les exigences de la sous-clause 1.12 ne seront pas interprétées de manière à exiger la divulgation d'une quelconque information par la MCC ou par tous représentants autorisés de la MCC, par l'United States Government Accounting Office, ou par tout vérificateur visé dans le Compact.</p> <p>« Chacune des Parties doit respecter le caractère privé et confidentiel des détails du Contrat, sauf dans la mesure nécessaire pour s'acquitter des obligations qui leur incombent respectivement en vertu du Contrat ou pour se conformer à la Législation applicable. Chaque Partie s'engage à ne pas publier ou divulguer l'un quelconque des détails des Travaux préparés par l'autre Partie sans l'accord préalable de l'autre Partie. Cependant, l'Entrepreneur a le droit de divulguer des informations publiques ou, avec le consentement préalable du Maître d'ouvrage, des informations raisonnablement requises pour établir ses qualifications afin de soumettre des offres dans le cadre d'autres projets. En cas de litige sur la nécessité de toute publication ou divulgation des détails du Contrat, il doit être fait appel au Maître d'ouvrage dont la décision est définitive. L'Entrepreneur doit assurer que les exigences imposées à l'Entrepreneur par la présente sous-clause s'appliquent également à chaque Sous-traitant. »</p>
<p><b>Sous-clause 1.13</b> Conformité aux Lois</p>	<p>Modification de la sous-clause 1.13(b) pour ajouter ce qui suit à la fin :</p> <p>« à moins que l'Entrepreneur ne soit empêché d'accomplir ces actions et fournisse une preuve de sa diligence. »</p>

## 2. Le Maître d'ouvrage

<p><b>Sous-clause 2.1</b> Droit d'accès au Chantier</p>	<p>Remplacement des paragraphes trois à cinq de la sous-clause 2.1 par ce qui suit :</p> <p>« Si l'Entrepreneur subit un retard et/ou encourt un Coût en conséquence d'un manquement par le Maître d'ouvrage concernant l'octroi d'un tel droit ou d'une telle prise de possession dans les délais prescrits, et en tenant dûment compte de la mise en œuvre par phase de la réinstallation telle que décrite dans l'Appendice de l'Offre ou dans une notification provenant de l'Ingénieur, l'Entrepreneur doit informer l'Ingénieur et il a droit, sous réserve de la sous-clause 20.1 [<i>Réclamations de l'Entrepreneur</i>] :</p>
---	--

	<p>(a) à une prorogation de délai due à un tel retard, si l'achèvement est ou sera retardé, en vertu de la sous-clause 8.4 [<i>Prorogation du délai d'achèvement</i>], et</p> <p>(b) au paiement d'un tel Coût plus des bénéfices raisonnables, qui doivent être inclus dans le Prix d'adjudication.</p> <p>« Cependant, si et dans la mesure où le manquement du Maître d'ouvrage concernant l'octroi d'un tel droit ou d'une telle prise de possession dans les délais prescrits a été causé par une erreur ou un retard de l'Entrepreneur, y compris une erreur ou un retard concernant la soumission de l'un quelconque des Documents de l'Entrepreneur, l'Entrepreneur n'a pas droit à ladite prorogation de délai, audit remboursement de Coût ou audit avantage. »</p> <p>Modification de la sous-clause 2.1 pour ajouter ce qui suit à la fin :</p> <p>« Dans le cadre de la mise en œuvre de la réinstallation associée au Contrat, certaines structures situées dans la servitude de passage liée au Chantier peuvent être retenues. Dans le cas où des structures situées dans la servitude de passage doivent être retenues, l'Ingénieur donne des instructions concernant ces structures, indiquant celles que l'Entrepreneur doit démolir ou protéger contre toute destruction ou dommage. L'Entrepreneur ne doit pas démolir, endommager ou affecter de quelque manière que ce soit les structures identifiées dans les instructions de l'Ingénieur comme étant autorisées à demeurer dans la servitude de passage associée au Chantier.</p> <p>« Tout non-respect des instructions du Maître d'ouvrage concernant le droit d'accès au Chantier peut amener l'Ingénieur à demander à l'Entrepreneur de suspendre tout ou partie des Travaux. Dans un tel cas, la suspension sera réputée relever de la responsabilité de l'Entrepreneur sous réserve de la sous-clause 8.8 [<i>Suspension des Travaux</i>]. »</p>
<p><b>Sous-clause 2.4</b> Accords financiers du Maître d'ouvrage</p>	<p>Remplacement de la sous-clause 2.4 par ce qui suit :</p> <p>« Le Maître d'ouvrage doit fournir, dans les 28 jours suivant la réception d'une demande de l'Entrepreneur, des informations probantes raisonnables indiquant que des dispositions financières ont été prises et sont maintenues en vue de permettre au Maître d'ouvrage de payer le Prix d'adjudication final (tel qu'estimé au moment pertinent, et tel que convenu et confirmé par l'Ingénieur) conformément à la clause 14 [<i>Prix d'adjudication et paiement</i>].</p>

	<p>Si le Maître d’ouvrage entend apporter des modifications importantes à ses dispositions financières, ledit Maître d’ouvrage doit en informer l’Entrepreneur.</p> <p>« En outre, si la MCC a informé le Maître d’ouvrage de la suspension des décaissements effectués au titre du Compact pour financer l’exécution des Travaux, le Maître d’ouvrage doit en informer l’Entrepreneur de manière détaillée, y compris la date de ladite notification, avec une copie à l’Ingénieur, dans les sept (7) jours suivant la réception de la notification de suspension émise par la MCC. S’il est prévu de mettre d’autres fonds libellés dans des devises appropriées à la disposition du Maître d’ouvrage pour continuer d’effectuer des paiements à l’Entrepreneur au-delà des 28 jours suivant la date de notification de la suspension de la MCC, le Maître d’ouvrage doit fournir des informations probantes raisonnables dans ladite notification indiquant dans quelle mesure lesdits fonds seront disponibles.</p> <p>« Afin d’éviter toute équivoque, en aucun cas le Financement de la MCC ne doit être l’objet d’un quelconque type de cofinancement, financement conjoint ou arrangement similaire en violation des termes du Compact. »</p>
--	---

### 3. L’Ingénieur

<p><b>Sous-clause 3.1</b> Les responsabilités de l’Ingénieur et l’autorité</p>	<p>Modification de la sous-clause 3.1 pour remplacer le terme « peut » (« may » en anglais) dans la première phrase du troisième paragraphe par le terme « doit » (« shall » en anglais).</p> <p>Modification du sous-paragraphe (b) de la sous-clause 3.1 pour supprimer le terme « et » à la fin.</p> <p>Modification du sous-paragraphe (c) de la sous-clause 3.1 pour remplacer le point à la fin par « ; et ».</p>
	<p>Modification de la sous-clause 3.1 pour ajouter ce qui suit à la fin :</p> <p>« (d) toute action de l’Ingénieur en réponse à une demande de l’Entrepreneur, sauf disposition contraire expressément précisée, doit être notifiée par écrit à l’Entrepreneur dans un délai de 28 jours après réception.</p> <p>« Les dispositions suivantes s’appliquent également :</p>

	<p>« L'Ingénieur doit obtenir l'approbation spécifique du Maître d'ouvrage avant d'entreprendre des actions en vertu des sous-clauses suivantes des présentes Conditions :</p> <p>(i) Sous-clause 4.12 [<i>Conditions physiques imprévisibles</i>] : accord ou détermination d'une prorogation de délai et/ou d'un coût supplémentaire.</p> <p>(ii) Sous-clause 8.4 [<i>Prorogation du délai d'achèvement</i>] : Approbation d'une prorogation de délai en vertu de la sous-clause 20.1.</p> <p>(iii) Sous-clause 8.6 [<i>Taux de progression</i>] : demande à l'Entrepreneur de soumettre un programme révisé, en vertu de la sous-clause 8.3 [<i>Programme</i>], afin d'accélérer le taux de progression.</p> <p>(iv) Sous-clause 13.1 [<i>Droit de modification</i>] : demande de Modification, sauf si ladite Modification augmenterait le Montrant accepté dans le cadre du Contrat d'une valeur inférieure au pourcentage spécifié dans l'Appendice de l'Offre.</p> <p>(v) Sous-clause 13.3 [<i>Procédure de Modification</i>] : approbation d'une proposition de modification soumise par l'Entrepreneur conformément aux sous-clauses 13.2 [<i>Droit de modification</i>], 13.3 [<i>Ingénierie de la valeur</i>] ou 13.3 [<i>Procédure de Modification</i>], sauf si une telle modification augmenterait le Montrant accepté dans le cadre du Contrat d'une valeur inférieure au pourcentage spécifié dans l'Appendice de l'Offre.</p> <p>(vi) Sous-clause 13.4 [<i>Paiement dans des monnaies applicables</i>] : Spécification du montant payable dans chacune des monnaies applicables.</p> <p>« Nonobstant l'obligation, telle qu'indiquée ci-dessus, d'obtenir une approbation si, de l'avis de l'Ingénieur, un cas d'urgence survient et affecte la sécurité d'une personne ou affecte autrement les Travaux ou un bien sous-jacent, l'Ingénieur peut, sans dégager l'Entrepreneur de l'une quelconque de ses obligations et responsabilités en vertu du Contrat, demander à l'Entrepreneur d'exécuter l'intégralité desdits travaux ou de prendre toutes les mesures jugées nécessaires, de l'avis de l'Ingénieur, pour atténuer ou réduire le risque d'un tel cas d'urgence. L'Entrepreneur doit se conformer, sans délai, en dépit de l'absence de l'approbation du Maître d'ouvrage, à toutes les instructions de l'Ingénieur. Dans les sept (7) jours suivant la réception de telles instructions d'urgence, l'Ingénieur doit soumettre une documentation écrite</p>
--	--

	représentant lesdites instructions au Maître d'ouvrage. L'Ingénieur doit déterminer une majoration du Prix d'adjudication, dans le respect de telles instructions, conformément à la clause 13 [ <i>Modifications et ajustements</i> ] et doit en informer l'Entrepreneur en conséquence, avec une copie au Maître d'ouvrage. »
<b>Sous-clause 3.4</b> Remplacement de l'Ingénieur	Modification de la sous-clause 3.4 pour remplacer « 42 » dans la première phrase par « 28 ».
<b>Sous-clause 3.5</b> Constatations	<p>Modification de la sous-clause 3.5 pour ajouter ce qui suit à la fin du deuxième paragraphe :</p> <p>« Si une Partie désapprouve un accord ou une constatation quelconque et a l'intention d'en demander une révision en vertu de la clause 20, ladite Partie doit informer l'Ingénieur et l'autre Partie d'un tel désaccord dans les 28 jours après réception dudit accord ou de ladite constatation. Faute de notification du désaccord dans les 28 jours prescrits, ladite Partie ne sera pas admise à demander de révision de l'accord ou constatation. »</p>

#### 4. L'Entrepreneur

<b>Sous-clause 4.1</b> Obligations générales de l'Entrepreneur	<p>Modification de la sous-clause 4.1 pour ajouter ce qui suit à la fin :</p> <p>« L'Entrepreneur, y compris ses Sous-traitants et fournisseurs, notamment leurs affiliés respectifs, constituent, à tout moment pendant la durée du Contrat, une Entité admissible.</p> <p>« L'ensemble des Équipements, Matériaux, Installations Industrielles et services devant être incorporés aux Travaux ou exigés aux fins de l'exécution desdits Travaux doivent provenir d'une Entité admissible et, à la demande du Maître d'ouvrage, l'Entrepreneur doit fournir la preuve de leur provenance.</p> <p>« Aux fins de la présente sous-clause 4.1, « provenance » désigne tout endroit où les Équipements, Matériaux ou Installations Industrielles ont été extraits, implantés, cultivés, produits, fabriqués ou traités, et à partir duquel les services sont fournis ; ou grâce à un processus de fabrication, traitement ou assemblage est mis au point un autre produit fini ayant une valeur commerciale reconnue, dont les caractéristiques, l'usage et l'utilité sont très différents de ses composants d'origine. En ce qui concerne les services, le terme « provenance » désigne l'endroit à partir duquel les services sont fournis. »</p>
---	--



<p><b>Sous-clause 4.2</b> Garantie d'Exécution</p>	<p>Modification de la sous-clause 4.2 pour ajouter ce qui suit à la fin :</p> <p>« Sans limitation des autres dispositions de la présente sous-clause 4.2, si l'Ingénieur détermine qu'il est nécessaire d'augmenter le Prix d'adjudication en conséquence d'un changement de coût et/ou de législation, ou en conséquence d'une Modification représentant plus de 25 pour cent de la portion du Prix d'adjudication payable dans une monnaie spécifique, l'Entrepreneur, à la demande écrite de l'Ingénieur, doit augmenter, dans les meilleurs délais, la valeur de la Garantie d'Exécution dans la monnaie applicable d'un pourcentage égal.</p> <p>« La Garantie d'Exécution d'une coentreprise ou d'une autre association doit être émise de manière à engager totalement tous les membres de ladite coentreprise ou autre association. Si une telle coentreprise ou autre association n'a pas été légalement constituée au moment où la Garantie d'Exécution est fournie, la Garantie d'Exécution doit être établie au nom des futurs membres de la coentreprise ou autre association proposée. »</p>
<p><b>Sous-clause 4.3</b> Le Représentant de l'Entrepreneur</p>	<p>Modification de la sous-clause 4.3 pour ajouter ce qui suit à la fin :</p> <p>« Si l'Ingénieur détermine que le Représentant de l'Entrepreneur ou l'une quelconque de ces personnes ne parle pas couramment ladite langue, l'Entrepreneur doit mettre à disposition pendant les heures de travail des interprètes compétents en nombre jugé suffisant par l'Ingénieur. »</p>
<p><b>Sous-clause 4.4</b> Sous-traitants</p>	<p>Modification du sous-paragraphe (d) de la sous-clause 4.4 pour ajouter ce qui suit à la fin, avant le point :</p> <p>« et chacune des dispositions prévues à l'Annexe A (Dispositions complémentaires) jointes au Cahier des Clauses Administratives Particulières. »</p> <p>Modification de la sous-clause 4.4 pour ajouter ce qui suit à la fin :</p> <p>« Le consentement de l'Ingénieur ne sera pas requis si la sous-traitance représente moins d'un pour cent (1 %) du Prix d'adjudication, avec une limite maximum de 100 000 Dollars US. Si le montant cumulé de toutes les activités confiées à des sous-traitants non approuvés atteint 250 000 Dollars US, il sera exigé</p>

	le consentement préalable de l'Ingénieur à chaque utilisation ultérieure d'un sous-traitant non approuvé.
<b>Sous-clause 4.8</b> Procédures de sécurité	<p>Modification de la sous-clause 4.8 pour ajouter ce qui suit à la fin :</p> <p>« L'Entrepreneur doit soumettre un « Plan de santé sécurité au travail » (« PSST ») détaillé spécifique pour le Chantier sur la base de toutes les dispositions pertinentes en matière de santé et de sécurité prévues dans les Spécifications techniques et les Calendriers, ainsi que dans la Législation applicable à l'Ingénieur dans les 28 jours suivant la réception d'une notification en vertu de la sous-clause 8.1 [<i>Début des Travaux</i>]. Le PSST doit être approuvé par l'Ingénieur avant le commencement de l'exécution des Travaux.</p> <p>« À moins que l'Ingénieur, dans les 21 jours suivant la réception du Plan de santé sécurité au travail, n'informe l'Entrepreneur de la mesure dans laquelle ledit plan n'est pas conforme au Contrat, l'Entrepreneur doit se conformer au Plan de santé sécurité au travail.</p> <p>« L'Entrepreneur doit également mettre en œuvre les exigences relatives à la santé et à la sécurité du PSST approuvé, et il doit se conformer aux instructions données en conséquence d'inspections périodiques devant être effectuées dans le cadre du rôle de superviseur de l'Ingénieur.</p> <p>« Il incombe à l'Entrepreneur de veiller à ce que l'ensemble des membres du Personnel du Sous-traitant et tous les membres du Personnel de l'Entrepreneur comprennent et appliquent les principes et les dispositions du PSST.</p> <p>« Si, à un moment quelconque, l'Ingénieur informe l'Entrepreneur que tout ou partie du Plan de santé sécurité au travail (dans la mesure indiquée) n'est pas conforme au Contrat, l'Entrepreneur doit soumettre une version révisée du Plan de santé sécurité au travail à l'Ingénieur conformément à la présente sous-clause.</p> <p>« L'Entrepreneur doit informer dans les 24 heures ou dès que raisonnablement possible, l'Ingénieur, le Maître d'ouvrage et la MCC de tout accident ayant pour résultat un dommage ou une perte de propriété, une invalidité ou un décès, ou ayant ou pouvant avoir, tel que cela peut être raisonnablement prévu, un impact significatif sur l'environnement, et l'Entrepreneur doit</p>

	<p>soumettre à l'Ingénieur, au Maître d'ouvrage et à la MCC, au plus tard dans les sept (7) jours suivant la survenance d'un tel incident, un rapport de synthèse sur ledit incident. »</p> <p>L'Entrepreneur supervise ses Principaux fournisseurs en permanence et, dans les cas de risque élevé de situations de grandes menaces contre la vie des travailleurs des Principaux fournisseurs, l'Entrepreneur doit établir des procédures et prendre des mesures d'atténuation pour que les Principaux fournisseurs prennent les décisions voulues pour éviter ou corriger lesdites situations de grandes menaces contre la vie. En l'absence de mesures correctives, l'Entrepreneur doit changer les Fournisseurs principaux auprès desquels il s'approvisionne dans le cadre du Contrat. Des indications supplémentaires sont disponibles à l'adresse : <a href="https://www.mcc.gov/resources/doc/guidance-on-supply-chains">https://www.mcc.gov/resources/doc/guidance-on-supply-chains</a>.</p>
<p><b>Sous-clause 4.18</b> Protection de l'environnement</p>	<p>Modification de la sous-clause 4.18 pour ajouter ce qui suit à la fin :</p> <p>« L'Entrepreneur doit soumettre un « Plan de gestion environnementale et sociale de l'Entrepreneur » (« PGES ») détaillé spécifique pour le Chantier en matière de sécurité, de sûreté et de gestion de l'impact environnemental et social sur la base de toutes les dispositions pertinentes prévues dans les Spécifications techniques et les Calendriers, ainsi que dans la Législation applicable à l'Ingénieur dans les 28 jours suivant la réception d'une notification en vertu de la sous-clause 8.1 [<i>Début des Travaux</i>]. Le PGES doit être approuvé par l'Ingénieur avant le commencement de l'exécution des Travaux.</p> <p>« À moins que l'Ingénieur, dans les 21 jours suivant la réception du Plan de gestion environnementale et sociale de l'Entrepreneur, n'informe l'Entrepreneur de la mesure dans laquelle ledit plan n'est pas conforme au Contrat, l'Entrepreneur doit se conformer au PGES.</p> <p>« Si, à un moment quelconque, l'Ingénieur informe l'Entrepreneur que tout ou partie du PGES (dans la mesure indiquée) n'est pas conforme au Contrat, l'Entrepreneur doit soumettre une version révisée du PGES à l'Ingénieur conformément à la présente sous-clause.</p> <p>« L'Entrepreneur doit s'assurer que ses activités en vertu du Contrat sont conformes aux Directives environnementales de la MCC (l'expression étant entendue comme définie dans le</p>

	<p>Compact ou accord connexe et disponible à l'adresse <a href="http://www.mcc.gov">http://www.mcc.gov</a>) et qu'elles ne sont pas « susceptibles de causer un danger significatif sur le plan de l'environnement, de la santé ou de la sécurité » tel que défini dans lesdites Directives environnementales.</p> <p>« L'Entrepreneur doit demander une confirmation écrite à l'Ingénieur indiquant que les actions devant être achevées conformément au Plan d'action pour la réinstallation (« PAR ») ont été réalisées avant le début de l'exécution des Travaux ou d'une section des Travaux, selon le cas. L'Entrepreneur doit également informer l'Ingénieur sans délai de toute acquisition de terrain ou de tout besoin de réinstallation résultant de la conception ou des Travaux n'ayant pas été pris en charge par le PAR. Aucune activité ne doit commencer dans aucune zone nouvellement identifiée sans l'approbation de l'Ingénieur.</p> <p>« L'Entrepreneur doit mettre en œuvre les exigences environnementales et sociales du PGES approuvé et se conformer aux instructions données à la suite d'inspections périodiques devant être effectuées dans le cadre du rôle de superviseur de l'Ingénieur, afin d'assurer la conformité aux exigences du PGES.</p> <p>« Il incombe à l'Entrepreneur de veiller à ce que l'ensemble des membres du Personnel du Sous-traitant et du Personnel de l'Entrepreneur respectent les Normes de performance de la Société financière internationale en matière de durabilité environnementale et sociale, comprennent et appliquent les principes et exigences contenus dans la présente sous-clause en ce qui concerne l'impact environnemental, social et sanitaire, ainsi qu'en matière de sécurité, et que les mêmes normes s'appliquent aux systèmes de gestion du Sous-traitant en matière d'impact environnemental, social, sanitaire, et de sécurité, ainsi qu'en ce qui concerne les performances en matière d'impact environnemental et social.</p> <p>« Le programme soumis, entretenu et mis en œuvre par l'Entrepreneur conformément à la sous-clause 8.3 [Programme] doit indiquer clairement les procédures et les méthodes de travail que l'Entrepreneur et ses Sous-traitants doivent utiliser pour se conformer aux exigences de la présente sous-clause en ce qui concerne l'impact environnemental et social.</p> <p>« L'Entrepreneur doit veiller à ce que les déchets de construction et de terrassement soient éliminés de manière appropriée conformément aux Directives environnementales de la MCC et à</p>
--	--

	<p>la Législation applicable. Ceci inclut l'identification de la présence de matières dangereuses et l'élaboration de plans approuvés par l'Ingénieur pour la manipulation et l'élimination adaptées desdites matières dangereuses.</p> <p>« Une fois les Travaux achevés, l'Entrepreneur est tenu de laisser le Chantier dans les mêmes conditions que celles d'origine ou dans l'état décrit dans les Spécifications techniques. »</p>
<b>Sous-clause 4.21</b> États Périodiques	<p>Modification de la sous-clause 4.21 pour ajouter ce qui suit à la fin :</p> <p>« Dans les 7 jours suivant la soumission par l'Entrepreneur de chaque rapport d'étape trimestriel, l'Ingénieur et le Maître d'ouvrage doivent rencontrer l'Entrepreneur pour discuter de la progression des Travaux. »</p>
<b>Sous-clause 4.25</b> Égalités des genres	<p>Ajout à la sous-clause 4.25 :</p> <p>« L'Entrepreneur prépare et met en œuvre un plan, dont le fond et la forme sont jugés satisfaisants par le Maître d'ouvrage et la MCC, pour assurer que ses activités en vertu du Contrat respectent la Politique de la MCC en matière de promotion de l'égalité des genres et le Plan d'intégration sociale et de promotion de l'égalité des genres du Maître d'ouvrage. L'Entrepreneur doit spécifiquement tenir compte des inégalités sociales et entre les genres afin d'assurer des opportunités de participation et des avantages pour les femmes et les groupes vulnérables dans le cadre du présent Contrat, et doit en outre veiller à ce que ses activités ne causent pas d'impact négatif sur le plan social ou de l'égalité des genres, tel que défini dans la politique de la MCC et le plan susmentionnés, et selon les Spécifications techniques. Il incombe à l'Entrepreneur de veiller à ce que l'ensemble des membres du Personnel du Sous-traitant et du Personnel de l'Entrepreneur comprennent et appliquent les principes et les exigences du plan. Le Maître d'ouvrage comprend que l'Entrepreneur n'est pas responsable de l'impact des Travaux sur les inégalités sociales et entre les genres, dans la mesure où un tel impact pourrait être la conséquence directe de l'achèvement des Travaux tels qu'ils ont été conçus par le Maître d'ouvrage. »</p>

## 5. Sous-traitants désignés

<b>Sous-clause 5.2</b> Objection à la	Modification du sous-paragraphe (i) de la sous-clause 5.2 pour supprimer le terme « et » à la fin.
--	--

désignation	<p>Modification du sous-paragraphe (ii) de la sous-clause 5.2 pour remplacer le point à la fin par « ; et ».</p> <p>Modification de la sous-clause 5.2 pour ajouter ce qui suit à la fin :</p> <p>« (iii) payés uniquement si et lorsque l’Entrepreneur aura reçu de la part du Maître d’ouvrage le paiement des sommes dues en vertu du contrat en sous-traitance auquel il est fait référence dans la sous-clause 5.3 [<i>Paiements versés aux Sous-traitants désignés</i>]. »</p>
-------------	--

## 6. Personnel et main-d’œuvre

<p><b>Sous-clause 6.1</b> Recrutement du personnel et de la main-d’œuvre</p>	<p>Modification de la sous-clause 6.1 pour ajouter ce qui suit à la fin :</p> <p>« L’Entrepreneur doit adopter et appliquer des politiques et des procédures de ressources humaines adaptées à sa taille et à sa main-d’œuvre et définissant son approche par rapport à la gestion du Personnel de l’Entrepreneur. Au minimum, l’Entrepreneur doit fournir à tout le Personnel de l’Entrepreneur des informations détaillées qui soient claires et compréhensibles, au sujet de leurs droits en vertu de toutes les Législations du travail applicables aux membres du Personnel de l’Entrepreneur et de toutes conventions collectives applicables, y compris leurs droits relatifs à l’emploi, la santé, la sécurité, le bien-être, l’immigration et l’émigration, à compter du début de la relation de travail et lorsque surviennent des changements importants.</p> <p>« L’Entrepreneur s’assure que les conditions d’emploi et les conditions des travailleurs migrants (voir également la sous-clause 6.12) ne sont pas influencées par leur statut de migrant.</p> <p>« Il incombe à l’Entrepreneur de contrôler la conformité des Sous-traitants et des Fournisseurs principaux aux conditions d’emploi et de travail définies dans les Normes de performance de la Société financière internationale en matière de durabilité environnementale et sociale périodiquement en vigueur. »</p>
<p><b>Sous-clause 6.6</b> Installations pour le personnel et la main-d’œuvre</p>	<p>Modification de la sous-clause 6.6 pour ajouter ce qui suit à la fin :</p> <p>Lorsque le logement ou des services sociaux sont fournis au Personnel, le Consultant doit mettre en place et appliquer des politiques sur la qualité et la gestion de ces logements et la fourniture de ces services sociaux (y compris en ce qui concerne le minimum d’espace,</p>

	<p>l'approvisionnement en eau, des systèmes d'évacuation des eaux usées et des ordures adéquats, une protection appropriée contre la chaleur, le froid, l'humidité, le bruit, l'incendie et les animaux vecteurs de maladies, des installations sanitaires et des lavabos adéquats, la ventilation, des équipements de cuisine et installations de stockage, l'éclairage naturel et artificiel, ainsi que toutes les précautions raisonnables à pour assurer la santé et la sécurité du Personnel et des agents de l'Entité MCA). Les installations d'hébergement et les services sociaux doivent être fournis de manière conforme aux principes de non-discrimination et d'égalité des chances. Les dispositions concernant le logement ne doivent pas restreindre la liberté de mouvement ou d'association, sauf que des installations séparées doivent être fournies pour les hommes et les femmes. Des indications supplémentaires sont disponibles à l'adresse : <a href="https://www.mcc.gov/resources/doc/guidance-accommodation-welfare-staff-and-labor">https://www.mcc.gov/resources/doc/guidance-accommodation-welfare-staff-and-labor</a></p> <p>En soumettant son Plan de gestion environnementale et sociale (PGES), l'Entrepreneur doit y inclure sa proposition de spécifications liées à toute installation qui sera fournie au personnel et à la main-d'œuvre. Les installations proposées doivent se conformer aux exigences des Normes de performance de la Société financière internationale en matière de durabilité environnementale et sociale et être approuvées par l'Ingénieur ». Pour de plus amples renseignements sur les normes concernant l'hébergement des travailleurs se référer à : « Workers' accommodation: processes and standards, A guidance note by IFC and the EBRD » en particulier la Partie II, Sous-section I. Standards for workers' accommodation, disponible à l'adresse : <a href="https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/9839db00488557d1bdfcff6a6515bb18/workers_accommodation.pdf?MOD=AJPERES&amp;CACHEID=9839db00488557d1bdfcff6a6515bb18">https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/9839db00488557d1bdfcff6a6515bb18/workers_accommodation.pdf?MOD=AJPERES&amp;CACHEID=9839db00488557d1bdfcff6a6515bb18</a></p>
<b>Sous-clause 6.7</b> Santé et sécurité	<p>Modification de la sous-clause 6.7 pour ajouter ce qui suit à la fin :</p> <p>« L'Entrepreneur doit mener un programme de sensibilisation au VIH/sida dans les zones du projet, tel que requis par le PGES approuvé et/ou le PSST par le biais d'un prestataire de services approuvé, et il doit prendre toutes les autres mesures prévues dans le Contrat pour réduire le risque de transmission du VIH entre les membres du Personnel de l'Entrepreneur, et entre ces derniers et la population locale, afin de promouvoir le dépistage précoce de la maladie et d'aider les personnes touchées par le virus. »</p>
<b>Sous-clause 6.8</b> Surveillance générale de	<p>Modification de la sous-clause 6.8 pour ajouter ce qui suit à la fin :</p> <p>« Si l'Ingénieur détermine que les membres du Personnel de</p>

l'Entrepreneur	l'Entrepreneur assurant la surveillance générale ne parle pas couramment ladite langue, l'Entrepreneur doit mettre à disposition pendant les heures de travail des interprètes compétents en nombre jugé suffisant par l'Ingénieur. »
<b>Sous-clause 6.12</b> Personnel étranger	<p>Ajout à la sous-clause 6.12 :</p> <p>« L'Entrepreneur peut faire venir dans le Pays tout membre du personnel étranger nécessaire à l'exécution des Travaux dans la mesure autorisée par la Législation applicable. L'Entrepreneur doit veiller à ce que ledit personnel dispose des visas, titres de séjour et permis de travail requis. Le Maître d'ouvrage s'engage, à la demande de l'Entrepreneur, à faire le nécessaire pour aider l'Entrepreneur, de manière opportune et dans les meilleurs délais, à obtenir toute permission aux niveaux local, régional, national ou gouvernemental requise pour l'entrée du personnel de l'Entrepreneur dans le pays.</p> <p>« Il incombe à l'Entrepreneur de veiller au retour de ces membres du Personnel à leur lieu de recrutement ou à leur domicile. En cas de décès dans le pays de l'un quelconque de ces travailleurs ou d'un membre de leur famille, il incombe également à l'Entrepreneur de prendre les dispositions nécessaires pour le rapatriement de leur corps ou leur enterrement. »</p>
<b>Sous-clause 6.13</b> Interdiction du travail forcé ou obligatoire	<p>Ajout à la sous-clause 6.13 :</p> <p>« L'Entrepreneur ne doit pas avoir recours au « travail forcé ou obligatoire » sous quelque forme que ce soit. « Travail forcé ou obligatoire » désigne tous les travaux ou services effectués de façon non volontaire par une personne faisant l'objet d'une menace de recours à la force ou sanction. »</p> <p>« L'Entrepreneur supervise ses Fournisseurs principaux en permanence afin d'identifier tout changement significatif chez lesdits fournisseurs. Si de nouveaux risques ou cas de travail forcé ou obligatoire sont identifiés, l'Entrepreneur prend des mesures appropriées pour y remédier ». Des indications supplémentaires sont disponibles à l'adresse : <a href="https://www.mcc.gov/resources/doc/guidance-accommodation-welfare-staff-and-labor">https://www.mcc.gov/resources/doc/guidance-accommodation-welfare-staff-and-labor</a></p>
<b>Sous-clause 6.14</b> Interdiction du travail dangereux pour les enfants	<p>Ajout à la sous-clause 6.14 :</p> <p>« L'Entrepreneur ne doit pas employer un enfant pour effectuer des travaux à des fins d'exploitation économique ou des travaux susceptibles d'être dangereux pour l'enfant ou d'empêcher son</p>



	<p>éducation ou de nuire à sa santé ou à son développement aux plans physique, mental, spirituel, moral ou social. »</p> <p>Lorsque les lois applicables ne définissent pas un âge minimum ou un âge minimum inférieur à quinze (15) ans pour exercer un emploi, l'Entrepreneur s'assure que des enfants âgés de moins de quinze (15) ans ne sont pas employés pour effectuer des travaux dans le cadre du Contrat. Lorsque les lois applicables définissent un âge minimum de quinze (15) ans ou plus, ladite exigence d'âge minimum doit s'appliquer. Nonobstant toute disposition contraire prévue par la législation applicable, les enfants de moins de dix-huit (18) ans ne seront en aucun cas être employés dans un travail dangereux. Tout travail effectué par des personnes âgées de moins de dix-huit (18) ans fera l'objet d'une évaluation appropriée des risques et d'un contrôle régulier visant la santé, les conditions de travail et les horaires. »</p> <p>« L'Entrepreneur supervise ses Fournisseurs principaux en permanence afin d'identifier tout changement significatif chez lesdits fournisseurs. Si de nouveaux risques ou cas de travail des enfants sont identifiés, l'Entrepreneur prend des mesures appropriées pour y remédier. »</p>
<p><b>Sous-clause 6.15</b> Dossier récapitulatif des embauches</p>	<p>Ajout à la sous-clause 6.15 :</p> <p>« L'Entrepreneur doit tenir à jour un Dossier récapitulatif complet et précis des travailleurs embauchés pour le Chantier. Le Dossier doit inclure le nom, l'âge et le genre de tous les travailleurs, et indiquera les heures travaillées ainsi que les salaires payés. Un récapitulatif mensuel du contenu du Dossier doit être soumis à l'Ingénieur et être disponible pour inspection par des vérificateurs pendant les heures normales de travail. Ce Dossier doit inclure les détails à soumettre à l'Entrepreneur en vertu de la sous-clause 6.10 [<i>Dossier concernant le Personnel et les Installations de l'Entrepreneur</i>]. »</p>
<p><b>Sous-clause 6.16</b> Lutte contre la Traite des Personnes</p>	<p>Ajout à la sous-clause 6.16 :</p> <p>« La MCC, ainsi que d'autres entités du Gouvernement des États-Unis, a adopté une politique de tolérance zéro à l'égard de la Traite des Personnes (« TDP »). En application de cette politique :</p> <p>(a) <b>Termes définis.</b> Aux fins de l'application et de l'interprétation de la présente sous-clause 6.16 :</p> <p>(i) les termes « coercition », « acte sexuel à des fins commerciales », « servitude pour dettes », « employé », « travail forcé », « fraude », « servitude involontaire » et</p>

	<p>« trafic sexuel » ont les significations qui leur sont données dans la Politique de lutte contre la Traite des Personnes de la MCC disponible sur le site web de la MCC (<a href="https://www.mcc.gov/resources/doc/policy-counter-trafficking-in-persons-policy">https://www.mcc.gov/resources/doc/policy-counter-trafficking-in-persons-policy</a>) et ces définitions sont incorporées à titre de référence dans la présente sous-clause 6.16 ; et</p> <p>(ii) « Traite des Personnes » désigne (A) le trafic sexuel dans lequel un acte sexuel à des fins commerciales est induit par la force, la fraude ou la coercition, ou dans lequel la personne induite à effectuer un tel acte est âgée de moins de 18 ans ; ou (B) le recrutement, l'hébergement, le transport, l'alimentation d'une personne effectués en vue d'obtenir d'elle des travaux ou des services, par la force, la fraude ou la coercition avec un statut de servitude involontaire, péonage, servitude pour dettes ou esclavage.</p> <p>(b) <b>Interdiction.</b> L'Entrepreneur, les membres du Personnel de l'Entrepreneur, tout Sous-traitant ou fournisseur ou l'un quelconque des membres de leur personnel respectif, ou l'un quelconque des agents ou affiliés de ces derniers ne doit :</p> <p>(i) s'engager dans le commerce d'êtres humains pendant la période d'exécution du Contrat ;</p> <p>(ii) faciliter des actes sexuels à des fins commerciales pendant la période d'exécution du Contrat ; ou</p> <p>(iii) recourir au travail forcé pendant l'exécution du Contrat.</p> <p>(c) <b>Obligations à la charge de l'Entrepreneur.</b> L'Entrepreneur doit :</p> <p>(i) s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu de la présente sous-clause 6.16 et de toutes autres obligations en liaison avec la Traite des Personnes (TDP) pouvant être prévues dans les Spécifications techniques ou dans tous autres documents constituant le Contrat ;</p> <p>(ii) informer le Personnel de l'Entrepreneur de l'existence de la politique de la MCC relative à la TDP et aux activités interdites décrites dans la présente sous-clause 6.16 ;</p> <p>(iii) informer l'Ingénieur et le Maître d'ouvrage dans les 24 heures ou dès que raisonnablement possible, aussitôt que l'Entrepreneur :</p> <p>a. prend connaissance de toutes informations reçues d'une quelconque source (y compris du fait de l'application</p>
--	--

	<p>d'une loi) alléguant que l'un quelconque des membres du Personnel de l'Entrepreneur, l'un de ses sous-traitants ou fournisseurs, ou l'un quelconque des membres de leur personnel respectif, ou l'un quelconque des agents ou affiliés de l'un quelconque de ces derniers, s'est engagé dans une entreprise en violation de la politique de la MCC relative à la TDP ; ou</p> <p>b. entreprend une quelconque action à l'encontre d'un membre du Personnel de l'Entrepreneur, d'un sous-traitant ou d'un fournisseur, ou l'un quelconque des membres de leur personnel respectif, ou l'un quelconque des agents ou affiliés de l'un quelconque de ces derniers, conformément aux présentes dispositions ; et</p> <p>(iv) veiller à ce que tout contrat de sous-traitance ou sous-adjudication conclu par l'Entrepreneur, dans la mesure où cela est autorisé par le Contrat, comprenne la substance des dispositions de la présente sous-clause 6.16.</p> <p>(d) <b>Mesures correctives.</b> En plus de toute autre mesure corrective pouvant être disponible en vertu du présent Contrat ou des lois applicables, tout manquement aux dispositions de la présente sous-clause 6.16 peut avoir les effets suivants :</p> <p>(i) le Maître d'ouvrage peut exiger que l'Entrepreneur révoque les membres du Personnel de l'Entrepreneur, les sous-traitants ou les fournisseurs, l'un quelconque des membres de leur personnel, ou tous agents ou affiliés concernés ;</p> <p>(ii) le Maître d'ouvrage peut exiger la résiliation d'un contrat de sous-traitance ou d'une sous-adjudication ;</p> <p>(iii) la suspension des paiements contractuels jusqu'à ce qu'il soit remédié audit manquement d'une façon satisfaisant le Maître d'ouvrage et la MCC ;</p> <p>(iv) la perte des paiements incitatifs, conformément au régime d'incitation prévu au Contrat, le cas échéant, pendant la période d'exécution pendant laquelle le Maître d'ouvrage ou la MCC déterminera qu'il n'a pas été remédié au manquement ;</p> <p>(v) l'imposition de sanctions par le Maître d'ouvrage ou la MCC contre l'Entrepreneur et tout Sous-traitant, fournisseur ou toute autre partie concernée, y compris la déclaration de l'inadmissibilité de l'Entrepreneur, du Sous-traitant, du</p>
--	--

	<p>fournisseur ou d'une autre partie, soit indéfiniment soit pendant une période spécifique, à l'attribution d'un marché financé par la MCC ; et</p> <p>(vi) la résiliation du contrat d'emploi de l'Entrepreneur par le Maître d'ouvrage ou la MCC et l'interdiction d'accès de l'Entrepreneur au Chantier, auquel cas les dispositions de la clause 15 [<i>Résiliation par le Maître d'ouvrage</i>] s'appliquent comme si ladite interdiction d'accès était en application de la sous-clause 15.2(f). »</p>
<p><b>Sous-clause 6.17</b> Interdiction du harcèlement sexuel</p>	<p>Ajout à la sous-clause 6.17 :</p> <p>« L'Entrepreneur met en œuvre une politique interdisant le harcèlement sexuel, y compris un plan de documentation et de communication des incidents, dont la forme et le fond sont jugés satisfaisants par le Maître d'ouvrage et la MCC. Il incombe à l'Entrepreneur de veiller à ce que l'ensemble des membres du Personnel du Sous-traitant et du Personnel de l'Entrepreneur comprennent et appliquent les principes et exigences de la politique. »</p>
<p><b>Sous-clause 6.18</b> Non-discrimination et égalité des chances</p>	<p>Ajout à la sous-clause 6.18 :</p> <p>« L'Entrepreneur ne prend pas de décisions en matière d'emploi en se fondant sur des caractéristiques personnelles sans rapport avec les exigences inhérentes au poste. Les caractéristiques personnelles comprennent le sexe, la race, la nationalité, l'origine ethnique, sociale et autochtone, la religion ou les croyances, le handicap, l'âge, l'orientation sexuelle et l'identité sexuelle. L'Entrepreneur fonde les relations en matière d'emploi sur le principe de l'égalité des chances et de traitement équitable et ne fait pas de discrimination concernant des aspects de la relation d'emploi tels que le recrutement et l'embauche, la rémunération (y compris les salaires et avantages sociaux), les conditions de travail et les conditions d'emploi, l'accès à la formation, la promotion, le licenciement ou la retraite et la discipline. Dans les pays où les lois régissant le droit du travail prévoient des dispositions supplémentaires concernant la non-discrimination à l'emploi, l'Entrepreneur doit se conformer auxdites lois, en plus des dispositions énoncées ci-dessus. Lorsque les lois régissant le droit du travail sont muettes sur la non-discrimination à l'emploi, l'Entrepreneur doit veiller à se conformer aux dispositions de la présente sous-clause en mettant en œuvre une politique dont la forme et le fond sont jugés satisfaisants par le Maître d'ouvrage et la MCC. Les mesures spéciales de protection ou d'assistance visant à corriger une discrimination ou une sélection opérée par le passé pour un emploi particulier sur la base des exigences inhérentes à l'emploi ne sont pas considérées comme une</p>

	discrimination.
<b>Sous-clause 6.19</b> <b>Mécanisme d'examen des griefs à l'intention du personnel de l'Entrepreneur et des Sous-traitants</b>	<p>Ajout à la sous-clause 6.19 :</p> <p>L'Entrepreneur doit mettre en place un mécanisme d'examen des griefs à l'intention du Personnel de l'Entrepreneur, y compris le personnel des Sous-traitants s'il n'existe pas de mécanisme distinct pour les Sous-traitants, afin de leur permettre de signaler les problèmes constatés sur le lieu de travail. L'Entrepreneur informe son Personnel du mécanisme d'examen des griefs au moment du recrutement et lui facilite l'accès audit mécanisme. Le mécanisme devrait prévoir l'examen par le responsable hiérarchique compétent et permettre une réponse rapide aux préoccupations soulevées, par le biais d'un processus compréhensible et transparent qui garantit aux personnes concernées une remontée d'informations en temps voulu, sans que le Personnel ne subisse de représailles pour avoir pris l'initiative ou s'être associé à une plainte dans le cadre dudit mécanisme. Le mécanisme devrait également permettre d'exprimer et de traiter des plaintes anonymes. Le mécanisme ne devrait pas entraver l'accès à d'autres recours judiciaires ou administratifs qui pourraient être disponibles en vertu de la législation applicable ou par le biais des procédures d'arbitrage existantes, ni se substituer aux mécanismes d'examen des griefs prévus par les conventions collectives. »</p>

## 7. Installations Industrielles, Matériaux et Qualité du travail

<b>Sous-clause 7.7</b> Propriété des Installations Industrielles et Matériaux	<p>Modification de la sous-clause 7.7 pour remplacer les sous-paragraphes (a) et (b) par ce qui suit :</p> <p>« (a) s'ils sont incorporés aux Travaux ;</p> <p>(b) lorsque l'Entrepreneur reçoit la somme correspondant aux Installations Industrielles et Matériaux en vertu de la sous-clause 8.10 [<i>Paiement pour les Installations Industrielles et les Matériaux en cas de Suspension</i>]. »</p>
--	--

## 8. Début, Retards et Suspension

<b>Sous-clause 8.1</b> Début des Travaux	<p>Modification de la sous-clause 8.1 pour insérer ce qui suit à la fin :</p> <p>« Si l'Entrepreneur ne parvient pas à mobiliser tous les Équipements de l'Entrepreneur et le Personnel de l'Entrepreneur sur le Chantier tel que prévu dans le programme approuvé conformément à la sous-clause 8.3 [<i>Programme</i>], l'Entrepreneur doit augmenter la Garantie d'Exécution d'un montant égal à deux pour cent du Prix d'adjudication (tel qu'estimé au moment</p>
--	---

	pertinent). »
<b>Sous-clause 8.3</b> Programme	<p>Modification de la sous-clause 8.3 pour insérer ce qui suit à la fin :</p> <p>« Si l’Entrepreneur ne parvient pas à soumettre un programme révisé à l’Ingénieur dans les 28 jours suivant la notification de ce dernier conformément à la présente sous-clause, l’Entrepreneur doit augmenter la Garantie d’Exécution d’un montant égal à deux pour cent du Prix d’adjudication (tel qu’estimé au moment pertinent).</p> <p>« Si l’Entrepreneur soumet un programme révisé et si l’Ingénieur informe l’Entrepreneur de la mesure dans laquelle ledit programme révisé n’est pas conforme au Contrat, le tout conformément à la présente sous-clause, et si l’Entrepreneur ne parvient pas à soumettre une version à nouveau révisée du programme à l’Ingénieur dans les 14 jours suivant la réception de ladite notification, l’Entrepreneur doit augmenter la Garantie d’Exécution d’un montant égal à deux pour cent du Prix d’adjudication (tel qu’estimé au moment pertinent). »</p>
<b>Sous-clause 8.6</b> Taux de progression	<p>Modification de la sous-clause 8.6 pour insérer ce qui suit à la fin :</p> <p>« Les Coûts supplémentaires liés aux méthodes révisées, y compris les mesures d’accélération demandées par l’Ingénieur pour réduire les retards résultant des causes énumérées à la sous-clause 8.4 [<i>Prorogation du délai d’achèvement</i>], seront payés par le Maître d’ouvrage, sans toutefois entraîner d’autres paiements additionnels au bénéfice de l’Entrepreneur. »</p>
<b>Sous-clause 8.12</b> Reprise des Travaux	<p>Modification de la sous-clause 8.12 pour insérer ce qui suit à la fin :</p> <p>« après avoir reçu de la part de l’Ingénieur l’instruction à cet effet en vertu de la clause 13 [<i>Modifications et ajustements</i>]. »</p>

## 11. Responsabilité en cas de vice

<b>Sous-clause 11.3</b> Prorogation du Délai de notification des vices	<p>Modification de la sous-clause 11.3 pour insérer ce qui suit à la fin de la première phrase du premier paragraphe :</p> <p>« imputable à l’Entrepreneur. »</p>
---	---

## 12. Mesure et évaluation

<b>Sous-clause 12.1</b> Travaux à mesurer	<p>Modification de la sous-clause 12.1 pour insérer ce qui suit à la fin de la première phrase du premier paragraphe :</p> <p>« L'Entrepreneur doit indiquer dans chaque demande en vertu des sous-clauses 14.3 [<i>Demande de Certificats de paiement provisoire</i>], 14.10 [<i>Déclaration d'achèvement</i>] et 14.11 [<i>Demande de Certificat de paiement final</i>] les quantités et autres détails concernant les montants auxquels il considère avoir droit en vertu du Contrat. »</p>
	<p>Modification de la sous-clause 12.1 pour insérer ce qui suit à la fin de la deuxième phrase du dernier paragraphe :</p> <p>« et certifier le paiement de la partie non contestée. »</p>
<b>Sous-clause 12.3</b> Évaluation	<p>Modification de la sous-clause 12.3 pour insérer ce qui suit à la fin de la première phrase du deuxième paragraphe :</p> <p>« Tous Travaux inclus dans le Bordereau des Prix et détail quantitatif et estimatif pour lesquels aucun tarif ou prix n'a été spécifié seront considérés comme inclus dans les autres tarifs et prix du Bordereau des Prix et détail quantitatif et estimatif et ne seront pas payés séparément. »]</p>
	<p>Modification de la sous-clause 12.3 pour remplacer « 10 % » dans (a)(i) par « 25 % » et pour remplacer « 0,01 % » dans (a)(ii) par « 0,25 % ».</p>

## 13. Modifications et ajustements

<b>Sous-clause 13.1</b> Droit de modification	<p>Modification de la sous-clause 13.1 pour insérer ce qui suit à la fin de la première phrase du deuxième paragraphe :</p> <p>« ou une telle Modification exige un changement important dans l'échelonnement ou la progression des Travaux. »</p>
<b>Sous-clause 13.7</b> Ajustements pour tenir compte des changements dans la législation	<p>Modification de la sous-clause 13.7 pour ajouter ce qui suit à la fin du premier paragraphe :</p> <p>« étant entendu qu'aucun ajustement ne sera fait pour tenir compte d'un changement concernant les lois du Pays en matière d'impôts et taxes, tels que définis et utilisés dans la sous-clause 21. »</p> <p>Modification de la sous-clause 13.7 pour ajouter ce qui suit à la</p>

	<p>fin :</p> <p>« Nonobstant ce qui précède, l'Entrepreneur n'a pas droit à une prorogation de délai si cette prorogation a déjà été prise en compte pour déterminer une prorogation, et ledit Coût ne sera pas payé séparément si ce Coût a déjà été pris en compte pour indexer des éléments du Tableau récapitulatif des données relatives aux ajustements conformément aux dispositions de la sous-clause 13.8 [<i>Ajustements pour tenir compte des changements de Coût</i>]. »</p>
<p><b>Sous-clause 13.8</b> Ajustements pour tenir compte des changements de Coût</p>	<p>Modification de la sous-clause 13.8 pour insérer ce qui suit à la fin de la première phrase du deuxième paragraphe :</p> <p>« Un ajustement est effectué pour la première fois et selon la fréquence indiquée dans l'Appendice de l'Offre. »</p>

#### 14. Prix d'adjudication et ajustement

<p><b>Sous-clause 14.1</b> Prix d'adjudication</p>	<p>Modification du sous-paragraphe (b) de la sous-clause 14.1 pour supprimer la phrase « sans indication contraire à la sous-clause 13.7 [<i>Ajustements pour tenir compte des modifications de la législation</i>]. »</p>
<p><b>Sous-clause 14.2</b> Paiement anticipé</p>	<p>Modification de la sous-clause 14.2 pour remplacer le cinquième paragraphe par ce qui suit :</p> <p>« Sauf disposition contraire prévue à l'Appendice de l'Offre, tout paiement anticipé sera remboursé par le biais de déductions de pourcentage sur les paiements intermédiaires certifiés par l'Ingénieur conformément à la sous-clause 14.6 [<i>Délivrance de Certificats de paiement provisoire</i>], comme suit :</p> <p>(a) la mise en application des déductions débute à compter du Certificat de paiement provisoire suivant celui au titre duquel la totalité des paiements intermédiaires (à l'exclusion des paiements anticipés et des déductions et remboursements de la retenue de garantie) certifiés à la demande de l'Entrepreneur atteint le pourcentage du Montant accepté dans le cadre du Contrat, tel que stipulé dans l'Appendice de l'Offre moins les Sommes provisionnelles ; et</p> <p>(b) les déductions seront appliquées au taux d'amortissement indiqué dans l'Appendice de l'Offre du montant de chaque Certificat de paiement provisoire (à l'exclusion des paiements anticipés et des déductions pour remboursements et pour retenue de garantie) dans les monnaies et les proportions des paiements</p>



	anticipés jusqu'au remboursement de ceux-ci ; étant entendu, toutefois, que les paiements anticipés devront être totalement remboursés avant le moment auquel le pourcentage du Montant accepté dans le cadre du Contrat moins les Sommes provisionnelles stipulées dans l'Appendice de l'Offre aura été certifié en vue de paiement. »
<b>Sous-clause 14.3</b> Demande de Certificats de paiements provisoires	Modification de la sous-clause 14.3 pour ajouter ce qui suit à la fin :  « L'Entrepreneur soumet la Déclaration à l'Ingénieur avec copie au Maître d'ouvrage à l'adresse indiquée dans l'Appendice de l'Offre. »
<b>Sous-clause 14.7</b> Paiement	Modification de la sous-clause 14.7 pour remplacer la première ligne par ce qui suit :  « Le Maître d'ouvrage paye ou fait payer à l'Entrepreneur. »  Modification de la sous-clause 14.7 pour ajouter ce qui suit à la fin :  « Le(s) compte(s) bancaire(s) désigné(s) par l'Entrepreneur sera/seront indiqué(s) dans l'Appendice de l'Offre. »
<b>Sous-clause 14.8</b> Retard de paiement	Modification de la sous-clause 14.8 pour remplacer le deuxième paragraphe par ce qui suit :  « Ces charges financières sont calculées au taux d'intérêt annuel et payées dans les monnaies indiquées dans l'Appendice de l'Offre. »
<b>Sous-clause 14.9</b> Paiement de la retenue de garantie	Modification de la sous-clause 14.9 pour remplacer « deux cinquièmes (40 %) » dans les deux premiers paragraphes par « la moitié (50 %) ».  Modification de la sous-clause 14.9 pour ajouter ce qui suit à la fin :  « Lorsque le Certificat de réception sera délivré pour les Travaux et lorsque la première moitié de la Retenue de garantie sera certifiée par l'Ingénieur pour le paiement, l'Entrepreneur aura le droit de substituer une garantie, sous la forme annexée au Cahier des Clauses Administratives Particulières ou sous une autre forme approuvée par le Maître d'ouvrage et fournie par une entité

	<p>approuvée par le Maître d'ouvrage, pour la deuxième moitié de la Retenue de garantie. L'Entrepreneur veille à ce que le montant et la monnaie de la garantie correspondent au montant et à la monnaie de la deuxième moitié de la Retenue de garantie et qu'elle est valide et exécutoire jusqu'à ce que l'Entrepreneur ait exécuté et achevé les Travaux et remédié à tous défauts éventuels, tel que précisé en ce qui concerne la Garantie d'Exécution dans la sous-clause 4.2 [<i>Garantie d'Exécution</i>]. Dès réception par le Maître d'ouvrage de ladite garantie, l'Ingénieur certifie, et le Maître d'ouvrage paye ou fait payer, la deuxième moitié de la Retenue de garantie. La restitution de la deuxième moitié de la Retenue de garantie en contrepartie de ladite garantie remplace la restitution visée au deuxième paragraphe de la présente sous-clause. Le Maître d'ouvrage restitue la garantie à l'Entrepreneur dans les 21 jours suivant la réception d'une copie du Certificat d'Exécution.</p>
<p><b>Sous-clause 14.11</b> Demande de Certificat de paiement final</p>	<p>Modification de la sous-clause 14.11 pour insérer ce qui suit dans la première phrase du deuxième paragraphe après « peut raisonnablement demander » :</p> <p>« dans les 28 jours après la réception de ladite version préliminaire... »</p>

## 15. Résiliation par le Maître d'ouvrage

<p><b>Sous-clause 15.2</b> Résiliation par le Maître d'ouvrage</p>	<p>Modification du sous-paragraphe (b) de la sous-clause 15.2 pour supprimer le terme « ou » à la fin.</p> <p>Modification du sous-paragraphe (f) de la sous-clause 15.2 pour remplacer le point à la fin par une virgule.</p> <p>Modification de la sous-clause 15.2 pour ajouter ce qui suit immédiatement après le texte du sous-paragraphe (f) :</p> <p>« (g) si l'Entrepreneur, de l'avis du Maître d'ouvrage ou de la MCC, ne s'acquitte pas de ses obligations en liaison avec l'utilisation des fonds telle que définie dans l'Annexe A (Dispositions complémentaires) au Cahier des Clauses Administratives Particulières, ou</p> <p>« (h) si le Compact expire, est suspendu ou résilié en tout ou partie conformément aux termes du Compact ».</p> <p>Modification de la sous-clause 15.2 pour remplacer le texte de la deuxième phrase du deuxième paragraphe par ce qui suit :</p>
--	---

	<p>« Cependant, dans le cas des sous-paragraphes (e), (f), (g) ou (h), le Maître d'Ouvrage peut, moyennant notification, résilier le Contrat immédiatement. Si le Maître d'ouvrage résilie le Contrat conformément au sous-paragraphe (g), l'Entrepreneur doit rembourser tous les fonds assujettis à une utilisation abusive. Si le Maître d'ouvrage résilie le Contrat conformément au sous-paragraphe (h), l'Entrepreneur doit se conformer aux dispositions de la sous-clause 16.3 [<i>Cessation des Travaux et retrait des Équipements de l'Entrepreneur</i>] et être rémunéré conformément à la sous-clause 19.6 [<i>Résiliation optionnelle, Paiement et Décharge</i>] conformément aux termes du Compact et de tout accord s'y rapportant. »</p>
<p><b>Sous-clause 15.6</b> Fraude et corruption</p>	<p>Ajout à la sous-clause 15.6 :</p> <p>« La MCC exige que le Maître d'ouvrage et tous les autres bénéficiaires du financement de la MCC, y compris les soumissionnaires, fournisseurs, les entrepreneurs et sous-traitants en vertu de tous contrats financés par la MCC, observent les normes d'éthique les plus strictes lors de la passation et de l'exécution desdits contrats.</p> <p>Toute entité recevant un financement de la MCC de plus de 500 000 dollars (y compris, mais pas exclusivement, des contrats et des subventions non remboursables) sera tenue de certifier qu'elle adoptera et mettra en application un code d'éthique et de conduite professionnelle dans les 90 jours suivant l'attribution du contrat. Ladite entité inscrira également le contenu de la présente clause dans les contrats de sous-traitance dont la valeur excède 500 000 dollars. Les informations concernant l'établissement de programmes d'éthique et de conduite professionnelle sont disponibles auprès de nombreuses sources, y compris, mais pas exclusivement :</p> <p><a href="http://www.oecd.org/corruption/Anti-CorruptionEthicsComplianceHandbook.pdf">http://www.oecd.org/corruption/Anti-CorruptionEthicsComplianceHandbook.pdf</a>;</p> <p><a href="http://cctrends.cipe.org/anti-corruption-compliance-guide/">http://cctrends.cipe.org/anti-corruption-compliance-guide/</a></p> <p>(a) Aux fins du Contrat, les termes ci-après sont définis de la façon suivante :</p> <p>(i) « <b>coercition</b> » signifie porter atteinte ou nuire, ou menacer de porter atteinte ou de nuire, directement ou indirectement, à une partie ou à la propriété d'une partie, influencer indûment les actions d'une partie dans le cadre de la mise en œuvre de tout contrat financé, en totalité ou en partie, au</p>

	<p>moyen de financements de la MCC, y compris les mesures prises dans le cadre d'une procédure de passation de marchés ou de l'exécution d'un contrat ;</p> <p>(ii) « <b>collusion</b> » désigne un accord tacite ou explicite entre au moins deux parties visant à se livrer à une pratique coercitive, de corruption, de fraude, d'obstruction à l'égard d'enquêtes menées sur des accusations de fraude ou de corruption ou à une pratique prohibée, y compris tout accord visant à fixer, stabiliser, augmenter, diminuer ou manipuler des prix, ou à priver par ailleurs l'Entité Millennium Challenge Account des avantages d'une concurrence libre et ouverte ;</p> <p>(iii) « <b>corruption</b> » désigne la proposition, le don, la réception ou la sollicitation, directement ou indirectement, de toute chose de valeur pour influencer indûment les actions d'un fonctionnaire, du personnel de l'Entité Millennium Challenge Account, du personnel de la MCC, des consultants, ou des employés d'autres organismes participant à des activités financées, en totalité ou en partie, au moyen de ressources de la MCC, y compris lorsque lesdites activités ont trait à la prise de décisions ou à l'examen de décisions, ainsi qu'à la poursuite du processus de sélection, ou encore au versement de tout paiement à un tiers dans le cadre d'un contrat ou en vue de l'exécution d'un contrat ;</p> <p>(iv) « <b>fraude</b> » désigne tout acte ou omission, y compris toute déclaration inexacte qui, sciemment ou par négligence, induit ou tente d'induire en erreur une partie afin d'obtenir un avantage financier ou autre dans le cadre de la mise en œuvre d'un contrat financé, en totalité ou en partie, au moyen de ressources de la MCC, y compris tout acte ou omission visant à influencer (ou tenter d'influencer) un processus de sélection ou l'exécution d'un contrat, ou à éviter (ou tenter d'éviter) une obligation ;</p> <p>(v) « <b>obstruction d'enquête sur des allégations de fraude ou de corruption</b> » désigne tout acte posé dans le cadre de la mise en œuvre de tout contrat financé, en totalité ou en partie, au moyen de ressources de la MCC qui : a) cause la destruction, la falsification, la modification ou la dissimulation délibérées de preuves, ou qui consiste en une fausse (de fausses) déclaration(s) à des enquêteurs ou à tout fonctionnaire dans le but d'entraver une enquête sur des allégations de coercition, de corruption, de fraude, d'obstruction d'enquêtes sur des allégations de fraude ou de corruption ou de pratiques interdites ; ou qui b) menace,</p>
--	---

	<p>harcèle ou intimide une partie pour l'empêcher soit de divulguer sa connaissance d'informations pertinentes en rapport avec une enquête soit de poursuivre l'enquête ; ou qui c) vise à empêcher la réalisation d'une inspection et/ou l'exercice des droits de vérification de la MCC et/ou du Bureau de l'inspecteur général (OIG) responsable pour le compte de la MCC, tels que prévus en vertu d'un compact.</p> <p>(vi) « <b>pratiques interdites</b> » désigne toute action en violation de la Section E (respect de la loi sur la lutte contre la corruption), de la Section F (respect de la loi sur la lutte contre le blanchiment de capitaux) et de la Section G (respect de la loi sur le financement du terrorisme et d'autres restrictions) de l'Annexe des Dispositions générales.</p> <p>(b) La MCC peut annuler une partie ou la totalité du Financement MCC alloué au Contrat si elle vient à constater que des représentants de du Maître d'ouvrage, l'Entrepreneur ou tout autre bénéficiaire du Financement MCC s'est livré à des pratiques de coercition, de collusion, de corruption, de fraude, d'obstruction d'enquête sur des allégations de fraude, de corruption ou de pratiques interdites pendant le processus de sélection ou l'exécution du Contrat ou d'un autre contrat financé par la MCC, sans que le Maître d'ouvrage, l'Entrepreneur ou cet autre bénéficiaire ait pris à temps et à la satisfaction de la MCC les mesures appropriées pour remédier à la situation.</p> <p>(c) La MCC et le Maître d'ouvrage peuvent demander des sanctions contre l'Entrepreneur, y compris déclarer l'Entrepreneur inéligible, soit indéfiniment ou pour une période de temps déterminée, pour l'attribution d'un contrat financé par la MCC si à tout moment la MCC ou le Maître d'ouvrage détermine que l'Entrepreneur s'est livré, directement ou par l'intermédiaire d'un agent, à des pratiques de coercition, de collusion, de corruption, de fraude, d'obstruction d'enquête sur des allégations de fraude ou de corruption, ou à des pratiques interdites en soumissionnant ou en exécutant le Contrat ou un autre contrat financé par la MCC.</p> <p>(d) Si le Maître d'ouvrage ou la MCC détermine que l'Entrepreneur, tout sous-traitant, tout membre du Personnel de l'Entrepreneur, ou tout agent ou affilié de l'un d'entre eux s'est livré, directement ou indirectement, à des actes de coercition, de collusion, de corruption, de fraude, d'obstruction d'enquête sur des allégations de fraude ou de</p>
--	--

	<p>corruption, ou à des pratiques interdites, dans le cadre du processus de soumission ou dans l'exécution du Contrat, le Maître d'ouvrage ou la MCC peut, par voie de notification, résilier immédiatement l'engagement de l'Entrepreneur en vertu du Contrat et l'expulser du Chantier, et les dispositions de la clause 15 [<i>Résiliation par le Maître d'ouvrage</i>] s'appliquent comme si ladite expulsion avait été effectuée en vertu de la sous-clause 15.2(f).</p> <p>(e) S'il est établi que l'un quelconque des membres du Personnel de l'Entrepreneur s'est livré à des actes de coercition, de collusion, de corruption, de fraude, d'obstruction d'enquête sur des allégations de fraude ou de corruption, ou à des pratiques interdites dans le cadre du processus de soumission ou dans l'exécution du Contrat, mais que le Maître d'ouvrage ou la MCC décide de ne pas résilier l'engagement de l'Entrepreneur ni le Contrat conformément aux dispositions du sous-paragraphe précédent, le personnel de l'Entrepreneur concerné doit être démis de ses fonctions conformément à la sous-clause 6.9 [Le Personnel de l'Entrepreneur].</p>
--	--

## 16. Suspension et résiliation par l'Entrepreneur

<b>Sous-clause 16.2</b> Résiliation par l'Entrepreneur	<p>Modification du sous-paragraphe (d) de la sous-clause 16.2 pour ajouter ce qui suit à la fin :</p> <p>« de manière à avoir une incidence importante et défavorable sur l'équilibre économique du Contrat et/ou la capacité de l'Entrepreneur à s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu du Contrat, »</p>
---	--

## 17. Risques et responsabilités

<b>Sous-clause 17.3</b> Risques du Maître d'ouvrage	<p>Modification de la sous-clause 17.3 pour remplacer la première ligne par ce qui suit :</p> <p>« Les risques du Maître d'ouvrage, dans la mesure où ils affectent directement l'exécution des Travaux dans le Pays où les Travaux permanents doivent être exécutés, sont : »</p>
--	--

<p><b>Sous-clause 17.6</b> Limitation de la responsabilité</p>	<p>Modification de la sous-clause 17.6 pour remplacer le premier paragraphe par ce qui suit :</p> <p>« Aucune Partie ne sera responsable vis-à-vis de l'autre Partie en cas de privation de jouissance par rapport aux Travaux, perte de bénéfices, perte d'un quelconque contrat, ou perte ou dommage indirect qu'a pu subir l'autre Partie dans le cadre du Contrat, autrement que tel que spécifiquement prévu à la sous-clause 8.7 [<i>Dommages et intérêts de retard</i>] ; à la sous-clause 11.2 [<i>Coûts de la Réparation des Vices</i>] ; à la sous-clause 15.4 [<i>Païement versé après la résiliation</i>] ; à la sous-clause 16.4 [<i>Païement versé à la résiliation</i>] ; à la sous-clause 17.1 [<i>Indemnités</i>] ; à la sous-clause 17.4 (b) [<i>Conséquences des Risques du Maître d'ouvrage</i>] et à la sous-clause 17.5 [<i>Droits de propriété intellectuelle et industrielle</i>]. »</p>
--	--

## 18. Assurance

<p><b>Sous-clause 18.1</b> Conditions générales concernant les assurances</p>	<p>Modification de la sous-clause 18.1 pour ajouter ce qui suit à la fin :</p> <p>« La Partie souscriptrice a le droit de souscrire toutes les assurances liées au Contrat (y compris, sans toutefois s'y limiter, les assurances auxquelles il est fait référence à la clause 18 [<i>Assurance</i>]) auprès des assureurs de toute Entité admissible. »</p>
---	--

## 19. Force Majeure

<p><b>Sous-clause 19.4</b> Conséquences de la Force majeure</p>	<p>Modification de la sous-clause 19.4 pour insérer ce qui suit à la fin du sous-paragraphe (b) :</p> <p>« , y compris les coûts de rectification ou de remplacement des Travaux et/ou des Biens endommagés ou détruits du fait d'un cas de Force Majeure, dans la mesure où ils n'ont pas fait l'objet d'une indemnisation par le biais de la police d'assurance à laquelle il est fait référence à la sous-clause 18.2 [<i>Assurance pour les Travaux et les Équipements de l'Entrepreneur</i>]. »</p>
---	--

## 20. Plaintes, différends et arbitrage<sup>11</sup>

<p><b>Sous-clause 20.1</b> Plaintes de</p>	<p>Modification de la sous-clause 20.1 pour insérer ce qui suit sous la forme d'un nouveau paragraphe entre les sous-paragraphe 6 et 7 :</p>
--	--

<sup>11</sup>Voir le Document de politique générale pour plus de détails

l'Entrepreneur	« Pendant la période de 42 jours définie ci-dessus, l'Ingénieur se conforme à la sous-clause 3.5 [ <i>Constatations</i> ] pour accepter ou déterminer i) la prorogation (le cas échéant) du délai d'achèvement (avant ou après l'expiration) conformément à la sous-clause 8.4 [ <i>Prorogation du délai d'achèvement</i> ], et/ou ii) le paiement supplémentaire (le cas échéant) auquel l'Entrepreneur a droit en vertu du Contrat. »
	<p>Modification de la sous-clause 20.1 pour supprimer le paragraphe 8 (dans l'ordre des paragraphes qui précèdent la modification effectuée ci-dessus) et pour le remplacer par le nouveau paragraphe suivant :</p> <p>« Si l'Ingénieur ne répond pas dans les délais prescrits par la présente sous-clause, l'une ou l'autre Partie peut considérer que la plainte est rejetée par l'Ingénieur, et l'une ou l'autre Partie peut soumettre ladite plainte au Bureau de Conciliation conformément à la sous-clause 20.4 [<i>Obtention d'une décision du Bureau de Conciliation</i>]. »</p>
<b>Sous-clause 20.2</b> Désignation d'un Bureau de Conciliation	<p>Modification de la sous-clause 20.2 pour insérer ce qui suit à la fin de la première phrase du deuxième paragraphe :</p> <p>« dont chacun doit parler couramment la langue de communication telle que définie dans le Contrat et avoir une expérience professionnelle dans le type de construction dont il est question dans les Travaux et dans l'interprétation de documents contractuels ».</p>
	<p>Modification de la sous-clause 20.2 pour remplacer le cinquième paragraphe par ce qui suit :</p> <p>« L'accord entre les Parties, d'une part, et soit le membre unique (« l'arbitre ») soit chacun des trois membres, d'autre part, doit :</p> <p>(a) prendre en compte en s'y référant les Conditions générales de l'Accord de règlement des litiges contenues dans l'Appendice auxdites Conditions générales ; et</p> <p>(b) être sous la forme annexée au Cahier des Clauses Administratives Particulières ou sous une autre forme approuvée par le Maître d'ouvrage. »</p>
<b>Sous-clause 20.6</b> Arbitrage	Modification de la sous-clause 20.6 pour remplacer le premier paragraphe par ce qui suit :



	<p>« Tout litige non réglé à l'amiable et sur lequel le Bureau de Conciliation (le cas échéant) n'est pas parvenu à une décision définitive et contraignante doit être réglée par arbitrage. Sauf accord contraire convenu par les deux Parties :</p> <p>(a) Pour les contrats avec des entrepreneurs étrangers,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) une procédure d'arbitrage international sera conduite par l'organisme d'arbitrage international désigné dans l'Appendice de l'Offre, conformément aux règles d'arbitrage de l'organisme désigné, le cas échéant, ou conformément aux règles d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI), à la discrétion de l'organisme désigné ;</li> <li>(ii) le lieu de l'arbitrage est la ville dans laquelle se situe le siège de l'organisme d'arbitrage international ou à tout autre endroit choisi conformément aux règles d'arbitrage international ; et</li> <li>(iii) l'arbitrage se déroule dans la langue de communication définie à la sous-clause 1.4 [<i>Droit et langue</i>] ; et</li> </ul> <p>(b) pour les contrats conclus avec des entrepreneurs locaux, l'arbitrage se déroule conformément aux Lois en vigueur dans le Pays du Maître d'ouvrage. »</p> <p>Modification de la sous-clause 20.6 pour ajouter ce qui suit à la fin :</p> <p>« La MCC a le droit d'assister en tant qu'observateur à toute procédure d'arbitrage en vertu du présent Contrat, à sa seule discrétion, mais n'est nullement obligée de participer à une procédure d'arbitrage quelconque à quelque titre que ce soit. Que la MCC assiste ou non en tant qu'observateur à un arbitrage quelconque en vertu du présent Contrat, les Parties doivent fournir à la MCC tous les actes de procédure, correspondances et autres documents liés de quelque manière à la procédure ou aux audiences, ainsi que la transcription écrite en anglais de toute procédure ou audience d'arbitrage et une copie de la sentence arbitrale dans les 10 jours suivant a) chacune de ces procédures ou audiences ou, b) à la date à laquelle la sentence arbitrale a été rendue. La MCC peut faire valoir ses droits en vertu du Contrat dans le cadre d'un arbitrage mené conformément à la présente disposition ou en intentant une action devant tout tribunal compétent. L'acceptation par la MCC du droit d'assister en tant qu'observateur à l'arbitrage ne constitue pas un consentement à la</p>
--	---

	compétence des tribunaux ou de tout autre organe d'une juridiction ou à la compétence d'un groupe spécial d'arbitrage. »
<b>Sous-clause 20.7</b> Non-respect des décisions du Bureau de Conciliation	Remplacement du texte de la sous-clause 20.7 par ce qui suit :  « Si une Partie ne respecte pas l'une quelconque des décisions du Bureau de Conciliation, qu'elle soit contraignante ou définitive et contraignante, l'autre Partie peut, sans préjudice de tous autres droits dont elle pourrait jouir, soumettre le différend à arbitrage en vertu de la sous-clause 20.6 [ <i>Arbitrage</i> ] en vue d'un recours sommaire ou autre recours accéléré, selon le cas. La sous-clause 20.4 [ <i>Obtention d'une décision du Bureau de Conciliation</i> ] et la sous-clause 20.5 [ <i>Règlement à l'amiable</i> ] ne s'appliquent pas dans ce cas. »

### Ajout des clauses et sous-clauses suivantes

#### 21. Taxes

<b>Sous-clause 21.1</b> Certaines formes d'imposition locale	<p>« Conformément aux termes du Compact, la plupart des activités et des services exécutés en application du Contrat, y compris dans le cadre de l'exécution des Travaux, sont exonérés d'impôts, taxes, redevances, cotisations ou autres droits applicables conformément aux Lois actuellement en vigueur ou pouvant l'être à l'avenir dans le pays du Maître d'ouvrage (séparément « impôt/taxe » et collectivement « impôts/taxes ») pendant la durée de validité du Compact, y compris, sans toutefois s'y limiter :</p> <p>(a) les impôts sur le revenu, les retenues d'impôts à la source et les autres impôts sur les bénéfices ou sur les entreprises à la charge des personnes physiques, des organisations ou des entreprises (en dehors des ressortissants ou résidents permanents du pays du Maître d'ouvrage) ;</p> <p>(b) les droits de douane, frais de dédouanement, taxes d'importation et d'exportation, et autres impôts affectant l'importation, l'utilisation et la réexportation de marchandises, (y compris les Équipements et pièces de rechange de l'Entrepreneur, les Installations Industrielles, les Matériaux et fournitures importés dans le pays du Maître d'ouvrage aux fins du Contrat), de services ou d'effets et articles personnels (y compris des voitures de tourisme) devant être utilisés dans le cadre de l'exécution des Travaux ou en vue d'utilisation par les membres du Personnel de l'Entrepreneur (ou les membres</p>
---	---

	<p>de leur famille) qui ne sont pas des ressortissants ou résidents permanents du pays du Maître d'ouvrage et qui se trouvent dans ledit pays aux fins d'exécution des Travaux ; et</p> <p>(c) l'impôt sur les ventes, la taxe sur la valeur ajoutée, les droits d'accise, les taxes sur la mutation de biens (meubles ou immeubles), les taxes sur la propriété, la possession ou l'usage de biens (meubles ou immeubles), et d'autres charges similaires sur des transactions portant sur des biens, des travaux ou des services.</p> <p>« En cas d'importations de biens pour usage personnel, les informations écrites doivent indiquer que lesdits biens sont destinés à l'usage personnel du Personnel de l'Entrepreneur (ou les membres de leur famille) qui ne sont pas des ressortissants ou résidents permanents du pays du Maître d'ouvrage et qui se trouvent dans ledit pays aux fins d'exécution des Travaux. »</p> <p>« Le Maître d'ouvrage veille de manière raisonnable à ce que le Gouvernement accorde à l'Entrepreneur, à tout Sous-traitant et à tout membre du Personnel de l'Entrepreneur les exonérations d'impôt applicables à ces personnes physiques ou morales, conformément aux termes du Compact ou des accords connexes. »</p>
<p><b>Sous-clause 21.2</b> Impôts sur le revenu pour les membres du personnel local</p>	<p>« Conformément aux termes du Compact, le personnel local de l'Entrepreneur (ressortissants ou résidents permanents du pays du Maître d'ouvrage) devront payer les impôts sur le revenu des personnes physiques qui leur sont applicables dans le pays du Maître d'ouvrage en fonction de leurs salaires et émoluments conformément aux Lois alors en vigueur, et l'Entrepreneur doit s'acquitter des retenues fiscales pouvant être prévues à sa charge en vertu desdites Lois. »</p>
<p><b>Sous-clause 21.3</b> Obligation de paiement des taxes et impôts</p>	<p>« L'Entrepreneur, ses sous-traitants et leur personnel respectif doivent payer tous les impôts et taxes prévus par les Lois en vigueur. Le Maître d'ouvrage ne sera en aucun cas tenu de payer de tels impôts et taxes.</p> <p>« Si l'Entrepreneur, un Sous-traitant ou un membre du Personnel de l'Entrepreneur est tenu de payer des impôts et taxes exonérés en vertu du Compact ou d'un accord connexe, l'Entrepreneur notifie promptement le Maître d'ouvrage de tous impôts et taxes payés, et coopère avec le Maître d'ouvrage, la MCC ou l'un quelconque de leurs agents ou représentants, et prend les mesures qui peuvent être requises par le Maître d'ouvrage, la MCC ou l'un quelconque de leurs agents ou représentants, en demandant le remboursement rapide et adéquat desdits impôts et taxes. »</p>

<b>22. Dispositions générales du Compact</b>	
<b>Sous-clause 22.1</b> Dispositions faisant partie intégrante du Contrat	« Les dispositions de l'Annexe A (Dispositions complémentaires) font partie intégrante du Cahier des Clauses Administratives Particulières. Afin d'écartier toute incertitude, les Parties comprennent et acceptent que les dispositions de l'annexe A reprennent certaines exigences du Gouvernement et du Maître d'ouvrage au titre du Compact, qui doivent être transférées à tout entrepreneur ou sous-traitant qui participe à des passations de marchés ou à des contrats ultérieurs donnant lieu à un financement de la MCC et que, à l'instar des autres clauses du Contrat, les dispositions de l'annexe A sont des obligations contraignantes dans le cadre du Contrat. »
<b>Sous-clause 22.2</b> Dispositions de transfert	« Dans tout contrat de sous-traitance et toute sous-adjudication conclus par l'Entrepreneur, ainsi que l'autorisent les modalités du Contrat, l'Entrepreneur doit veiller à ce que toutes les dispositions de l'Annexe A (Dispositions complémentaires) jointes au Cahier des Clauses Administratives Particulières soient incluses dans tout accord relatif à ce contrat de sous-traitance ou cette sous-adjudication. »

## **Annexe A : Dispositions complémentaires**

Les dispositions complémentaires du contrat sont disponibles sur le site web de la MCC à l'adresse : <https://www.mcc.gov/resources/doc/annex-of-general-provisions>.

**N.B. : Ces dispositions doivent être téléchargées et jointes au Contrat avant la signature.**

### **Pièces écrites**

Les pièces écrites, visibles et téléchargeables à partir du lien mentionné au niveau de la section V, sont composées des éléments suivants :

- CCTP ;
- Dossier de consultation des entreprises zone industrielle de Bouznika ;
- Définition des prix zone industrielle de Bouznika ;
- Dossier de consultation des entreprises zone industrielle de Had Soualem ;
- Définition des prix zone industrielle de Had Soualem ;
- ESP ;
- GIS.

### **Pièces Graphiques en PDF**

Les pièces graphiques, visibles et téléchargeables à partir du lien mentionné au niveau de la section V, sont composées des éléments suivants :

Plans du dossier de consultation des entreprises zone industrielle de Bouznika :

- Alimentation Eau Potable ;
- Electricité ;
- Assainissement Eau Potable ;
- Assainissement Eaux Usées ;
- Dalot ;
- Ouvrages types ;
- Téléphone ;
- Voirie.

Plans du dossier de consultation des entreprises zone industrielle de Had Soualem :

- Alimentation Eau Potable ;
- Coupe de coordination ;
- Electricité ;
- Assainissement Eau Potable ;
- Assainissement Eaux Usées ;
- Ouvrages types ;
- Téléphone ;
- Voirie.

## **ANNEXE B : APPENDICE DE L'OFFRE<sup>12</sup>**

Le Cahier des Clauses Administratives Particulières, y compris l'Annexe A et la présente Annexe B, vient compléter le Cahier des Clauses Administratives Générales. En cas de divergence, les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Particulières, y compris l'Annexe A et la présente Annexe B, prévalent sur celles du Cahier des Clauses Administratives Générales.

---

<sup>12</sup>Une fois rempli, l'Appendice de l'Offre du Soumissionnaire retenu (formulaire prévu à la Section IV, Formulaires d'Offre) doit être joint en annexe B au Cahier des Clauses Administratives Particulières du Contrat.

## **Section VIII. Formulaire de Notification d'intention d'adjudication**

FORMULAIRE DE NOTIFICATION D'INTENTION D'ADJUDICATION<sup>13</sup>

[papier à en-tête du Maître d'ouvrage]

[date]

**CECI N'EST PAS UNE NOTIFICATION D'ADJUDICATION NI UNE LETTRE D'ACCEPTATION.  
L'ACHETEUR N'ENTEND PAS  
CONCLURE UN CONTRAT  
PAR LE PRÉSENT AVIS.**

À : [insérer le nom et l'adresse du Soumissionnaire retenu]

Conformément au Dossier d'appel d'offres (clause 39 des IS) en liaison avec [insérer le nom du Contrat et le numéro d'identification, tel qu'indiqué dans le Dossier d'appel d'offres], la présente notification vise à vous informer que vous avez été sélectionné pour la passation de marchés associée audit Dossier d'appel d'offres et, après l'expiration du délai de soumission de toute contestation de la validité d'une attribution de marché et du délai de résolution d'une telle contestation conformément à notre procédure de contestation de la validité des offres, tel qu'expliqué plus en détails dans le Dossier d'appel d'offres, nous prévoyons de vous envoyer une Lettre d'acceptation formelle et un Accord contractuel.

Bien que nous vous fournissions la présente Notification d'intention d'adjudication, Elle n'induit PAS la formation d'un contrat entre vous et nous. Vous n'acquerez aucun droit, que ce soit en vertu des lois ou de l'équité, nous ne vous conférons aucun droit et nous n'accepterons la création d'aucun droit et d'aucune obligation, que ce soit en vertu des lois ou de l'équité, tant que vous n'aurez pas reçu une Lettre d'acceptation signée, accompagnée d'un Accord contractuel, et tant que les conditions prévues dans ladite Lettre d'acceptation n'auront pas été satisfaites d'une manière que nous pourrions juger acceptable. Nous nous réservons le droit d'annuler la présente Notification d'intention d'adjudication à tout moment avant l'attribution du Contrat, sans encourir de ce fait une quelconque responsabilité.

Merci d'avoir participé au processus d'appel d'offres. Pour obtenir des renseignements sur la présente notification, veuillez communiquer avec le soussigné.

Signataire autorisé : \_\_\_\_\_

Nom et titre du Signataire : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

<sup>13</sup>Voir le Document de politique générale pour plus de détails

[insérer le nom du Maître d'ouvrage] \_\_\_\_\_

## **Section IX. Annexe au Cahier des Clauses Administratives Particulières – Formulaires contractuels**

### *Modèle de Lettre d'acceptation<sup>14</sup>*

[papier à en-tête du Maître d'ouvrage]

[date]

À : [insérer le nom et l'adresse de l'Entrepreneur]

Le présent document vise à vous informer que l'Offre que vous avez soumise en date du [insérer la date] pour l'exécution de [insérer le nom du Contrat et son numéro d'identification, tel que prévu dans le Dossier d'appel d'offres] pour le Montant accepté dans le cadre du Contrat équivalent à <sup>15</sup>[insérer le montant en chiffres et en lettres] [insérer la monnaie], tel que corrigé et modifié conformément aux Instructions aux Soumissionnaires a été acceptée par le Maître d'ouvrage.

Dans les 28 jours suivant la date à laquelle vous recevrez la présente Lettre d'acceptation et l'Accord contractuel ci-joint, nous vous demandons par les présentes a) de signer et renvoyer l'Accord contractuel ci-joint conformément à la sous-clause 1.6 du Cahier des Clauses Administratives Générales et b) de remplir et renvoyer le Formulaire de certification du respect des sanctions inclus dans la Section IX, Annexe au Cahier des Clauses Administratives Particulières – Formulaires contractuels ; c) de remplir et renvoyer le Formulaire d'auto-attestation de conformité des entrepreneurs et d) de transmettre la Garantie d'Exécution conformément à la sous-clause 4.2 du Cahier des Clauses Administratives Générales, en utilisant à cette fin le Modèle de garantie bancaire d'exécution inclus dans la Section IX, Annexe au Cahier des Clauses Administratives Particulières – Formulaires contractuels, ou sous une autre forme que nous pourrions juger acceptable.

Signataire autorisé : \_\_\_\_\_

Nom et titre du Signataire : \_\_\_\_\_

[insérer le nom du Maître d'ouvrage] \_\_\_\_\_

**Pièce jointe : Accord contractuel**

\_\_\_\_\_

<sup>14</sup>Voir le Document de politique générale pour plus de détails

<sup>15</sup>Voir le Document de politique générale pour plus de détails



## MODÈLE D'ACCORD CONTRACTUEL

### ACCORD CONTRACTUEL

LE PRÉSENT ACCORD CONTRACTUEL est conclu, ce jour, \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_ 20

entre \_\_\_\_\_  
(ci-après désigné « le Maître d'ouvrage ») d'une part et \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_ (ci-après désigné « l'Entrepreneur ») d'autre part.

ATTENDU QUE la Millennium Challenge Corporation et le Gouvernement de/du/de la/des [insérer le nom du pays] ont conclu un Compact d'assistance par le Millennium Challenge Account pour promouvoir la réduction de la pauvreté par la croissance économique en/au/aux [insérer le nom du pays] d'un montant d'environ [insérer le montant] Dollars US (« Financement MCC »).

ATTENDU QUE le Gouvernement, agissant par l'intermédiaire du Maître d'ouvrage, entend utiliser une partie du Financement MCC pour des paiements éligibles en vertu du présent Contrat.

ATTENDU QUE les termes du Contrat, y compris les paiements versés par le Maître d'ouvrage et les restrictions sur l'utilisation du Financement MCC, seront soumis, à tous égards, aux termes et conditions du Compact et des documents connexes.

ATTENDU QU'aucune partie autre que le Gouvernement, le Maître d'ouvrage et la MCC ne peut se prévaloir du Compact ni prétendre au produit du Financement MCC.

ATTENDU QUE Le Maître d'ouvrage souhaite que certains Travaux soient exécutés par l'Entrepreneur, à savoir, \_\_\_\_\_, et il a accepté une Offre par l'Entrepreneur pour l'exécution et la réalisation desdits Travaux, ainsi que la correction de tous vices y afférents, s'il y a lieu.

PAR CONSÉQUENT, LE PRÉSENT ACCORD CONTRACTUEL ATTESTE ce qui suit :

1. Dans le présent Accord contractuel, les termes et expressions ont la signification qui leur est respectivement donnée dans le Contrat.
2. Les documents identifiés dans la sous-clause 1.5 du Cahier des Clauses Administratives Générales et du Cahier des Clauses Administratives Particulières du Contrat sont réputés faire partie intégrante du Contrat et doivent être lus et interprétés comme faisant partie intégrante dudit Contrat, et l'ordre de priorité desdits documents est tel que prévu dans la sous-clause 1.5.
3. En contrepartie des paiements devant être versés par le Maître d'ouvrage à l'Entrepreneur tel que prévu dans le Contrat, l'Entrepreneur s'engage par les présentes envers le Maître d'ouvrage à exécuter et à réaliser les Travaux, et à corriger tous vices éventuels en liaison avec lesdits Travaux conformément aux dispositions du Contrat.

4. Le Maître d'ouvrage s'engage par les présentes à payer à l'Entrepreneur en contrepartie de l'exécution et de la réalisation des Travaux, ainsi que pour la correction de tous vices éventuels en liaison avec lesdits Travaux, le Prix d'adjudication ou toute autre somme pouvant devenir payable en vertu des dispositions du Contrat au moment et de la manière prévus par le Contrat.

EN FOI DE QUOI, les parties aux présentes ont donné leur accord pour que le présent Accord contractuel soit signé le jour et l'année précisés ci-dessus.

Le Sceau officiel de \_\_\_\_\_ a été apposé en conséquence en la présence de :

\_\_\_\_\_ ou \_\_\_\_\_

Signé, scellé et remis par \_\_\_\_\_

En la présence de : \_\_\_\_\_

Signature engageant le Maître d'ouvrage \_\_\_\_\_

Signature engageant l'Entrepreneur \_\_\_\_\_

## FORMULAIRE DE CERTIFICATION DU RESPECT DES SANCTIONS

Pour satisfaire aux dispositions de la clause G des Dispositions complémentaires de l'Annexe A du Contrat, l'Entrepreneur doit remplir le présent formulaire dans les 28 jours suivant la réception de la Lettre d'acceptation et de l'Accord contractuel, puis le dernier jour ouvrable précédant le dernier jour ouvrable de chaque trimestre (31 mars, 30 juin, 30 septembre, 30 septembre, 31 décembre) après la signature d'un Contrat financé par la MCC<sup>16</sup>, pour la durée du contrat. Le formulaire doit être soumis à l'Agent de passation de marchés de l'Entité MCA [fournir l'adresse électronique] avec copie à la MCC à l'adresse : [sanctionscompliance@mcc.gov](mailto:sanctionscompliance@mcc.gov). [Les instructions sur la façon de remplir ce formulaire sont fournies ci-dessous.](#)

**Dénomination légale complète de l'Entrepreneur :**

**Nom complet et numéro du Contrat :** \_\_\_\_\_

**Entité MCA avec laquelle le Contrat est signé :**

- ☐ Toutes les vérifications d'admissibilité ont été effectuées conformément aux dispositions de l'**Annexe A « Dispositions complémentaires », paragraphe G « Respect de la législation sur le financement du terrorisme et autres restrictions »**. Aucun Financement MCC<sup>17</sup> n'a été mis à la disposition d'une personne physique, société ou autre entité figurant sur les listes énumérées, y compris l'Entrepreneur lui-même. Aucun Financement MCC n'a été mis à la disposition d'un pays, ou d'une entreprise établie dans un pays ou exerçant une partie importante de ses activités dans un pays, qui fait l'objet d'une sanction ou d'une restriction en vertu de la loi ou de la politique des États-Unis, y compris les États désignés comme commanditaires du terrorisme par les États-Unis.

**OU**

☐ Toutes les vérifications d'admissibilité ont été effectuées conformément aux dispositions de l'**Annexe A « Dispositions complémentaires », paragraphe G « Respect de la législation sur le financement du terrorisme et autres restrictions »**, et les résultats suivants ont été obtenus (informations à fournir pour chaque résultat) :

  - le nom de la personne, de la société ou autre entité :
  - la ou les source(s) de vérification de l'admissibilité lorsque le concerné est cité comme n'étant pas admissible :
  - Poste (s'il s'agit d'une personne physique), ou biens ou services fournis (s'il s'agit d'une société ou d'une autre entité) :
  - Valeur estimative des travaux exécutés à la date de certification :

Je certifie par la présente que les renseignements fournis ci-dessus sont sincères et exacts à tous égards importants et je comprends que toute déclaration inexacte, fausse déclaration ou omission de fournir les renseignements demandés dans la présente attestation peut être considérée comme un cas de « fraude » aux fins du contrat, des Directives relatives à la passation des marchés du Programme de la MCC et d'autres politiques ou directives applicables de la MCC, y compris la

<sup>16</sup>« Contrat financé par la MCC » est défini comme un contrat signé par une Entité MCA ou une Équipe MCA centrale, par opposition à un contrat signé par la MCC, en vertu des dispositions des Directives relatives à la passation des marchés du Programme de la MCC, et au moyen des ressources mises à disposition par la MCC, par l'entremise d'un programme Compact, d'un programme de seuil ou des fonds de l'accord 609(g).

<sup>17</sup>« Financement MCC » est défini comme les ressources mises à disposition par la MCC, par l'entremise d'un programme Compact, d'un programme de seuil ou des fonds de l'accord 609(g).

Politique de la MCC sur la prévention, la détection et la répression de la fraude et de la corruption dans le cadre des opérations de la MCC.

**Signataire autorisé :** \_\_\_\_\_ **Date :** \_\_\_\_\_

**Nom du signataire en caractères d'imprimerie :**

### INSTRUCTIONS SUR LA FAÇON DE REMPLIR LE FORMULAIRE :

L'Entrepreneur doit exécuter les procédures suivantes pour vérifier l'admissibilité des entreprises, du personnel clé, des sous-traitants, des vendeurs, des fournisseurs et des bénéficiaires de financements, conformément aux dispositions de l'**Annexe A « Dispositions complémentaires », paragraphe G « Respect de la législation sur le financement du terrorisme et autres restrictions »**, énoncées ci-dessous.

L'Entrepreneur doit vérifier que toute personne, société ou autre entité qui a accès aux ressources de la MCC ou qui en est bénéficiaire, y compris son personnel, ses consultants, ses sous-traitants, ses vendeurs, ses fournisseurs et les bénéficiaires de financements, ne figure sur aucune des listes suivantes :

1. Système de gestion des marchés (System for Award Management (SAM) - <https://www.sam.gov/portal/SAM/#1>
2. Liste des exclusions de la Banque mondiale - <http://web.worldbank.org/external/default/main?contentMDK=64069844&menuPK=116730&pagePK=64148989&piPK=64148984&querycontentMDK=64069700&theSitePK=84266>
3. Liste récapitulative de présélection du Gouvernement américain - [https://2016.export.gov/ecr/eg\\_main\\_023148.asp](https://2016.export.gov/ecr/eg_main_023148.asp)

La documentation du processus prend deux formes. L'Entrepreneur doit préparer un tableau énumérant chaque membre du personnel, consultant, sous-traitant, vendeur, fournisseur et bénéficiaire de financement intervenant dans l'exécution du Contrat, tel que le formulaire fourni ci-dessous.

Nom	Date de vérification			Admissible (O/N)
	SAM	Liste des exclusions de la Banque mondiale	Liste récapitulative de présélection du Gouvernement américain	
Entrepreneur (le cabinet lui-même)				
Membre du personnel n° 1				
Membre du personnel n° 2				

Consultant n° 1				
Consultant n° 2				
Sous-traitant n° 1				
Sous-traitant n° 2				
Vendeur n° 1				
Fournisseur n° 1				
Bénéficiaire n° 1				

L'Entrepreneur doit indiquer la date à laquelle la recherche a été effectuée à l'aide de chaque source de vérification de l'admissibilité et si le membre du personnel, le consultant, le sous-traitant, le vendeur, le fournisseur ou le bénéficiaire de financement a été jugé admissible - c'est-à-dire qu'il ne figurait sur aucune des sources de vérification de l'admissibilité.

En outre, comme les trois listes sont des bases de données consultables qui renvoient une page de résultats de recherche positifs ou négatifs lorsqu'un nom est soumis en vue d'effectuer des recherches, l'Entrepreneur doit imprimer et conserver pour chaque membre du personnel, consultant, sous-traitant, vendeur, fournisseur ou bénéficiaire de financement la page de résultats de recherche pour chaque source de vérification de l'admissibilité, qui devrait se présenter comme suit, « *Fait l'objet d'une exclusion en cours ? « Non » (en ce qui concerne le SAM), « Aucune donnée correspondante n'a été trouvée ! » (en ce qui concerne la Liste des exclusions de la Banque mondiale), ou « Aucun résultat trouvé » (en ce qui concerne la Liste récapitulative de présélection du Gouvernement américain).*

Si une ou plusieurs données défavorables ont été trouvées pour une ou plusieurs personnes ou entités, y compris pour l'Entrepreneur lui-même, l'Entrepreneur doit effectuer des recherches supplémentaires pour déterminer si le résultat est un « faux positif ». S'il s'agit d'un faux positif, l'Entrepreneur marquera le membre du personnel, le consultant, le sous-traitant, le vendeur, le fournisseur ou le bénéficiaire de financement comme étant admissible et conservera les données de la recherche confirmant cette admissibilité.

Si, en revanche, l'un des membres du personnel, des consultants, des sous-traitants, des vendeurs, des fournisseurs ou des bénéficiaires de financement de l'Entrepreneur est jugé inadmissible à cette étape, l'Entité MCA déterminera s'il est possible, dans les circonstances, de permettre à l'Entrepreneur de procéder à son remplacement. Cette décision sera prise au cas par cas et devra être approuvée par la MCC, indépendamment de la valeur estimative du contrat envisagé.

En outre, conformément au point P1.A.1.7 des Directives relatives à la passation des marchés du Programme de la MCC, l'Entrepreneur doit s'assurer que les ressources de la MCC ne sont pas utilisées pour l'acquisition de biens ou services provenant d'un pays, ou d'une entreprise qui est constituée ou dont le principal établissement ou une partie importante des activités se situent dans un pays, qui est soumise à une sanction ou restriction par la loi ou la politique des États-Unis, y compris les États désignés comme commanditaires du terrorisme par les États-Unis (<https://www.state.gov/j/ct/list/c14151.htm>).

Tous ces documents doivent être conservés par l'Entrepreneur dans le dossier général du contrat pendant la durée du Contrat et pendant la période supplémentaire après l'expiration du Contrat qui est requise pour la conservation des documents aux termes du contrat (généralement cinq ans après la date d'expiration du programme Compact ou du programme de seuil). L'Entité MCA, la MCC ou leurs représentants doivent avoir accès à ces documents conformément aux dispositions pertinentes du contrat.

**Annexe A « Dispositions complémentaires », paragraphe G « Respect de la législation sur le financement du terrorisme et autres restrictions ».**

1. La Partie contractante ne doit pas fournir de soutien matériel ou de ressources, directement ou indirectement, ou permettre sciemment que les ressources de la MCC soit transférées à toute personne, société ou autre entité dont ladite Partie sait, ou a des raisons de savoir, qu'elle commet, tente de commettre, préconise, facilite ou participe à toute activité terroriste, ou a commis, tenté de commettre, préconisé, facilité ou participé à toute activité terroriste, y compris, mais sans s'y limiter, les personnes et entités i) figurant sur la liste principale des nationaux spécialement désignés et des personnes faisant l'objet d'un blocage tenue par le Bureau du contrôle des avoirs étrangers (U.S. Office of Foreign Assets Control) du département du Trésor américain, qui est disponible à l'adresse [www.treas.gov/offices/enforcement/ofac](http://www.treas.gov/offices/enforcement/ofac), ii) figurant sur la liste récapitulative des personnes et entités tenue à jour par le « Comité 1267 » du Conseil de sécurité des Nations Unies, iii) figurant sur la liste tenue à jour sur [www.sam.gov](http://www.sam.gov), iv) figurant sur toute autre liste que l'Entité MCA pourrait demander de temps à autre. Aux fins de la présente disposition, « soutien matériel et ressources » comprend les devises, les instruments monétaires ou autres titres financiers, les services financiers, le logement, la formation, les conseils ou l'assistance d'experts, les centres d'accueil, les faux documents ou pièces d'identité, le matériel de communication, les équipements, les installations, les armes, les substances létales, les explosifs, le personnel, le transport et autres biens matériels, à l'exception des médicaments ou du matériel religieux.
2. La Partie contractante doit s'assurer que ses activités dans le cadre du présent Accord sont conformes à l'ensemble des lois, règlements et décrets-lois américains applicables en matière de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme, aux lois américaines prévoyant des sanctions, aux pratiques restrictives du commerce, au boycottage et à toutes autres sanctions économiques promulguées de temps à autre au moyen d'une loi, d'un décret-loi, d'un règlement ou administrées par le Bureau du contrôle des avoirs étrangers du Département du Trésor des États-Unis ou de toute autorité gouvernementale qui lui succèdera, y compris 18 U.S.C. Section 1956, 18 U.S.C. Section 1957, 18 U.S.C. Section 2339A, 18 U.S.C. Section 2339B, 18 U.S.C. Section 2339C, 18 U.S.C. Section 981, 18 U.S.C. Section 982, le décret-loi n° 13224, 15 C.F.R. Part 760, et les programmes de sanctions économiques énumérés à 31 C.F.R. Parts 500 à 598 et doit s'assurer que ses activités dans le cadre du Contrat sont conformes aux politiques et procédures de surveillance des opérations afin de garantir l'observation des normes, telles qu'elles peuvent être établies de temps à autre par la MCC, l'Entité MCA, l'Agent financier ou la Banque, selon le cas. La Partie contractante doit effectuer ou faire effectuer des vérifications sur toute personne, société ou autre entité ayant

accès à des fonds ou destinataire de fonds, laquelle vérification doit être effectuée conformément aux procédures énoncées dans la 10<sup>è</sup> Partie des Directives relatives à la passation des marchés du Programme de la MCC (Procédures de vérification de l'admissibilité) qui sont disponibles sur le site web de la MCC à l'adresse [www.mcc.gov](http://www.mcc.gov) La Partie contractante A) effectue le contrôle visé au présent paragraphe au moins une fois par trimestre, ou dans tout autre délai raisonnable que l'Entité MCA ou la MCC pourrait demander de temps à autre et B) remet un rapport de ce contrôle périodique à l'Entité MCA avec copie à la MCC.

3. D'autres restrictions à l'égard de la Partie contractante s'appliquent comme indiqué à la section 5.4(b) du Compact en ce qui concerne le trafic de stupéfiants, le terrorisme, le trafic sexuel, la prostitution, la fraude, un acte délictueux, toute inconduite préjudiciable à la MCC ou à l'Entité MCA, toute activité contraire aux intérêts nationaux des États-Unis en matière de sécurité ou toute autre activité qui a un effet important et défavorable sur la capacité du Gouvernement ou de toute autre partie de mettre en œuvre efficacement ou d'assurer la mise en œuvre efficace du Programme ou de tout projet ou de s'acquitter de ses responsabilités ou obligations au titre du Compact ou de tout Accord complémentaire ou qui a un effet important et défavorable sur les actifs du Programme ou sur tout Compte autorisé.

### **FORMULAIRE D'AUTO-CERTIFICATION A REMPLIR PAR LES CONSULTANTS/SOUS-TRAITANTS/FOURNISSEURS**

Le formulaire d'auto-certification ci-dessous doit être signé par l'Entrepreneur dans le cadre du Contrat. Cette auto-certification déclare que l'Entrepreneur n'achètera que des biens et matériels essentiels pour le Contrat (comme énoncé dans le Bordereau des Prix et détail quantitatif et estimatif), auprès de fournisseurs n'ayant pas recours au travail forcé et au travail des enfants et qui fournissent à leurs travailleurs directs un lieu de travail sûr et hygiénique.

-----  
-----

Comme stipulé dans le Contrat, l'Entrepreneur doit se conformer aux *Normes de performance en matière de durabilité environnementale et sociale* de la Société financière internationale en ce qui concerne les normes de travail et les mesures de protection qui leur sont garanties. L'Entrepreneur doit s'assurer quant à lui que ses principaux fournisseurs, c'est-à-dire toute personne physique ou morale qui fournit des biens ou des matériels essentiels pour l'exécution du Contrat, n'ont pas recours au travail forcé et au travail des enfants dans la production de ces biens et matériels, et garantissent aux travailleurs directs de l'Entrepreneur un lieu de travail sûr et hygiénique.

En conséquence, je certifie qu'en ce qui concerne ce contrat :

- ☐ je comprends les exigences du contrat conclu avec le MCA-[Nom du pays].
- ☐ [Nom de l'Entrepreneur] s'assurera que toutes les activités entreprises sont effectuées conformément aux normes de performance d'IFC, telles que décrites aux Contrat.
- ☐ [Nom de l'Entrepreneur] n'a pas et n'aura pas recours au travail forcé ou au travail des enfants, et fournit à ses travailleurs un lieu de travail sûr et hygiénique.
- ☐ [Nom de l'Entrepreneur] n'achète pas et n'achètera pas de matériel ou de biens auprès de fournisseurs ayant recours au travail forcé ou au travail des enfants.
- ☐ [Nom de l'Entrepreneur] n'achètera du matériel ou des marchandises qu'auprès de fournisseurs offrant à tous les travailleurs un lieu de travail sûr et hygiénique.
- ☐ [Nom de l'Entrepreneur] a mis en place un système pour assurer un suivi de nos fournisseurs, identifier les risques nouveaux et émergents. Ce système permet également à [Nom de l'Entrepreneur] de remédier efficacement aux risques.



- ☐ Lorsqu'il n'est pas possible de remédier à de nouveaux risques ou incidents, [Nom de l'Entrepreneur] s'engage à rompre les liens avec ces fournisseurs.

Enregistrez ici toute exception à ce qui précède :

--

*JE CERTIFIE PAR LA PRÉSENTE QUE LES RENSEIGNEMENTS FOURNIS CI-DESSUS SONT SINCÈRES ET EXACTS À TOUS LES ÉGARDS IMPORTANTS ET JE COMPRENDS QUE TOUTE DÉCLARATION INEXACTE, FAUSSE DÉCLARATION OU OMISSION DE FOURNIR LES RENSEIGNEMENTS DEMANDÉS DANS LA PRÉSENTE ATTESTATION PEUT ÊTRE CONSIDÉRÉE COMME UN CAS DE « FRAUDE » AUX FINS DU CONTRAT. JE CONFIRME QUE JE REPRÉSENTE VALABLEMENT [NOM DE L'ENTREPRENEUR] ET QUE J'AI LE POUVOIR LÉGAL DE SIGNATURE.*

Signataire autorisé : \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_

Nom du signataire en caractères d'imprimerie :

**MODELES DE GARANTIE D’EXECUTION,  
GARANTIE DE RESTITUTION DE PAIEMENT ANTICIPE  
ET RETENUE DE GARANTIE<sup>18</sup>**

Des modèles de Garantie d’Exécution, de Garantie de restitution de paiement anticipé et de Retenue de garantie sont présentés ci-après. Les Soumissionnaires ne doivent pas encore remplir ces formulaires. Seul le Soumissionnaire retenu sera tenu de fournir une Garantie d’Exécution et une Garantie bancaire de restitution de paiement anticipé conformément aux modèles ou dans des formats similaires jugés acceptables par le Maître d’ouvrage.

---

<sup>18</sup> Voir le Document de politique générale pour plus de détails

### ***Modèle de garantie bancaire d'exécution***

**[Nom de la banque et adresse de la succursale ou du bureau émetteur]**

**Bénéficiaire : [Nom et adresse du Maître d'ouvrage]**

**Date : \_\_\_\_\_**

**GARANTIE DE BONNE EXÉCUTION N° : \_\_\_\_\_**

Nous avons été informés que **[insérer le nom de l'Entrepreneur]** (ci-après dénommé « l'Entrepreneur ») a souscrit au Contrat N° **[insérer le numéro de référence du Contrat]** en date du **[insérer la date]** avec vous, en vue de l'exécution de **[insérer le nom du Contrat et une brève description des Travaux]** (ci-dessous dénommé le « Contrat »).

En outre, nous comprenons que, conformément aux conditions du Contrat, une Garantie de bonne exécution est requise.

À la demande de l'Entrepreneur, par la présente, nous **[nom de la banque]** nous engageons irrévocablement à vous verser tous montants ne dépassant pas un total de **[montant en chiffres]** **[montant en toutes lettres]**, ladite somme étant payable dans la monnaie dans laquelle le Prix d'adjudication est libellé, dès que nous aurons reçu votre première demande écrite accompagnée d'une déclaration écrite établissant que l'Entrepreneur a contrevenu à ses obligations en vertu du Contrat, sans que vous n'ayez besoin de justifier votre demande ou la somme indiquée dans ledit Contrat.

Cette Garantie expire au plus tard vingt-et-un (21) jours suivant la date de délivrance d'un Certificat d'Exécution conformément aux termes du Contrat, selon le calcul basé sur une copie dudit Certificat d'Exécution qui sera mis à notre disposition ; ou le \_\_\_\_\_ 2\_\_\_\_, selon la date survenant en premier, à moins que la date précisée ne soit déjà prolongée conformément au paragraphe suivant.

Nous avons appris que vous pouvez demander à l'Entrepreneur de prolonger la période de validité de la présente garantie si le Certificat d'Exécution en vertu du Contrat n'a pas été délivré avant la date survenant vingt-huit (28) jours avant la date spécifiée au paragraphe ci-dessus (le \_\_\_\_\_ 2\_\_\_\_). Nous nous engageons à reporter la date d'expiration de la présente Garantie dès que nous aurons reçu, avant la fin de la période de vingt-huit (28) jours, votre demande et votre déclaration écrites selon lesquelles le Certificat d'Exécution n'a pas été délivré et selon lesquelles l'Entrepreneur demeure contraint de fournir la Garantie d'Exécution en application des clauses du Contrat.

Toute demande de paiement en vertu de cette Garantie doit parvenir à nos bureaux au plus tard à la date d'expiration éventuellement prorogée, ou avant cette date, conformément aux conditions susmentionnées.

**[La banque émettrice devra effacer l'éventualité qui ne s'appliquerait pas].** Nous confirmons que [nous sommes une institution financière autorisée légalement à fournir cette Garantie dans le pays du Maître d'ouvrage] **[OU]** [nous sommes une institution financière située à l'extérieur du pays du Maître d'ouvrage, mais nous avons une institution financière correspondante située dans le pays du Maître d'ouvrage qui assurera l'exécution de cette Garantie. Le nom de notre banque correspondante et ses coordonnées sont les suivants : [indiquer le nom, l'adresse, le numéro de téléphone et l'adresse électronique].

Cette Garantie est assujettie aux Règles uniformes relatives aux garanties sur demande, Publication 758 de la Chambre de commerce internationale, Révision de 2010, mais l'exigence de déclaration justificative de l'Article 15(a) est expressément exclue par les présentes et conformément à ce qui peut être indiqué ci-dessus.

---

**[signature(s)]**

## ***Modèle de Garantie bancaire de restitution de paiement anticipé***

[Nom de la banque et adresse de la succursale ou du bureau émetteur]

Bénéficiaire : [Nom et adresse du Maître d'ouvrage]

Date : \_\_\_\_\_

**GARANTIE DE RESTITUTION DE PAIEMENT ANTICIPÉ N° :** \_\_\_\_\_

Nous avons été informés que [insérer le nom de l'Entrepreneur] (ci-après dénommé « l'Entrepreneur ») a souscrit au Contrat N° [insérer le numéro de référence du Contrat] en date du [insérer la date] avec vous, en vue de l'exécution de [insérer le nom du Contrat et une brève description des Travaux] (ci-dessous dénommé le « Contrat »).

En outre, nous comprenons que, conformément aux dispositions du Contrat, un paiement anticipé s'élevant à [montant en chiffres] [montant en toutes lettres] doit être versé en contrepartie d'une garantie de restitution de paiement anticipé.

À la demande de l'Entrepreneur, nous [insérer le nom de la Banque] nous engageons irrévocablement à vous payer tous montants ne dépassant pas un total de [insérer le montant en chiffres] [insérer le montant en toutes lettres] dès notre réception de votre première demande écrite accompagnée d'une déclaration écrite établissant que :

(a) l'Entrepreneur n'a pas remboursé le paiement anticipé, en tout ou partie, conformément aux conditions du Contrat ;

(b) la somme correspondant au paiement anticipé que l'Entrepreneur n'a pas remboursé.

L'une des conditions pour soumettre une plainte et recevoir un paiement en vertu de la présente Garantie est que le paiement anticipé mentionné ci-dessus ait été reçu par l'Entrepreneur sur son compte en banque numéro \_\_\_\_\_ auprès de \_\_\_\_\_ [insérer le nom et l'adresse de la Banque].

Le montant maximum de la Garantie sera progressivement réduit par déductions des montants correspondant au remboursement du versement anticipé par l'Entrepreneur, comme attesté par les relevés bancaires intérimaires ou par les certificats de paiement qui nous seront présentés. Cette Garantie expire, au plus tard, dès que nous aurons reçu une copie du Certificat de paiement provisoire indiquant que [ ]<sup>19</sup> pour cent du Prix d'adjudication a fait l'objet de certificats de paiements, ou le \_\_\_\_\_ 2\_\_\_\_, selon la première de ces deux éventualités. Par conséquent, toute demande de paiement en vertu de la présente Garantie doit être reçue par nous, à nos bureaux, au plus tard à cette date.

**[La banque émettrice devra effacer l'éventualité qui ne s'appliquerait pas].** Nous confirmons que [nous sommes une institution financière autorisée légalement à fournir cette Garantie dans le pays du Maître d'ouvrage] [OU] [nous sommes une institution financière située à l'extérieur du pays du Maître d'ouvrage, mais nous avons une institution financière correspondante située dans le pays du Maître d'ouvrage qui assurera l'exécution de cette Garantie. Le nom de notre banque correspondante et ses coordonnées sont les suivants : [indiquer le nom, l'adresse, le numéro de téléphone et l'adresse électronique].

---

<sup>19</sup>Voir le Document de politique générale pour plus de détails

Cette Garantie est assujettie aux Règles uniformes relatives aux garanties sur demande, Publication N° 758 de la Chambre de commerce internationale, Révision de 2010, mais l'exigence de déclaration justificative de l'Article 15(a) est expressément exclue par les présentes et conformément à ce qui peut être indiqué ci-dessus.

\_\_\_\_\_  
[signature(s)]

### ***Formulaire de retenue de garantie***

**[Nom de la banque et adresse de la succursale ou du bureau émetteur]**

**Bénéficiaire : [Nom et adresse du Maître d'ouvrage]**

**Date : \_\_\_\_\_**

**RETENUE DE GARANTIE N° : \_\_\_\_\_**

Nous avons été informés que **[insérer le nom de l'Entrepreneur]** (ci-après dénommé « l'Entrepreneur ») a souscrit au Contrat N° **[insérer le numéro de référence du Contrat]** en date du **[insérer la date]** avec vous, en vue de l'exécution de **[insérer le nom du Contrat et une brève description des Travaux]** (ci-dessous dénommé le « Contrat »).

En outre, nous comprenons que, conformément aux dispositions du Contrat, l'Entrepreneur doit recevoir un paiement anticipé de [une partie de] la Retenue de garantie, un tel paiement devant être effectué en échange d'une retenue de garantie.

À la demande de l'Entrepreneur, nous **[insérer le nom de la banque]** nous engageons irrévocablement à vous verser tous montants ne dépassant pas un total de **[insérer le montant en chiffres] [insérer le montant en toutes lettres]**, ladite somme étant payable dans la monnaie dans laquelle le Prix d'adjudication est libellé, dès que nous aurons reçu votre première demande écrite accompagnée d'une déclaration écrite établissant que :

a) l'Entrepreneur ne s'est pas acquitté de son (ses) obligation(s) de corriger certains défauts pour lesquels sa responsabilité est engagée en vertu du Contrat ;

(b) b) la nature dudit (desdits) défaut(s) ; et

c) (c) la somme nécessaire pour corriger ledit (lesdits) défaut(s).

À aucun moment notre responsabilité en vertu de la présente Garantie ne saurait dépasser le montant total de la Retenue de garantie fournie à l'Entrepreneur par vos soins, tel que justifié par les notifications que vous aurez signifiées conformément aux conditions du Contrat, avec copie nous étant adressée.

Cette Garantie expire au plus tard vingt-et-un (21) jours suivant la date de délivrance d'un Certificat d'Exécution conformément aux termes du Contrat, selon le calcul basé sur une copie dudit Certificat d'Exécution qui sera mis à notre disposition ; ou le \_\_\_\_\_ 2\_\_\_\_, selon la date survenant en premier, à moins que la date précisée ne soit déjà prolongée conformément au paragraphe suivant.

Nous avons appris que vous pouvez demander à l'Entrepreneur de prolonger la période de validité de la présente garantie si le Certificat d'Exécution en vertu du Contrat n'a pas été délivré avant la date survenant vingt-huit (28) jours avant la date spécifiée au paragraphe ci-dessus (le \_\_\_\_\_ 2\_\_\_\_). Nous nous engageons à reporter la date d'expiration de la présente Garantie dès que nous aurons reçu, avant la fin de la période de vingt-huit (28) jours, votre demande et votre déclaration écrites selon lesquelles le Certificat d'Exécution n'a pas été délivré et selon lesquelles l'Entrepreneur demeure contraint de fournir la Retenue de garantie en application des clauses du Contrat.

Toute demande de paiement en vertu de cette Garantie doit parvenir à nos bureaux au plus tard à la date d'expiration éventuellement prorogée, ou avant cette date, conformément aux conditions susmentionnées.

**[La banque émettrice devra effacer l'éventualité qui ne s'appliquerait pas]**. Nous confirmons que [nous sommes une institution financière autorisée légalement à fournir cette Garantie dans le pays du Maître d'ouvrage] **[OU]** [nous sommes une institution financière située à l'extérieur du pays du Maître d'ouvrage, mais nous avons une institution financière correspondante située dans le pays du Maître d'ouvrage qui assurera l'exécution de cette Garantie. Le nom de notre banque correspondante et ses coordonnées sont les suivants : [indiquer le nom, l'adresse, le numéro de téléphone et l'adresse électronique].

La présente Garantie est régie par les Règles uniformes relatives aux garanties sur demande, Publication N° 758 de la Chambre de commerce internationale, Révision de 2010, sauf indication contraire ci-dessus.

---

**[signature(s)]**